

GOSSELIN
DE WALQUE



Revue de presse

2021

Table des matières

1. 2021 fut aussi une année de réussites ! L'Echo - 31 déc. 2021 - Page 4,5
2. Jamais nos sociétés de croissance n'ont levé autant ... L'Echo - 28 déc. 2021 - Page 10,11
3. Les start-up belges n'ont jamais attiré autant de capitaux Le Vif - 28 déc. 2021 - Online
4. I-care - A wallon start-up that is now in the big leagues WAB Magazine - 17 décembre 2021
5. Mais où sont les francophones... L'Echo - 04 déc. 2021 - Page 12,13
6. Quand le salaire n'est plus la priorité des jeunes ... L'Echo - 27 nov. 2021 - Page 14,15
7. L'échec des Plans Marshall Trends/Tendances - 25 nov. 2021 - Page 29
8. Carte blanche - L'Europe ne doit pas devenir le tiers monde du digital - L'Echo - 24 nov. 2021 - Page 15
9. Fabrice Brion, le boss d'I-Care, invité du club d'affaires B4C - Papier et digital - 19 novembre 2021
10. Dans les Hauts-de-France, près d'un quart des emplois risque de basculer vers l'intelligence artificielle La Tribune - 13 nov. 2021
11. I-Care, la prochaine licorne wallonne? Trends/Tendances - 04 nov. 2021 - Page 10
12. 'Wij ontwikkelen een Disneyland van industriële technologie' Trends - 04 nov 2021 - Page 116
13. La 5G a son laboratoire wallon L'Echo - 29 Oct. 2021 - Page 12,13 + Online
14. 2. 5G: un premier laboratoire en Wallonie, installé à Charleroi Le Soir + - 29 Oct. 2021 - Online
15. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi Sud Presse - 29 Oct. 2021 - Online
16. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi La Nouvelle Gazette - 29 Oct. 2021 - Online
17. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi Nord Eclair - 29 Oct. 2021 - Online
18. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi La Meuse - 29 Oct. 2021 - Online
19. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi La Capitale - 29 Oct. 2021 - Online
20. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi La Province - 29 Oct. 2021 - Online

21. La 5G arrive, avec ou sans cadre légal La Dernière Heure - 29 Oct. 2021 - Online
22. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi - RTBF - Online - 29 octobre 2021
23. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi - L'Avenir- Online - 29 octobre 2021
24. Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi - RTL Info- Online - 29 octobre 2021
25. Une nouvelle licorne pointe le bout de son nez en Wallonie L'Echo - 27 oct. 2021 - Online
26. La licorne wallonne, cet animal de moins en moins imaginaire L'Echo - 28 Oct. 2021 - Page 2,3
27. Une nouvelle licorne pointe le bout de son nez en Wallonie L'Echo - 28 Oct. 2021 - Page 2,3
28. A6K tente la fusion de l'industrie et du numérique Trends/Tendances - 28 Oct. 2021 - Page 38
29. I-Care ouvre une académie de formation Gilles Quoistiaux trends.levif.be/economie - 28 Oct. 2021 - Online
30. Voici les 5 nommés pour le prix de l'Entreprise de l'année - L'Echo - 18 octobre 2021 - online
31. Analis, G.Moury, Goumanisto, Iris et Odoo nominées pour le prix de l'Entreprise de l'année Analis, G.Moury, Goumanisto, Iris et Odoo nominées pour le prix de l'Entreprise de l'année - Le Soir - 18 octobre 2021 - online
32. Et si la crise était une chance ? Trends/Tendances - 14 oct. 2021 - Page 20
33. Tournée libérale de G-L Bouchez et E. Lachaert Sud Presse 11 oct. 2021 - Page 8,9
34. D'entrepreneur à entrepreneur: des mentors pour favoriser la croissance Le Vif - 08 oct. 2021 - Online
35. D'entrepreneur à entrepreneur Trends/Tendances - 07 oct. 2021 - Page 56
36. "Nos règles comptables handicapent nos sociétés digitales" trends.levif.be/economie - 07 oct. 2021 - Online
37. "Nos règles comptables handicapent nos sociétés digitales" - Trends-tendances - 7 octobre 2021 - online
38. Bouchez et Lachaert affichent leur "bromance" libérale à Mons La Dernière Heure - 07 oct. 2021 - Online

39. Mons - Georges-Louis Bouchez invite Egbert Lachaert, président de l'Open VLD - Tele MB - 7 octobre 2021
40. G-L Bouchez (MR) et Egbert Lachaert (Open VLD) à Mons pour leur «tournée libérale - Sudinfo - online et papier - 7 octobre 2021
41. D'entrepreneur à entrepreneur: des mentors pour favoriser la croissance - Trends-Tendances - 08 octobre 2021 - online
42. I-Care: l'entreprise montoise signe son plus gros contrat avec un géant américain - Tele MB - 13 septembre 2021.
43. I-care signe le plus gros contrat de son histoire - Trends Tendances 2021-09-16, p 7
44. I-care signe le plus gros contrat de son histoire La Libre Belgique - 11 sep. 2021 - Page 35
45. I-care signe le plus gros contrat de son histoire La Libre Belgique - 11 sep. 2021 - Online et papier
46. Mons: I-care signe le plus gros contrat en maintenance prédictive dans le monde La Province - 12 sep. 2021 - Online
47. Mons: I-care signe le plus gros contrat en maintenance prédictive dans le monde Nord Eclair - 12 sep. 2021 - Online
48. I-Care signe le plus gros contrat au monde de maintenance prédictive avec un géant américain du secteur agro-alimentaire - RTL Info - online - 13 septembre 2021
49. Une entreprise wallonne en pleine croissance signe un contrat historique avec un géant américain du secteur agro-alimentaire RTL Info - 13 sep 2021
50. Une pépète Wallonne signe le plus gros contrat au monde de maintenance prédictive - La minute éco Bel RTL - 13 sep 2021 7h38
51. La pépète montoise I-care réalise sa première acquisition aux Etats-unis - La Libre - 5 juillet 2021 - Page
52. L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering" - Le Soir - 5 juillet 2021 - Online

53. L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine - L'Echo - 5 juillet 2021 - Online
54. L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering" - La Dernière Heure - 5 juillet 2021 - Online
55. L'entreprise I-care achète sa première société US - La Province - 5 juillet 2021 - Online
56. L'entreprise I-care achète sa première société US - La Province - 5 juillet 2021 - Page
57. I-care s'étend aux Etats-Unis et y acquiert sa première société - L'Avenir - 5 juillet 2021 - Online
48. L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering" - RTL Info - 03 septembre 2021 - online
59. L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering" - Le Soir - 03 septembre 2021 - online
60. La pépite montoise I-care réalise sa première acquisition aux Etats-Unis - LA Libre - 03 septembre 2021 - online et papier
61. Le président de l'IMBC dans le collimateur wallon - LA DH - online et papier - 23 juin 2021
62. Le "masterplan" des rives de Charleroi: la nouvelle vie du quartier de la gare - Le Vif - online et papier - 4 juin 2021
63. Les entreprises ont le vent en poupe de Mons-Borinage - La Dernière Heure - 19 mai 2021 - Online
64. La ville est fière d'avoir autant de joyaux - Sudpresse - 14 mai 2021 - Page 9
65. I-care : désormais 500 employés et Jean-Jacques Cloquet dans le staff - Sudpresse - 11 mai 2021 - Page 9
66. Les équipes : à la recherche de sens et de valeur - Fokus - 6 mai 2021 - Page 18
67. I-care va s'équiper d'une éolienne - La Province - 28 avril 2021 - Page
68. Plus de 100 patrons en faveur de la 5G - L'Echo - 01 avril 2021 - Page 17
69. Plus de 100 patrons en faveur de la 5G - L'Echo - 01 avril 2021 - Online
70. La question de la Matinale : "La 5G est-elle indispensable à nos entreprises ?" - LN24 - 01 avril 2021
71. Une centaine de patrons demandent à la Wallonie de prendre position en faveur de la 5G - Belga - 01 avril 2021 - Online

72. Une centaine de patrons demandent à la Wallonie de prendre position en faveur de la 5G - 7sur7 - 01 avril 2021 - Online
73. Une centaine de patrons demandent à la Wallonie de prendre position en faveur de la 5G - RTL info - 01 avril 2021 - Online
74. Les acteurs wallons de la blockchain se fédèrent - Trends-Tendances - Online et papier - 31 mars 2021
75. Get Up Wallonia: à quand le réveil ? Le Vif - online et digital - 19 mars 2021
76. I-care va accepter les paiements en bitcon - Trends/Tendances - 18 mars 2021 - Page
77. Après les pandas, Jean-Jacques Cloquet se porte au chevet des machines d'I-care - L'Echo - 18 mars 2021 - Online
78. Jean-Jacques Cloquet au chevet des machines chez I-care - L'Echo - 18 mars 2021 - Papier et digital
79. Entreprendre, c'est embarquer les équipes dans un projet qui a du sens - Fokus Carrière - 16 mars 2021 - Page
80. Olivier Vanderijst « La SRIW a investi un montant record, dont 90 millions liés à la crise » - L'Echo - online et papier - 4 février 2021
81. Une startup belge qui prend soin des machines industrielles - Le Soir - online - 1er janvier 2021

2021 fut aussi une année de réussites!



L'Echo - 31 déc. 2021
Page 4,5
L'Echo

Gardons-les à l'esprit, notamment cet esprit d'entreprendre qui monte en puissance en Belgique francophone, et la tire vers le haut.

2021 ne fut pas l'année de l'après comme on l'aurait tant voulu. Au contraire, à la crise sanitaire se sont ajoutées d'autres crises: inondations, pénuries, hausses de prix, prises de tête (géo)politiques. On pourrait croire qu'on n'a fait que reculer cette année. Ce n'est pas le cas. Parce que 2021 fut aussi une année de réussites. En Belgique (et ailleurs), on a vu une campagne de vaccination, inédite par son ampleur, se concrétiser avec rapidité, efficacité et bienveillance. On a aussi vu le pays jouer un rôle de premier plan dans la production mondiale de vaccins.

Dans la santé toujours, on a vu une foule d'entreprises pharma et biotech belges se déployer un peu plus encore, parfois de façon spectaculaire. Le plus bel exemple est peut-être ce premier vaccin contre la malaria, sorti des labos de GSK à Wavre.

On a vu une forte solidarité, notamment flamande, se manifester instantanément pour venir en aide aux sinistrés des inondations dans le sud du pays.

On a vu Nafissatou Thiam, Nina Derwael et les Red Lions se rendre à Tokyo avec l'ambition assumée de décrocher l'or olympique, et revenir au pays, mission accomplie. C'est nouveau en Belgique et c'est tout sauf un détail: «Maintenant, nous n'avons plus peur de dire qu'on vient pour gagner», comme le résume Jean-Michel Saive, président du COIB.

On a vu Joe Biden et Kamala Harris ramener la décence à la Maison-Blanche. On a vu aussi l'extrême droite reculer en Allemagne. On a vu naître un accord pour un impôt mondial minimum de 15% sur les multinationales. On n'a pas vu le raz de marée de faillites tant redouté mais, au contraire, une économie dans son ensemble résiliente et relancée, bien que certains secteurs souffrent encore beaucoup.

On a vu débouler la première licorne wallonne (Odo), laquelle pourrait bien être rejointe par d'autres, comme I-care par exemple. Notons que ces deux entreprises baignent dans le numérique mais pas dans la santé: traduction, il n'y a pas que le secteur exceptionnellement foisonnant de la biotech pour créer de la valeur en Wallonie. Cet esprit d'entreprendre qui grandit en Belgique francophone est peut-être son plus bel atout pour 2022, 2023 et au-delà. Bref, pour l'avenir. Parce qu'il la tire vers le haut!

L'essentiel

Éditorial

Paul Gérard
Rédacteur en chef



2021 fut aussi une année de réussites!

Gardons-les à l'esprit, notamment cet esprit d'entreprendre qui monte en puissance en Belgique francophone, et la tire vers le haut.

2021 ne fut pas l'année de l'après comme on l'aurait tant voulu. Au contraire, à la crise sanitaire se sont ajoutées d'autres crises: inondations, pénuries, hausses de prix, prises de tête (géo)politiques. On pourrait croire qu'on n'a fait que reculer cette année. Ce n'est pas le cas. Parce que 2021 fut aussi une année de réussites.

En Belgique (et ailleurs), on a vu une campagne de vaccination, inédite par son ampleur, se concrétiser avec rapidité, efficacité et bienveillance. On a aussi vu le pays jouer un rôle de premier plan dans la production mondiale de vaccins.

Dans la santé toujours, on a vu une foule d'entreprises pharma et biotech belges se

déployer un peu plus encore, parfois de façon spectaculaire. Le plus bel exemple est peut-être ce premier vaccin contre la malaria, sorti des labos de GSK à Wavre.

On a vu une forte solidarité, notamment flamande, se manifester instantanément pour venir en aide aux sinistrés des inondations dans le sud du pays.

On a vu Nafissatou Thiām, Nina Derwael et les Red Lions se rendre à Tokyo avec l'ambition assumée de décrocher l'or olympique, et revenir au pays, mission accomplie. C'est nouveau en Belgique et c'est tout sauf un détail: «Maintenant, nous n'avons plus peur de dire qu'on vient pour gagner», comme le résume Jean-Michel Saive, président du COIB.

On a vu Joe Biden et Kamala Harris ramener la décence à la Maison-Blanche. On a vu aussi l'extrême droite reculer en Allemagne. On a vu

naître un accord pour un impôt mondial minimum de 15% sur les multinationales. On n'a pas vu le raz de marée de faillites tant redouté mais, au contraire, une économie dans son ensemble résiliente et relancée, bien que certains secteurs souffrent encore beaucoup.

On a vu débouler la première licorne wallonne (Odoxi), laquelle pourrait bien être rejointe par d'autres, comme Icare par exemple. Notons que ces deux entreprises baignent dans le numérique mais pas dans la santé: traduction, il n'y a pas que le secteur exceptionnellement foisonnant de la biotech pour créer de la valeur en Wallonie. Cet esprit d'entreprendre qui grandit en Belgique francophone est peut-être son plus bel atout pour 2022, 2023 et au-delà. Bref, pour l'avenir. Parce qu'il la tire vers le haut!



Jamais nos sociétés de croissance n'ont levé autant ...



L'Echo - 28 déc. 2021
Page 10,11
L'Echo

En 2021, investisseurs nationaux et étrangers ont injecté près de 1,4 milliard d'euros dans nos jeunes pousses. C'est le montant le plus élevé à ce jour et le 5 e record consécutif.

Comme chaque année, l'heure est au bilan des tours de table des sociétés de croissance belges non cotées (start-ups, scale-ups et biotechs). Le financement de ce type d'entreprises est en augmentation ces dernières années. Cette année, un montant record levé de 1,37 milliard d'euros. C'est 40% de plus qu'en 2020 et le cinquième plus haut consécutif (voir graphique). À noter, ce chiffre ne recouvre pas les introductions en bourse ou les augmentations de capital des sociétés cotées. On parle bien ici d'opérations privées.

Un tour de table s'est démarqué en 2021: celui de Collibra. Le spécialiste bruxellois de la gestion des données a levé pas moins de 250 millions de dollars (216 millions d'euros) en novembre, de quoi lui offrir la place de numéro un cette année. Et de loin.

La fintech belgo-française Ibanfirst arrive, elle, en deuxième position avec un tour de table de 150 millions d'euros (hors 50 millions de dettes), quand le spécialiste bruxellois des logiciels de la gestion de la relation client (CRM) Efficy se classe à la troisième place avec 80 millions d'euros.

À l'occasion de la plus importante opération de 2021, Collibra a été évaluée à 5,25 milliards de dollars. Ce qui lui a conféré dans la foulée le statut de première «pentacorne» belge – soit une entreprise technologique non cotée évaluée à plus de 5 milliards de dollars – et de start-up belge la plus valorisée de tous les temps.

Le club d'entreprises d'un milliard de dollars, appelées les «licornes», comprend aussi le spécialiste wallon des logiciels d'entreprise Odoo et la société d'hébergement internet Team.blue (ex-Combelle). Les noms des éditeurs de logiciels gantois Showpad et Deliverect circulent comme candidats à ce club très fermé. Tout comme celui du Dr. House montois des machines industrielles I-care, à en croire le multiple utilisé pour valoriser son homologue américain Augury fin octobre.

Plus gros tours de table

Les dix plus grosses opérations de cette année ont permis la récolte de 777 millions d'euros, quand il y a eu quinze tours de table de plus de 20 millions. À titre de comparaison: il y a cinq ans, le top 10 représentait «seulement» 178 millions de capitaux frais, pour trois tours de capitaux au-dessus de 20 millions d'euros. Showpad, alors le plus gros deal de l'année avec un tour de table de 44 millions de dollars, ne serait aujourd'hui que... neuvième.

«Les opérations prennent de plus en plus d'ampleur», souligne Renaat Berckmoes, associé au sein de l'investisseur en capital-risque Fortino. «Lorsqu'un éditeur de logiciels levait 6 millions d'euros il y a cinq ans, c'était un gros coup. Maintenant, c'est plutôt 10-15 millions.»

Et d'ajouter: «les valorisations sont plus basses en Europe qu'aux États-Unis. De ce fait, les investisseurs américains viennent ici plus rapidement et sont prêts à mettre plus d'argent sur la table. Regardez Collibra par exemple.» Et pour cause, les investisseurs se seraient bousculés au portillon – par lequel est aussi entré le holding des Boël, Sofina .

Du reste, les deux meilleurs trimestres jamais vus dans notre pays ont été enregistrés cette année. Mieux encore, dans le top 5 des meilleurs trimestres de tous les temps, trois sont à dénombrer sur 2021.

En clair, la crise du coronavirus n'a eu aucun effet sur le financement des sociétés de croissance. Bien au contraire, la pandémie a poussé la numérisation à passer à la vitesse supérieure. De nombreuses jeunes entreprises technologiques en ont donc profité, notamment à l'occasion de levées de fonds.

Alignement des astres

Mais avec 2022 déjà à nos portes, on peut se demander si ce mouvement va se poursuivre. Une opération majeure est en tout cas en préparation.

La biotech carolo Univercells vise un tour de table de 100 millions d'euros. Il s'agirait de son dernier financement privé avant une introduction sur le Nasdaq, au second semestre.

La société, qui a accueilli notamment un fonds lié à Bill Gates ou encore George Soros au capital, est l'exemple même d'une réalité nouvelle: les investisseurs étrangers ont résolument trouvé le chemin vers notre pays, quand les pépites technologiques et biotechs peuvent lever des fonds à des conditions (plus) attractives et

l'écosystème est devenu plus mature.

Les étoiles sont donc alignées favorablement. Mais peut-on faire mieux? «L'entrepreneuriat peut être encore mieux stimulé», pointe David Dessers, associé-fondateur du cabinet d'avocats Cresco. Néanmoins, «la situation est bien meilleure qu'il y a cinq à dix ans, selon l'investisseur Jürgen Ingels, même si nous ne sommes pas encore au niveau des Pays-Bas ou de la Suède».

Néanmoins, il y a de l'espoir, fort d'une deuxième génération d'entrepreneurs tech à naître. Pour ce faire, «il faudra parvenir à construire des écosystèmes, comme axés sur la gestion des données dans le sillage de Colibra», conclut Renaat Berckmoes.

Entreprendre & Investir

L'ECHO MARDI 28 DÉCEMBRE 2021

Innov
BattMAN, le sauveur
des batteries made in
Brussels.

INNOVER PAGE 13

En 2021, investisseurs nationaux et étrangers ont injecté près de 1,4 milliard d'euros dans nos jeunes pousses. C'est le montant le plus élevé à ce jour et le 5^e record consécutif.

Jamais nos sociétés de croissance n'ont levé autant de capitaux

SIMON SOURIS ET MICHAËL SEPPIHA

Comme chaque année, l'heure est au bilan des tours de table des sociétés de croissance belges non cotées (start-ups, scale-ups et biotech). Le financement de ce type d'entreprises est en augmentation ces dernières années. Cette année, un montant record levé de 1,37 milliard d'euros. C'est 40% de plus qu'en 2020 et le cinquième plus haut consécutif (voir graphique). À noter, ce chiffre ne recense pas les introductions en bourse ou les augmentations de capital des sociétés cotées. On parle bien ici d'opérations privées.

Un tour de table s'est déroulé en 2021: celui de Colibra. Le spécialiste bruxellois de la gestion des données a levé pas moins de 250 millions de dollars (240 millions d'euros) en novembre, de quoi lui offrir la place de numéro un cette année. Et de loin. La startup belge-française Ibanfirst arrive, elle, en deuxième position avec un tour de table de 150 millions d'euros (hors 50 millions de dettes), opéré par le spécialiste bruxellois des logiciels de la gestion de la relation client (CRM) Efficy se classe à la troisième place avec 80 millions d'euros. À l'occasion de la plus importante opération de 2021, Colibra a été évaluée à

5,25 milliards de dollars. Ce qui lui a conféré dans la foulée le statut de première «start-up belge» – soit une entreprise technologique non cotée évaluée à plus de 5 milliards de dollars – et de start-up belge la plus valorisée de tous les temps.

Le club d'entreprises d'un milliard de dollars, appelées les «dicomms», comprend aussi le spécialiste wallon des logiciels d'entreprise Odoo et la société d'hébergement internet Team Blue (ex Corebell). Les noms des éditeurs de logiciels gantois Showpad et Deliverect circulent comme candidats à ce club très fermé. Tout comme celui du Dr. House montés des machines industrielles Icare, à en croire le multiple utilise pour valoriser son homologue américain Argory fin octobre.

Plus gros tours de table

Les dix plus grosses opérations de cette année ont permis la récolte de 777 millions d'euros, quand il y a eu quinze tours de table de plus de 20 millions. À titre de comparaison, il y a cinq ans, le top 10 représentait seulement 178 millions de capitaux frais, pour trois tours de capitaux au-dessus de 20 millions d'euros. Showpad, alors le plus gros deal de l'année avec un tour de table de 44 millions de dollars, ne serait aujourd'hui que... troisième.

plus d'ampleur, souligne Renaat Berckmoes, associé au sein de l'investisseur en capital-risque Fortino. «Lorsqu'un éditeur de logiciels levait 6 millions d'euros il y a cinq ans, c'était un gros coup. Maintenant, c'est plutôt 10-15 millions.»

Et d'ajouter: «Les valorisations sont plus basses en Europe qu'aux États-Unis. De ce fait, les investisseurs américains viennent ici plus rapidement et sont prêts à mettre plus d'argent sur la table. Regardez Colibra par exemple. Et pour cause, les investisseurs se seraient houscoulés au portillon – par lequel est aussi entré le holding des Red, Sdina.»

Du reste, les deux meilleurs trimestres jamais vus dans notre pays ont été enregistrés cette année. Même encore, dans le top 5 des meilleurs trimestres de tous les temps, trois sont à dénombrer sur 2021.

En clair, la crise du coronavirus n'a eu aucun effet sur le financement des sociétés de croissance. Bien au contraire, la pandémie a poussé la numérisation à passer à la vitesse supérieure. De nombreuses jeunes entreprises technologiques en ont donc profité, notamment à l'occasion de levées de fonds.

Alignement des astres

Mais avec 2022 déjà à nos portes, on peut se demander si ce mouvement va se

poursuivre. Une opération majeure est en tout cas en préparation.

La biotech carolo Univercell vise un tour de table de 100 millions d'euros. Il s'agit de son dernier financement privé avant une introduction sur le Nasdaq, au second semestre.

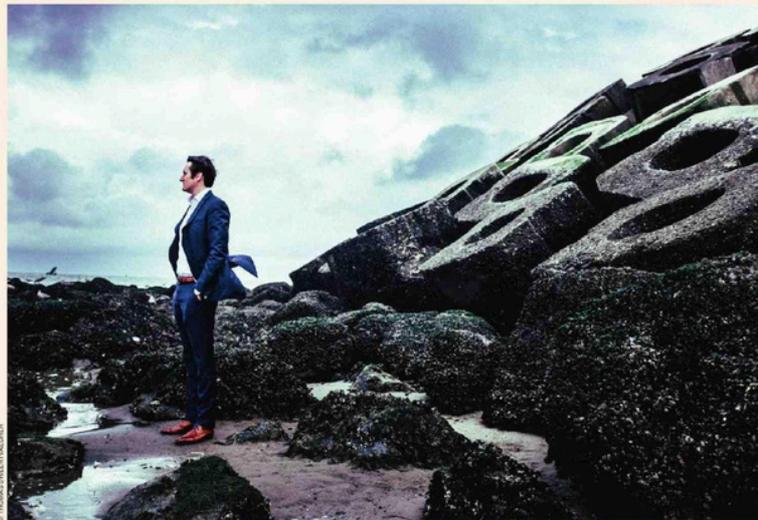
La société, qui a accueilli notamment un fonds lié à Bill Gates ou encore George Soros au capital, est l'exemple même d'une réussite nouvelle: les investisseurs étrangers ont résolument trouvé le chemin vers notre pays, quand les pépites technologiques et biotech peuvent lever des fonds à des conditions (plus) attractives et l'écosystème est devenu plus mature.

Les étoiles sont donc alignées favorablement. Mais peut-on faire mieux? «L'entrepreneuriat peut être encore mieux stimulé», pointe David Dessers, associé-fondateur du cabinet d'avocats Cresco. Néanmoins, «la situation est bien meilleure qu'il y a cinq à dix ans, selon l'investisseur Jürgen Ingels, même si nous ne sommes pas encore au niveau des Pays-Bas ou de la Suède».

Néanmoins, il y a de l'espoir, fort d'une deuxième génération d'entrepreneurs tech à naître. Pour ce faire, «il faudra parvenir à construire des écosystèmes, comme axés sur la gestion des données dans le sillage de Colibra», conclut Renaat Berckmoes.

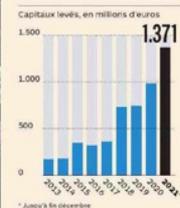
«Lorsqu'un éditeur de logiciels levait 6 millions d'euros il y a cinq ans, c'était un gros coup. Maintenant, c'est plutôt 10-15 millions.»

RENAAT BERCKMOES
ASSOCIÉ CHEZ FORTINO



En tête, on retrouve Felix Van de Maele et Colibra, évaluée à 5,25 milliards de dollars suite à la levée de 250 millions de dollars en novembre.

JAMAIS AUTANT D'ARGENT N'A ÉTÉ LEVÉ PAR LES SOCIÉTÉS BELGES DE CROISSANCE



TOUR DE TABLES LES PLUS IMPORTANTS DES SOCIÉTÉS BELGES DE CROISSANCE

Du 1^{er} janvier à fin décembre, en millions d'euros

Nom	Mois	Montant
• Colibra	Nov.	216
• Ibanfirst	Mai	150
• Efficy	Sep.	80
• Agomab	Mars	62
• Cohabs	Mai	58
• Deliverect	Avril	54
• MiDiagnostics	Avril	50
• EyeD Pharma	Déc.	45
• Oqton	Jan.	33
• Ziphilus Vaccines	Mai	29,3

Source: L'Echo



Les start-up belges n'ont jamais attiré autant de capitaux

 **Le Vif** - 28 déc. 2021

Pour la cinquième année consécutive, les fonds levés par les sociétés de croissance belges non cotées (start-ups, scale-ups et biotechs) ont atteint un record, rapporte le journal L'Echo 1,37 milliard d'euros, soit 40% de plus qu'en 2020. Ce chiffre ne recouvre pas les introductions en bourse ou les augmentations de capital des sociétés cotées. On parle ici d'opérations privées, précise L'Echo.

Les dix plus grosses opérations de cette année ont permis la récolte de 777 millions d'euros. Il y a eu quinze tours de table de plus de 20 millions. À titre de comparaison: il y a cinq ans, le top 10 représentait "seulement" 178 millions de capitaux frais, pour trois tours de capitaux au-dessus de 20 millions d'euros, commente le journal économique.

Les secteurs sont variés : logiciels, big data ou encore medtech attirent chaque jour de grosses pointures de l'investissement.

L'Echo s'est penché sur le top 100 des opérations privées réalisées en 2021. Il en ressort que le spécialiste bruxellois de la gestion des données Collibra tient le haut du panier, avec pas moins de 250 millions de dollars (216 millions d'euros) collectés en novembre dernier.

Collibra a été évaluée à 5,25 milliards de dollars, elle devient ainsi la première "pentacorne" belge - soit une entreprise technologique non cotée évaluée à plus de 5 milliards de dollars - et de start-up belge la plus valorisée de tous les temps.

Medtech en tête

La fintech belgo-française Ibanfirst arrive en deuxième position avec un tour de table de 150 millions d'euros (hors 50 millions de dettes). Le spécialiste bruxellois des logiciels de la gestion de la relation client (CRM) Efficy se classe à la troisième place avec 80 millions d'euros.

Lire aussi: Odoo enfin élevée au rang de "licorne"

Le club d'entreprises d'un milliard de dollars, appelées les "licornes", comprend le spécialiste wallon des logiciels d'entreprise Odoo et la société d'hébergement internet Team.blue (ex-Combelle). Les noms des éditeurs de logiciels gantois Showpad et Deliverect circulent comme candidats à ce club très fermé, avane encore L'Echo. Tout comme les machines industrielles d'I-care

Lire aussi: I-Care, la prochaine licorne wallonne?

L'Echo dresse aussi un constat : la biotech a attiré un quart des opérations en Wallonie. À lui seul, l'écosystème a levé quelque 135 millions d'euros de capitaux frais en 2021, avec 21,3 millions pour Imcyse (immunothérapies), 20 millions pour NeuVasQ (maladies neurologiques) et 20 autres pour Promethera (maladies du foie).

EyeD Pharma se positionne bien du côté wallon avec une huitième position au top 100. Le spécialiste liégeois des implants oculaires a levé 45 millions d'euros la semaine dernière pour poursuivre le développement de ses produits ophtalmologiques et obtenir les premières données sur l'humain.

En résumé, la crise sanitaire n'a eu aucun effet sur le financement des sociétés de croissance. Bien au contraire, la pandémie a poussé la numérisation à passer à la vitesse supérieure. De nombreuses jeunes entreprises technologiques en ont donc profité, notamment à l'occasion de levées de fonds, conclut L'Echo.

Pour la cinquième année consécutive, les fonds levés par les sociétés de croissance belges non cotées (start-ups, scale-ups et biotechs) ont atteint un record, rapporte le journal L'Echo. 1,37 milliard d'euros, soit 40% de plus qu'en 2020. Ce chiffre ne recouvre pas les introductions en bourse ou les augmentations de capital des sociétés cotées. On parle ici d'opérations privées, précise L'Echo. Les dix plus grosses opérations de cette année ont permis la récolte de 777 millions d'euros. Il y a eu quinze tours de table de plus de 20 millions. À titre de comparaison: il y a cinq ans, le top 10 représentait "seulement" 178 millions de capitaux frais, pour trois tours de capitaux au-dessus de 20 millions d'euros, commente le journal économique. Les secteurs sont variés : logiciels, big data ou encore medtech attirent chaque jour de grosses pointures de l'investissement. L'Echo s'est penché sur le top 100 des opérations privées réalisées en 2021. Il en ressort que le spécialiste bruxellois de la gestion des données Collibra tient le haut du panier, avec pas moins de 250 millions de dollars (216 millions d'euros) collectés en novembre dernier. Collibra a été évaluée à 5,25 milliards de dollars, elle devient ainsi la première "pentacorne" belge - soit une entreprise technologique non cotée évaluée à plus de 5 milliards de dollars - et de start-up belge la plus valorisée de tous les temps. La fintech belgo-française Ibanfirst arrive en deuxième position avec un tour de table de 150 millions d'euros (hors 50 millions de dettes). Le spécialiste bruxellois des logiciels de la gestion de la relation client (CRM) Efficy se classe à la troisième place avec 80 millions d'euros. Le club d'entreprises d'un milliard de dollars, appelées les "licornes", comprend le spécialiste wallon des logiciels d'entreprise Odoo et la société d'hébergement internet Team.blue (ex-Combelle). Les noms

des éditeurs de logiciels gantois Showpad et Deliverect circulent comme candidats à ce club très fermé, avane encore L'Echo. Tout comme les machines industrielles d'I-care. L'Echo dresse aussi un constat : la biotech a attiré un quart des opérations en Wallonie. À lui seul, l'écosystème a levé quelque 135 millions d'euros de capitaux frais en 2021, avec 21,3 millions pour Imcyse (immunothérapies), 20 millions pour NeuVasQ (maladies neurologiques) et 20 autres pour Promethera (maladies du foie). EyeD Pharma se positionne bien du côté wallon avec une huitième position au top 100. Le spécialiste liégeois des implants oculaires a levé 45 millions d'euros la semaine dernière pour poursuivre le développement de ses produits ophtalmologiques et obtenir les premières données sur l'humain. En résumé, la crise sanitaire n'a eu aucun effet sur le financement des sociétés de croissance. Bien au contraire, la pandémie a poussé la numérisation à passer à la vitesse supérieure. De nombreuses jeunes entreprises technologiques en ont donc profité, notamment à l'occasion de levées de fonds, conclut L'Echo.

En savoir plus à ce sujet:

<http://trends.levif.be/economie/entreprises/les-start-up-belges-n-ont-jamais-attire-autant-de-capitaux/article-normal-1507741.html>

I-care - A walloon start-up that is now in the big leagues **WAB Magazine - 17 décembre 2021**

WORK | INNOVATION

INNOVATION | WORK



I-CARE

AS ONE OF THE WORLD'S LEADING COMPANIES IN ITS FIELD, MONTPELLIER-BASED I-CARE HAS SIGNED "THE WORLD'S LARGEST-EVER CONTRACT FOR PREDICTIVE MAINTENANCE" WITH A FOOD GIANT. TRULY INSPIRING.

As one of the world's leading companies in its field, Montpellier-based I-care has signed "the world's largest-ever contract for predictive maintenance" with a food giant. Truly inspiring.

- 500+
- 26 facilities
- Europe, Asia and the United States
- 35%
- Mons

Since its founding in 2004, I-care has been targeting, worldwide, the process sector (pharmaceuticals, petrochemicals), the energy sector (nuclear, fossil fuels, and recyclables), the extraction sector, and original equipment manufacturers (OEM), with the aim of "setting a new standard of excellence in predictive maintenance, reliability, and process optimisation". The company now has subsidiaries in France, Germany, the Netherlands, Spain, Switzerland, Italy, the United States, Australia, and South Korea. By signing a contract worth over 10 million euros—the largest in its history—with an American leader in the food sector, it also stands to become the world leader in its field.

This achievement comes on top of the company's being named Belgian Company of the Year 2020, in recognition of "its innovative approach, its international orientation, its entrepreneurial spirit, its strategic vision, its financial health, and its tenacity in all circumstances." I-care had already achieved 25% growth in 2020 despite the COVID-19 crisis. Its annual growth rate is now more than 35%. "This is a fine example of a bold company that anticipated one of the major needs of industrial companies", notes Marie-Laure Moreau, EY's Regional Managing Partner for Wallonia.



Managing industrial risks by planning for the unexpected

I-care has also passed the 500-employee mark worldwide: "Today, 530 employees work together for I-care. We have gone from hiring one person a week to hiring one person every working day since the beginning of July", says Fabrice Brion, co-founder and CEO of I-care. "More than ever, we are meeting huge needs, thanks to our solutions, industrial machines around the world are safer, more productive, and more environmentally friendly."

WORK | INNOVATION



I-CARE

A WALLOON START-UP THAT IS
NOW IN THE BIG LEAGUES

As one of the world's leading companies in its field, Montpellier-based I-care has signed "the world's largest-ever contract for predictive maintenance" with a food giant. Truly inspiring.



-  500+
-  26 facilities
-  Europe, Asia and the United States
-  35%
-  Mons

Since its founding in 2004, I-care has been targeting, worldwide, the process sector (pharmaceuticals, petrochemicals), the energy sector (nuclear, fossil fuels, and recyclables), the extraction sector, and original equipment manufacturers (OEM), with the aim of "setting a new standard of excellence in predictive maintenance, reliability, and process optimisation". The company now has subsidiaries in France,

Germany, the Netherlands, Spain, Switzerland, Italy, the United States, Australia, and South Korea. By signing a contract worth over 10 million euros—the largest in its history—with an American leader in the food sector, it also stands to become the world leader in its field.

This achievement comes on top of the company's being named Belgian Company of the Year 2020,

in recognition of "its innovative approach, its international orientation, its entrepreneurial spirit, its strategic vision, its financial health, and its tenacity in all circumstances." I-care had already achieved 25% growth in 2020 despite the COVID-19 crisis. Its annual growth rate is now more than 35%. "This is a fine example of a bold company that anticipated one of the major needs of industrial companies", notes Marie-Laure Moreau, EY's Regional Managing Partner for Wallonia.



Managing industrial risks by planning for the unexpected

I-care has also passed the 500-employee mark worldwide: "Today, 530 employees work together for I-care. We have gone from hiring one person a week to hiring one person every working day since the beginning of July", says Fabrice Brion, co-founder and CEO of I-care. "More than ever, we are meeting huge needs: thanks to our solutions, industrial machines around the world are safer, more productive, and more environmentally friendly."

Mais où sont les francophones...



L'Echo - 04 déc. 2021
Page 12,13
L'Echo

Mais où sont les francophones chez Febelfin? ► Un trop grand déséquilibre linguistique... La Fédération belge du secteur financier, Febelfin, est-elle devenue trop néerlandophone? Certains se posent la question. Febelfin représente environ...

Mais où sont les francophones chez Febelfin? ► Un trop grand déséquilibre linguistique... La Fédération belge du secteur financier, Febelfin, est-elle devenue trop néerlandophone? Certains se posent la question.

Febelfin représente environ 245 institutions financières, des banques principalement mais aussi des gestionnaires de fortune, des sociétés de bourse ou des sociétés de leasing.

Depuis l'an dernier, le CEO de Febelfin est Karel Baert (photo), qui a travaillé notamment pour Deutsche Bank, bpost et Egon Zehnder. Il avait remplacé Karel Van Eetvelt, parti diriger (brièvement) le RSC Anderlecht.

La présidence de Febelfin est, elle, assurée par Johan Thijs, le patron du groupe KBC. Un duo flamand, donc, à la tête de la fédération.

À la direction exécutive, sous Karel Baert, on retrouve une dizaine de directeurs. Au début de l'année prochaine, il nous revient que Jean-Paul Rousseau, le directeur des marchés financiers et infrastructures, prendra sa retraite et serait remplacé par un néerlandophone. À la suite de ce départ, il n'y aura presque plus que des néerlandophones au niveau de l'«executive committee».

Le «dernier des Mohicans» et unique représentant francophone dans la direction sera dans ce cas de figure Rodolphe de Pierpont, directeur Tax et Public Affairs et porte-parole de la fédération.

On sait depuis belle lurette que le secteur bancaire belge est dominé par des néerlandophones (le plus souvent excellents bilingues par ailleurs) mais d'aucuns s'étonnent d'un tel déséquilibre linguistique au sein d'une fédération nationale. D'autant que Febelfin est plutôt à la pointe en matière de diversité et d'inclusion, en étant partenaire notamment de l'initiative «Women in Finance», qui plaide en faveur d'une égalité des chances pour toutes les personnes au sein du secteur financier.

Une histoire à s'arracher les cheveux...

► ... Et une énigme qui est résolue. L'histoire est à s'arracher les cheveux. Du moins, sur papier. En effet, quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre que le «Dr. House des machines industrielles», la firme I-Care, a récemment absorbé la société « HCMP », pour «Haute Coiffure masculine de Paris» en abrégé. Et ce, avant que notre interrogation grandisse à la lecture de la première entrée concernant l'objet poursuivi, à savoir «l'exploitation d'un garage».

Voilà qui est original pour une société spécialiste de la maintenance prédictive. Pourtant, l'explication est simple, pardi! Et elle tient au «pragmatisme borain», nous confie dans un grand sourire le CEO de la société montoise, Fabrice Brion (photo). «En 2011, on a voulu regrouper nos filiales étrangères sous une seule entité. Plutôt que d'en créer une nouvelle, on a racheté la SPRL de mon coiffeur qui prenait sa retraite.» Voilà donc la (petite) énigme résolue. Une unif pas née sous X...

► Une nouvelle université vient d'ouvrir ses portes en Belgique. Une nouvelle université, oui, mais pas n'importe laquelle! Il s'agit ici de l'Université du sexe et de l'amour. Et elle n'est pas née sous X, mais a été fondée par des sympathisants du mouvement libertaire Clanix. Cette fondation s'inscrit dans une démarche d'éducation permanente. Apprentissage à l'autonomie sexuelle et accompagnement sexuel feront partie des formations qu'elle dispensera en s'adressant en priorité à un public défavorisé. Gratuitement ou «accessoirement» moyennant paiement. Plutôt style portes ouvertes que maison close, donc. Reste qu'on aimerait consulter déjà ses programmes de cours: y aura-t-il des matières telles que le droit du sexe, une initiation à la littérature libertine (du marquis de Sade à Pierre Louÿs) ou à la psycho-sexologie appliquée? Voire, plus prosaïquement, histoire et origines de l'amour courtois... Mais bon, il est trop tôt pour s'en faire un film, fût-il X...

Mais où sont les francophones chez Febelfin?

► **Un trop grand déséquilibre linguistique...**
La Fédération belge du secteur financier, Febelfin, est-elle devenue trop néerlandophone? Certains se posent la question.

Febelfin représente environ 245 institutions financières, des banques principalement mais aussi des gestionnaires de fortune, des sociétés de bourse ou des sociétés de leasing.

Depuis l'an dernier, le CEO de Febelfin est **Karel Baert** (photo), qui a travaillé notamment pour Deutsche Bank, bpost et Egon Zehnder. Il avait remplacé Karel Van Eetvelt, parti diriger (brièvement) le RSC Anderlecht.

La présidence de Febelfin est, elle, assurée par **Johan Thijs**, le patron du groupe KBC. Un duo flamand, donc, à la tête de la fédération.

À la direction exécutive, sous Karel Baert, on retrouve une dizaine de directeurs. Au début de l'année prochaine, il nous revient que **Jean-Paul Rousseau**, le directeur des marchés financiers et infrastructures, prendra sa retraite et serait remplacé par un néerlandophone. À la suite de ce départ, il n'y aura presque plus que des néerlandophones au niveau de l'«executive committee».

Le «dernier des Mohicans» et unique représentant francophone dans la direction sera dans ce cas de figure **Rodolphe de Pierpont**, directeur Tax et Public Affairs et porte-parole de la fédération.



© DDC

On sait depuis belle lurette que le secteur bancaire belge est dominé par des néerlandophones (le plus souvent excellents bilingues par ailleurs) mais d'aucuns s'étonnent d'un tel déséquilibre linguistique au sein d'une fédération nationale. D'autant que Febelfin est plutôt à la pointe en matière de diversité et d'inclusion, en étant partenaire notamment de l'initiative «Women in Finance», qui plaide en faveur d'une égalité des chances pour toutes les personnes au sein du secteur financier.

Une histoire à s'arracher les cheveux...

► ... Et une énigme qui est

résolue. L'histoire est à s'arracher les cheveux. Du moins, sur papier. En effet, quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre que le «Dr. Housse des machines industrielles», la firme **L-Care**, a récemment absorbé la société «**HCMP**», pour «Haute Coiffure masculine de Paris» en abrégé. Et ce, avant que notre interrogation grandisse à la lecture de la première entrée concernant l'objet poursuivi, à savoir «l'exploitation d'un garage».



© TIM DUBOIS

Voilà qui est original pour une société spécialiste de la maintenance prédictive. Pourtant, l'explication est simple, pardi! Et elle tient au «pragmatisme borain», nous confie dans un grand sourire le CEO de la société montoise, **Fabrice Brion** (photo). «En 2011, on a voulu regrouper nos filiales étrangères sous une seule entité. Plutôt que d'en créer une nouvelle, on a racheté la SPRL de mon coiffeur qui prenait sa retraite.» Voilà donc la (petite) énigme résolue.

Une unif pas née sous X...

► **Une nouvelle université vient d'ouvrir ses portes en Belgique.** Une nouvelle université, oui, mais pas n'importe laquelle! Il s'agit ici de l'**Université du sexe et de l'amour**. Et elle n'est pas née sous X, mais a été fondée par des sympathisants du mouvement libertaire Clanic. Cette fondation s'inscrit dans une démarche d'éducation permanente. Apprentissage à l'autonomie sexuelle et accompagnement sexuel feront partie des formations qu'elle dispensera en s'adressant en priorité à un public défavorisé. Gratuitement ou «accessoires» moyennant paiement. Plutôt style portes ouvertes que maison close, donc. Reste qu'on aimerait consulter déjà ses programmes de cours: y aura-t-il des matières telles que le droit du sexe, une initiation à la littérature libertine (du marquis de Sade à Pierre Louÿs) ou à la psycho-sexologie appliquée? Voire, plus prosaïquement, histoire et origines de l'amour courtois... Mais bon, il est trop tôt pour s'en faire un film, fût-il X...



Quand le salaire n'est plus la priorité des jeunes ...

L'Echo - 27 nov. 2021

Page 14,15



L'Echo



«Un salaire? Pas besoin, j'ai mes bitcoins.» C'est, en à peine exagéré, la réponse peu commune que reçoit de temps en temps Fabrice Brion, le CEO de I-care, lorsqu'il engage de jeunes codeurs. Le patron de l'entreprise de maintenance prédictive...

«Un salaire? Pas besoin, j'ai mes bitcoins.» C'est, en à peine exagéré, la réponse peu commune que reçoit de temps en temps Fabrice Brion, le CEO de I-care, lorsqu'il engage de jeunes codeurs. Le patron de l'entreprise de maintenance prédictive dans l'industrie tenait cette semaine un débat au Dôme de Charleroi, organisée par B4C (Business for Charleroi) et SD Worx. Le point du jour: combien le digital européen est en retard de développement par rapport aux Etats-Unis et à l'Asie. Et le bouillonnant CEO de l'Entreprise de l'année 2020 d'aborder la question de l'engagement de personnel (un nouvel employé par jour en moyenne depuis juillet): «Le paquet salarial n'est plus la priorité numéro un des jeunes lorsqu'ils cherchent un emploi. Quand je leur demande pourquoi, certains d'entre eux me répondent qu'ils ont déjà des revenus en provenance de la bourse et des cryptomonnaies. C'est une nouvelle donne qui exige de nous de faire preuve de flexibilité en termes de propositions d'engagement.»

À voir si cette assurance de notre prime jeunesse tient le coup dans ces moments vertigineux où le bitcoin joue la chute libre. Leurs fins de mois risquent d'être très variables. À moins d'avoir le numéro privé d'Elon Musk...

Quand le salaire n'est plus la priorité des jeunes qui investissent en bitcoins...

«Un salaire? Pas besoin, j'ai mes bitcoins.» C'est, en à peine exagéré, la réponse peu commune que reçoit de temps en temps **Fabrice Brion, le CEO de I-care**, lorsqu'il engage de jeunes codeurs. Le patron de l'entreprise de maintenance prédictive dans l'industrie tenait cette semaine un débat au Dôme de Charleroi, organisée par B4C (Business for Charleroi) et SD Worx. Le point du jour: combien le digital européen est en retard de développement par rapport aux Etats-Unis et à l'Asie. Et le bouillonnant CEO de l'Entreprise de l'année 2020 d'aborder la question de l'engagement de personnel (un nouvel employé par jour en moyenne depuis juillet): «Le paquet salarial n'est plus la priorité numéro un des jeunes lorsqu'ils cherchent un emploi. Quand je leur demande pourquoi, certains d'entre eux me répondent qu'ils ont déjà des revenus en provenance de la bourse et des cryptomonnaies. C'est une nouvelle donne qui exige de nous de faire preuve de flexibilité en termes de propositions d'engagement.»

À voir si cette assurance de notre prime jeunesse tient le coup dans ces moments vertigineux où le bitcoin joue la chute libre. Leurs fins de mois risquent d'être très variables. À moins d'avoir le numéro privé d'Elon Musk...



© TIM DIRVEN



L'échec des Plans Marshall



Trends/Tendances - 25 nov. 2021
Page 29

* Trends/Tendances : Trends/Tendances

... (Odo, I-Care) sont nés en dehors de ces pôles et invite à miser sur les start-up qui devraient se développer dans le sillage de ces entreprises en forte croissance. "L'idée n'est pas de les aider individuellement mais de développer une véritable politique entrepreneuriale transversale en investissant..."

La situation budgétaire catastrophique de la Wallonie est la conséquence du délabrement d'un tissu économique qui ne s'est jamais remis de la fin des charbonnages et du déclin de la sidérurgie. "Qu'ont-ils fait de nos industries? regrette Pierre-Frédéric Nyst. Oui, à Frameries, on a un superbe musée qui s'appelait le Pass (SparkOH désormais, Ndlr), mais il n'y a pas de reconversion. A part dans l'aéronautique et les biotechnologies, on n'a jamais réussi à créer quelque chose de réellement performant." Ni l'apport de fonds européens depuis les années 1990 (Objectif 1 et 2, rappelez-vous), ni la succession de Plans Marshall n'ont permis de rapprocher le tissu économique wallon de la moyenne européenne. On peut tout au plus se réjouir d'avoir freiné le décrochage. Pourquoi, ces stratégies politiques ont-elles échoué? Les réponses sont évidemment multiples. Nous en pointerons trois: la gouvernance politique, le ciblage sectoriel et le marché du travail.

1. Le poids des cabinets ministériels

Les différentes stratégies de développement ont été dessinées et mises en œuvre au départ des cabinets ministériels. Une erreur dramatique, selon l'essayiste Jean-Yves Huwart, auteur de Pourquoi la Wallonie ne se redresse pas (2019). "Dans un état moderne, on objective les choses et on procède aux arbitrages en évaluant les retours sur investissement, explique-t-il. Et ce sont des gens compétents, eux-mêmes challengés par d'autres tout aussi compétents, qui font ces évaluations. En Wallonie, comme dans d'autres régions du sud de l'Europe, il n'y a pas cette éthique de la gestion publique. Beaucoup de décisions d'investissements se prennent à l'issue d'une négociation de marchands de tapis entre quatre murs." Il a baptisé cela "la technique de la commande de pizzas": au lieu de définir ensemble des priorités collectives, chaque parti amène ses priorités (souvent pour plaire à ses électeurs), un peu comme l'un commande une pizza 4 fromages et un autre une hawaïenne plutôt que de cuisiner un plat pour tout le monde. Ce mode de travail perdure, hélas, à travers le temps et, cette année, il a encore passablement plombé la confection du plan de relance, comme on vous le raconte par ailleurs.

Jean-Yves Huwart met directement en cause l'omnipotence des cabinets ministériels. Ils sont composés par copinage, par des logiques de réseau et leurs membres seront recasés quelques années plus tard dans les administrations. "Des gens un peu au-dessus du lot parviennent à se créer des réseaux de pouvoir très étendus, dit-il. Ils renvoient l'ascenseur de temps en temps et tout le monde est content. Trop de gens n'auraient pas les mêmes perspectives de carrière vu leur manque d'expérience et de qualité au niveau international. Ils sont donc bien contents de rester dans leur poste bien rémunéré." Même si individuellement, nombre de cabinetards sont plutôt compétents, ils forment ensemble une "technostructure" trop monolithique pour pouvoir guider la Wallonie sur des chemins innovants et audacieux.

"Cette méthode de gestion absurde fait que le retour sur investissement n'arrive jamais, poursuit Jean-Yves Huwart. C'est ce que j'appelle les éléphants blancs, ces grands projets pharaoniques qui coûtent cher et n'apportent rien. Il y a la gare de Mons, bien sûr, mais aussi tous ces centres de congrès qui pullulent dans les villes wallonnes. Comment va-t-on rentabiliser cela? Ils vivent de congrès de parastataux wallons qui s'y réunissent une ou deux fois par an. La cause de tout cela, c'est le favoritisme, le copinage, le piston. On le retrouve dans tous les Etats dysfonctionnants." D'où le parallélisme avec la Grèce... Il en est d'autant plus marri que, analyse-t-il, le tissu économique régional n'est plus suffisamment dense pour enclencher à lui seul un cercle vertueux en se basant sur l'effet d'entraînement des réussites individuelles de quelques entrepreneurs exceptionnels. Les opérateurs publics sont indispensables dans ces stratégies et, selon Jean-Yves Huwart, ils n'ont malheureusement pas "le bon logiciel" pour y arriver. "Je crois qu'il faut encore plus qu'il y a 30 ans aller chercher des gens hors de Wallonie et leur laisser une liberté d'action totale", dit-il.

2. Un ciblage trop sectoriel

Même avec tous leurs défauts, les Plans Marshall et consorts ont quand même permis de rapprocher les universités du monde économique, les grandes entreprises des PME et de faire émerger le bel écosystème des biotechnologies. "Les interactions entre le monde de la recherche et le monde industriel, c'est un résultat du Plan Marshall, confirme Benoît Bayenet. Avant les années 2000, à part dans le pharma, ça n'existait pas. Maintenant, la dynamique est là et les partenariats sont forts. La politique industrielle, c'est cela: rapprocher le monde académique, la recherche et le monde industriel pour développer des produits ensemble." Il invite à la nuance avant de juger les effets des stratégies industrielles des 15-20 dernières années. "Changer la structure économique d'une région prend deux ou trois générations, nous n'y sommes pas encore, dit-il. L'esprit d'entreprise, la notion du risque entrepreneurial, la création d'activités..., on voit que tout cela se développe."

Didier Paquot convient que nous sommes parfois un peu trop impatients. Mais cela ne l'empêche pas de regarder dans le rétroviseur avec un œil critique. "Je pense que nous avons trop misé, et moi le premier, sur une politique industrielle sectorielle plutôt que transversale, analyse-t-il. Les pôles de compétitivité ont apporté quelque chose mais dans un monde où les secteurs sont de plus en plus interconnectés, cette fixation sectorielle à travers les pôles et les clusters ne génère pas ou plus les résultats escomptés." Il constate que les plus beaux fleurons industriels de ces dernières années (Odo, I-Care) sont nés en dehors de ces pôles et invite à miser sur les start-up qui devraient se développer dans le sillage de ces entreprises en forte croissance. "L'idée n'est pas de les aider individuellement mais de développer une véritable politique entrepreneuriale transversale en investissant dans la R&D, dans la formation, dans les infrastructures, dans le soutien à l'international, reprend Didier Paquot. Il est temps de sortir des découpages sectoriels imaginés il y a 10-15 ans pour mieux coller à ce qu'on voit germer comme tissu économique en Wallonie." Il se réjouit ici de voir, par exemple, comment un gros acteur comme la SRIW a revu sa stratégie d'investissement en ce sens. "Elle est à l'affût des start-up et des écosystèmes émergents, elle s'inscrit dans des consortiums qui élargissent les réseaux, dit-il. La SRIW joue de plus en plus le rôle que doit jouer un outil financier public. C'est pour moi un signe très encourageant." Et soit dit en passant, c'est en étant dirigée par d'anciens chefs de cabinet ministériel que la SRIW a réalisé cette intéressante mutation...

L'idée n'est pas d'aider les start-up à tout prix et d'abandonner le reste. D'une part, l'économie traditionnelle peut très bien se repositionner, à l'image d'une sidérurgie, à la voilure certes réduite mais très innovante et en marche vers la décarbonisation de ses activités. D'autre part, Didier Paquot s'étonne de la multiplication des incubateurs à travers toute la Wallonie, sans nécessairement un suivi rigoureux de leur apport. "Toutes ces start-up logées dans les incubateurs, on les a aidées dans un esprit d'égalitarisme et sans beaucoup les mettre devant leurs responsabilités, devant des obligations de résultat, dit-il. Je serais preneur de quelque chose de plus dynamique et de plus exigeant à l'égard des spin-off et start-up car ce sont elles qui vont créer le business de demain." Cela nous ramène à la question de la gouvernance: seules des personnes compétentes et dénuées d'arrière-pensées électoralistes pourront mener ces politiques exigeantes sans sombrer dans le copinage et le renvoi d'ascenseur.

En attendant, on préfère multiplier des aides minimales que de concentrer les moyens sur quelques projets porteurs. "C'est vrai, on saupoudre trop, convient Marie-Laure Moreau, managing partner chez EY Wallonie. Il faut être plus ciblé pour vraiment développer les filières d'excellence. Heureusement, on tend à faire cela plus qu'avant. Cela fonctionne avec l'écosystème des biotechs, il faut en développer d'autres, dans les cleantechs (le renouvelable au sens large, les processus de production moins émetteurs de CO2, le circulaire), le digital..." Elle regrette en outre que les structures décisionnelles wallonnes, mais aussi belges voire européennes, soient "sclérosées dans beaucoup de lourdeurs administratives".

"Dans notre baromètre de l'attractivité, la lourdeur administrative est souvent pointée par les investisseurs étrangers, poursuit Marie-Laure Moreau. Ils trouvent que la Belgique est un pays complexe et administrativement très lourd. Ils visent le secteur public mais aussi les banques, notamment. Nous sommes souvent sclérosés dans plein de procédures quand il faudrait être plus agiles, plus entrepreneurs. Nous avons besoin de processus beaucoup plus rapides."

3. La politique de l'emploi, cet outil oublié

Les multiples plans de redéploiement initiés en Wallonie ont pâti d'un manque de lien avec l'enseignement et la formation en raison principalement du découpage institutionnel. Cela semble enfin bouger un peu avec la promotion de l'apprentissage en alternance ou le projet d'une biotech school à Gosselies. Mais un autre maillon essentiel a été oublié dans ces stratégies industrielles: la politique de l'emploi. "Les pays qui ont bien réussi leur reconversion industrielle, ce sont des pays qui ont d'abord réformé leur marché du travail et leur agence pour l'emploi, affirme Didier Paquot. C'est le Danemark dès les années 1980, les Pays-Bas ensuite, l'Allemagne au début des années 2000. Si on ne rend pas le marché du travail plus efficace, on a beau susciter la création d'entreprises et d'activités économiques, on freine toute la dynamique. Nous le voyons aujourd'hui avec le volume d'emplois qui n'est pas pourvu en Wallonie. Je suis convaincu que le fonctionnement du marché du travail, du Forem, des formations qualifiantes, de l'enseignement professionnel est le vrai problème de la Wallonie depuis 20 ans."

Ce problème dépasse, selon nos interlocuteurs, celui des métiers en pénurie ou des sanctions à l'égard des chômeurs de longue durée. Il s'agit d'outils importants, coûteux (un budget annuel de plus de 1 milliard d'euros, en incluant les réductions de cotisations sociales) mais qui ne sont sans doute pas calibrés pour répondre aux besoins d'aujourd'hui. "Je siège au comité de gestion du Forem, confie Pierre-Frédéric Nyst. Franchement, cet organisme fait ce qu'il peut. Ce sont 4.500 personnes de bonne volonté, peut-être un peu trop formatées à maintenir une situation existante ou peut-être à ne pas secouer le cocotier comme il faudrait le faire. Moi, je rêve d'un Forem où chaque conseiller a deux jeux de cartes: d'une part les besoins précis des entreprises, d'autre part les bilans de compétences des candidats. Il faut des courtiers sectoriels, pas des contrôleurs."

Marie-Laure Moreau et Didier Paquot insistent sur la nécessité d'un accompagnement personnalisé dès le premier jour de chômage. Sur papier, c'est ce qui est prévu mais la réalité est souvent tout autre. "Il ne faut pas spécialement être plus coercitif envers les demandeurs d'emploi, explique l'économiste de l'Institut Destrée, mais il faut créer un climat plus incitatif en aidant les gens à mieux cerner les offres d'emploi, en s'assurant qu'ils postulent et vont aux rendez-vous. Aujourd'hui, on attend de quatre à six mois avant d'intervenir si quelqu'un n'a pas rempli son dossier avec son bilan de compétences. Un tel délai, c'est énorme. Cela laisse trop

de temps à la personne pour se démotiver, se décrocher du marché du travail.”

Didier Paquot est bien conscient du drame du chômage de longue durée, en particulier dans les sous-régions où il se perpétue sur plusieurs générations. Il estime toutefois que “toute l’énergie devrait être mise pour aider les gens qui arrivent au chômage à retrouver rapidement un boulot”, qu’il faut “concentrer les forces d’accompagnement et de formation sur ces gens qui ont moins de six mois ou un an de chômage pour éviter qu’ils ne dérapent dans le chômage de longue durée”. “Inspirons-nous des exemples d’autres pays, ajoute Marie-Laure Moreau. Les différents ministres de l’Emploi étaient récemment au Danemark. Les allocations de chômage y sont plus élevées mais limitées dans le temps et, surtout, les personnes doivent suivre un plan de formation dès leur tout premier jour de chômage. Il faut former rapidement les gens aux matières plus nouvelles dans les cleantechs, le digital, etc. Pour moi, c’est le point majeur pour le redressement de la Wallonie.” Le Parlement wallon vient de voter une réforme du Forem, qui vise notamment les stratégies d’accompagnement des chômeurs, officiellement rebaptisées “chercheurs d’emplois”. Sur le papier, les choses semblent donc évoluer dans le bon sens. En espérant que cette fois-ci, les autorités régionales aillent “jusqu’au bout de la logique”.

L'Europe ne doit pas devenir le tiers monde digital

Pourquoi l'Europe et la Belgique, qui forment de brillants ingénieurs chaque année, ne comptent-elles pas sur leur territoire davantage de grandes sociétés tech? La faute à qui, à quoi?

C'est l'histoire d'une poule qui voulait s'envoler. Devant elle se dresse cependant un obstacle de taille: les extrémités de ses ailes sont coupées pour qu'elle ne s'envole pas au-delà du grillage. Comment alors prendre de la hauteur, en Europe et au Royaume de Belgique?

Explication de la métaphore animale: la poule symbolise le dirigeant d'une start-up ou d'une scale-up technologique qui ne trouve pas toujours un écosystème capable de le soutenir dans sa légitime ambition de développement.

Les chiffres, implacables, le montrent: l'Europe digitale est plus proche de l'Afrique que des Amériques ou de l'Asie-Pacifique. Sur les 100 plateformes tech les plus importantes du monde, 45% sont basées en Asie, 41% en Amérique, 12% en Europe et 2% en Afrique. En termes de valorisation, les chiffres sont encore pires: 66% des sociétés technologiques sont américaines, 29% asiatiques, 3% européennes et 2% africaines (1).

Pourquoi sommes-nous à la traîne?

Pourquoi l'Europe et la Belgique, qui forment de brillants ingénieurs chaque année, ne comptent-elles pas sur leur territoire plus de grandes sociétés tech? La faute à qui, à quoi? Chez nous, on ne peut blâmer la qualité de notre enseignement, qui est accessible au plus grand nombre et joue un rôle déterminant d'ascenseur social. Et nous comptons de nombreux entrepreneurs qui ont une vision, une créativité et un talent impressionnants.

Quoi alors? Sans être exhaustif, on peut avancer plusieurs explications, dont la petitesse de notre pays qui produit forcément moins de candidats licornes ainsi que la moindre surface financière des investisseurs. Certains invoquent aussi la fiscalité trop lourde et le coût du travail trop élevé, mais ce n'est pas à mon avis l'essentiel du débat.

Par contre, il y a un écueil majeur qui m'interpelle et dont on ne parle pas assez: notre écosystème, qui n'a toujours pas totalement compris et intégré la révolution digitale, et qui ne soutient pas suffisamment les entreprises tech dans leur course au leadership mondial.

Mieux soutenir nos entreprises face à la concurrence mondiale

Il est fondamental que notre écosystème wallon



Fabrice Brion
CEO d'I-care

— et a fortiori belge et européen — comprenne mieux la révolution numérique que nous sommes en train de vivre. En effet, il y a encore beaucoup trop de décideurs, trop de banques et trop d'investisseurs qui ne croient et valorisent que ce qu'ils voient, à savoir les actifs tangibles, comme les bâtiments ou les lignes de production.

Et qui, par conséquent, n'intègrent pas l'énorme potentiel des pépites technologiques et de leurs données. L'entreprise que je dirige rassemble, grâce à notre technologie, des milliards de données dans un cloud et évite ainsi les pannes des machines dans des milliers d'usines dans le monde. Avec, avec la clé, moins d'accidents, une meilleure protection de l'environnement ou encore une production industrielle plus efficace — on en mesure toute l'importance avec la fabrication des vaccins, par exemple.

Que cela concerne I-care ou des milliers d'autres entreprises technologiques, en Belgique et en Europe, il est grand temps pour l'ensemble des acteurs de notre société de changer de paradigme. Oui, la révolution digitale est plus que jamais en marche dans tous les secteurs et, oui, les actifs digitaux et les données doivent être mieux valorisés, dans tous les sens du terme.

Il est fondamental que notre écosystème wallon comprenne mieux la révolution numérique. Il y a encore beaucoup trop de décideurs, trop de banques et trop d'investisseurs qui ne croient et valorisent que ce qu'ils voient.

Bien sûr, les mentalités changent rapidement et la Belgique a accompli d'énormes progrès ces dernières années. Mais ce n'est pas suffisant. Je rencontre des entrepreneurs de plus en plus ambitieux, qui n'ont pas peur de prendre des risques. C'est aussi à l'écosystème qui les entoure de mieux les soutenir pour leur permettre de devenir des leaders mondiaux dans leur secteur. Nous pouvons et devons aller plus vite et plus fort pour ne pas laisser un tiers monde digital à nos enfants. Même en retard, avec de la volonté et un écosystème qui ne lui coupe pas les ailes, la Belgique peut encore monter dans le train de la révolution digitale et y briller. The sky is the limit.

Revue de presse



Derrière le metaverse, l'amorce d'un cybertotalitarisme

EURASIA REVIEW

Le metaverse est devenu un objectif non seulement pour Facebook, mais aussi pour des entreprises comme Unity Technologies et Epic Games. Il peut être considéré comme une sorte d'internet 2.0, conçu comme des espaces 3D partagés, baignés dans la réalité virtuelle (VR) et augmentée (AR). Une réalité à laquelle vous accédez par le biais d'un ensemble de réalité virtuelle qui vous transporte dans un espace virtuel peuplé d'avatars.

Selon Facebook, le metaverse disposera de tous les services et fonctions conçus pour être le successeur de l'internet mobiles. Il y aura ainsi «horizon Homes» pour les interactions sociales. Les vidéoconférences et les conversations téléphoniques seront, elles, remplacées par Quest for Business.

Malgré tous les péchés capitaux commis par l'entreprise de Zuckerberg, cette nouvelle technologie sera, selon lui, exploitée «de manière responsable». Tout indique, en réalité, que Facebook s'apprête à passer à l'étape suivante du capitalisme de surveillance, à savoir une volonté implacable de soutenir la moindre brèche d'information sur le comportement humain. Les montants que Facebook a consacrés à sa division de recherche et développement en matière de VR et d'AR sont, d'ailleurs, impressionnants. Une estimation les situe autour de 30 milliards de dollars.

Zuckerberg et ses sbires cherchent à contrôler le metaverse de manière centralisée, en utilisant la VR et l'AR pour recenser les caractéristiques biométriques de chaque utilisateur. À cet égard, nous devrions tous nous inquiéter de la façon dont Facebook pourrait utiliser et utilisera les données collectées dans le metaverse, écrit le spécialiste de la réalité virtuelle, Bree McEwan.

De fait, la force de Facebook a toujours été d'embrasser des activités soi-disant inoffensives alors qu'il se prépare à infliger le prochain préjudice social majeur. Ses penchants de plus en plus centralisateurs reçoivent un coup de pouce supplémentaire grâce au metaverse.

De cette façon, avec Oculus — la société de casques de réalité virtuelle rachetée par Facebook en 2014 pour 2 milliards de dollars — et le compte Facebook associé, un seul casque et un seul utilisateur ouvriront la porte à un réservoir de données commercialisables toujours plus vaste. Le travail, la forme physique, les divertissements, les choix sociaux deviendront des ressources toujours plus riches à exploiter et à monétiser par les ingénieurs avides de ces entreprises commerciales. Il s'agira ni plus ni moins de cybertotalitarisme.

L'expert

Nadège Toussaint Avocate Claeys & Engels

Le budget mobilité revu et corrigé est plus attractif, mais toujours aussi complexe

Les dernières modifications apportées au budget mobilité visent à encourager la réduction du nombre de voitures de société sur les routes.

Tout récemment, le cadre légal du budget mobilité a été modifié par la loi organisant le verdissement fiscal et social de la mobilité votée le mercredi 10 novembre

dernier. Pour rappel, le budget mobilité permet aux travailleurs d'échanger leur (droit à une) voiture de société contre un budget calculé sur la base du Total Cost of Ownership (TCO) de la voiture de société. Ce budget peut ensuite être consacré au financement d'une voiture respectueuse de l'environnement (pilier 1) ou à des solutions de mobilité durable (pilier 2). Le solde éventuel est versé en cash de façon (para) fiscale avantagieuse (pilier 3).

Ces modifications visent à inscrire dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de gouvernement dans lequel on peut lire que l'objectif est de stimuler «des alternatives de mobilité durable (transports en commun, vélos, voitures neutres en carbone, etc.) et la volonté d'habiter ou d'emménager près de son lieu de travail».

Limiter le nombre de voitures de société

Ces modifications visent dès lors à inciter davantage encore les employeurs et travailleurs à opter pour des alternatives à la voiture de société et donc à encourager la

réduction du nombre de voitures de société sur les routes. Ces modifications entreront en vigueur le 1er janvier 2022.

Parmi les principaux changements apportés au budget mobilité figure tout d'abord la suppression des délais d'attente (3 mois/12 mois) imposés actuellement au travailleur pour pouvoir bénéficier du budget mobilité, et ce, de manière à ce que tous les travailleurs aient désormais un droit égal au budget mobilité. Les travailleurs éligibles pourront donc demander un budget mobilité immédiatement.

En outre, alors qu'il n'était jusqu'à présent pas nécessaire pour l'employeur de proposer chacun des 3 piliers, l'employeur sera dorénavant obligé de proposer le pilier 2 et d'y faire au moins une offre.

Ce pilier 2, qui porte sur les moyens de transport durables et les frais de logement, est élargi avec des nouvelles possibilités d'offres. Notons, par exemple, que le financement des abonnements de transports en commun est étendu à tous les membres de la famille du

travailleur vivant sous son toit.

De même, une prime piéton de 0,24 euros/km peut être octroyée pour les déplacements domicile-lieu de travail. De plus, alors que les frais de logement — charges hypothécaires ou locatives — ne peuvent actuellement être pris en compte que si le travailleur vit dans un rayon de 5 km de son lieu habituel de travail, ce rayon est dorénavant étendu à 10 km, sachant que la distance moyenne des déplacements entre le domicile et le lieu de travail est de 20 km. Les frais d'amortissement du capital des emprunts hypothécaires peuvent dorénavant également être pris en compte.

Nouvelles limites

Toutefois, la réforme ajoute également de nouvelles limites. En effet, le montant annuel du budget mobilité s'élèvera à minimum 3.000 euros et maximum un cinquième de la rémunération totale brute annuelle, avec un plafond absolu de 16.000 euros.

Néanmoins, en ce qui concerne les budgets mobilité octroyés avant la date de publication de la

nouvelle loi, ces montants minimum et maximum ne seront applicables qu'à partir du 1er janvier 2023.

Afin de pallier les difficultés rencontrées lors de la détermination du montant du budget mobilité, une formule par laquelle le montant du budget doit être calculé pourra être établie par arrêté royal.

Enfin, l'employeur aura la possibilité, lors de la détermination du budget mobilité, de ne pas prendre en compte les frais résultant de l'utilisation professionnelle de la voiture de société, à condition qu'il indemnise les frais consentis par le travailleur pour ses déplacements professionnels par ailleurs.

En conclusion, si la réforme du budget mobilité est de nature à accroître la simplicité et l'attractivité du système, on peut encore regretter qu'elle ne remédie pas radicalement à une certaine complexité de celui-ci. Il importerait de continuer à adapter ce régime dans les années à venir et de l'inscrire dans le cadre d'une réforme fiscale plus globale.

Il importerait de continuer à adapter ce régime dans les années à venir et de l'inscrire dans le cadre d'une réforme fiscale plus globale.

Fabrice Brion, le boss d'I-Care, invité du club d'affaires B4C

Le jeudi 25 novembre, B4C invite à sa tribune Fabrice Brion, le CEO d'I Care Group.

Le club d'affaires carolo vous donne rendez-vous au Dôme pour une conférence inspirante. C'est Fabrice Brion qui la donnera, le CEO d'I-Care, qui avait été élue entreprise de l'année 2020. Le thème de cette conférence sera : « Sans action forte, l'Europe sera le tiers-monde du Digital ». La conférence sera animée par Serge Quoidbach, rédacteur en chef-adjoint de l'Echo.

Cette activité dont les bénéfices seront reversés à « la Fondation Papillon » est le résultat d'une collaboration entre SD Worx et B4C.

Pour rappel la Fondation Papillon, créée en mai 2011, est une fondation privée constituée de personnes qui s'investissent bénévolement pour les enfants défavorisés de la région de Charleroi.

La fondation repose sur 3 valeurs essentielles : la transparence, le dynamisme et la solidarité. Elle souhaite que ses projets « Cocon » constituent une nouvelle chance pour l'épanouissement et l'avenir de ces enfants malmenés par la vie. L'objectif principal est de leur proposer une aide directe en leur offrant des conditions de vie essentiellement tournées vers leur bien-être ainsi qu'un accompagnement de qualité. Elle atteint son but par l'organisation de divers événements mais surtout grâce à la générosité de ses donateurs.

La conférence se fera dans le strict respect des conditions sanitaires : Covid safe ticket, port du masque, distanciation ainsi qu'un « walking dinner » assis.

Le boss d'I-Care, invité du club d'affaires B4C

Le jeudi 25 novembre, B4C invite à sa tribune Fabrice Brion, le CEO d'I-Care Group.

Le club d'affaires cumio vous convie rendez-vous au Dôme pour une conférence inspirante. C'est Fabrice Brion qui la donnera, le CEO d'I-Care, qui avait été élu entreprise de l'année 2020. Le thème de cette conférence sera : « Sans action forte, l'Europe sera le tiers-monde du Digital ».

La conférence sera animée par Serge Quoidbach, rédacteur en chef-adjoint de l'Echo.

Cette activité dont les bénéfices seront reversés à « la Fondation Papillon » est le résultat d'une collaboration entre SD Worx et B4C.

Pour rappel la Fondation Papillon, créée en mai 2011, est une fondation privée constituée de personnes qui s'investissent bénévolement pour les enfants défavorisés de la région de Charleroi.

La fondation repose sur 3 valeurs essentielles : la transparence, le dynamisme et la solidarité.

Elle souhaite que ses projets « Cocon » constituent une nou-

velle chance pour l'épanouissement et l'avenir de ces enfants malmenés par la vie. L'objectif principal est de leur proposer une aide d'astre en leur offrant des conditions de vie essentiellement tournées vers leur bien-être ainsi qu'un accompagnement de qualité. Elle attend son but par l'organisation de divers événements mais surtout grâce à la générosité de ses donateurs. La conférence se fera dans le strict respect des conditions sanitaires : Covid safe ticket, port du masque, distanciation ainsi qu'un « walking dinner » assis. ■



Fabrice Brion. © E.G.

Dans les Hauts-de-France, près d'un quart des emplois risque de basculer vers l'intelligence artificielle



La Tribune - 13 nov. 2021

Page 0

La Tribune

... avec différents laboratoires pour permettre un système d'aide à la configuration, via l'interaction d'un client via le web, en tenant compte des contraintes technologiques, réglementaires et marketings. La startup DiagRAMS Technologies a pu mettre au point des algorithmes de maintenance prédictive dans...

Wanted : 111.400 postes dans l'IA d'ici 2023 en Hauts-de-France, selon une étude prospective. Dont 4.200 postes d'experts... C'est l'équivalent à près de 80% du nombre de chercheurs académiques travaillant actuellement sur l'IA dans toute la France ! Et c'est sans compter les 6.400 postes d'experts à faire évoluer...

Face à cette urgence, est née début 2019 une Cité de l'intelligence artificielle, initiée par le MEDEF Lille Métropole et soutenue par l'Etat, le conseil régional Hauts-de-France et l'opérateur de formation Opcalia (devenu AKTO). L'objectif ? Détecter et anticiper les compétences liées à l'émergence de l'intelligence artificielle mais aussi accompagner les entreprises dans leurs projets, faciliter les échanges et rapprocher les entreprises de la recherche et des formations.

« La nouvelle vague technologique portée par l'IA ne devrait pas toucher les seules tâches manuelles répétitives comme avec les précédentes vagues technologiques mais également les tâches cognitives », souligne un livre blanc édité pour compiler les deux ans d'actions. 23% des emplois en Hauts-de-France pourraient être amenés à évoluer avec l'intelligence artificielle. D'où l'immense défi « d'accompagner les femmes et les hommes des Hauts-de-France à se former et à préparer leurs avenir, pour s'assurer des recrutements de profils en adéquation avec les évolutions des entreprises. »

Potentiel numérique énorme

Le potentiel numérique des Hauts-de-France est énorme, tant elle est terre de secteurs pionniers en matière d'IA, comme la grande distribution, la santé ou le transport et la logistique. Le comité de gouvernance de la Cité de l'intelligence artificielle a d'ailleurs pour chef de file Manuel Davy de Vékia (solution de gestion de stocks).

La tête pensante de ce comité de la Cité compte des entreprises d'envergure : Adéo (holding de Leroy Merlin), Adix (conseil en management), AG2R La Mondiale (assurance), Auchan Retail, Euratechnologies (incubateur-accelérateur), JurisExpert, Kiabi, La Redoute, Lesaffre (acteur mondial de la fermentation), Les Places Tertiaires (réseau de décideurs), PWC (comptabilité), Roquette (leader mondial de l'amidon) et SATT Nord (accélérateur technologique).

Certification nationale

« La certification nationale de chef de projet en intelligence artificielle, mise en place en partenariat avec l'IMT de Douai (NDLR : École nationale supérieure Mines-Télécom Lille Douai, l'une des plus grandes écoles d'ingénieur au Nord de Paris) est l'une des grandes avancées car c'est une première nationale : la première promotion a été lancée en avril dernier », justifie le président du MEDEF Lille Métropole. Six stagiaires certifiés travaillent en alternance chez Arc international, Orange, Toyota et La Toile enchantée.

Dans le top 15 des formations financées par l'opérateur de compétences AKTO, on retrouve les thématiques de l'intelligence artificielle, du deep learning, des algorithmes, du Big Data... Des groupes de travail ont planché sur la mise en œuvre de l'IA, sur l'éthique et la responsabilité, sur les ressources humaines et sur les collaborations avec les laboratoires de recherche.

L'action de la Cité de l'Intelligence artificielle s'est attelée à accompagner les PME, à travers un diagnostic de sept jours pris en charge grâce à un cofinancement public. L'idée étant d'identifier les évolutions à venir en matière de marketing, de ressources humaines, de supply chain et de finances.

Cas concrets

Plusieurs entreprises ont avancé sur leurs projets. Une coopérative agricole sous-serre a ainsi fait appel à la startup Orchid, pour mettre au point des algorithmes capables de prédire, à partir de capteurs connectés, la date de maturité des fruits. Cameleon Software, IBM, Renault ont travaillé avec différents laboratoires pour permettre un système d'aide à la configuration, via l'interaction d'un client via le web, en tenant compte des contraintes technologiques, réglementaires et marketings. La startup DiagRAMS Technologies a pu mettre au point des algorithmes de maintenance prédictive dans l'industrie, avec l'avantage d'utiliser les capteurs en place (en palliant aux éventuelles données manquantes).

Toujours en se rapprochant de laboratoires de recherche, Colisweb, spécialisé dans la livraison dans les deux heures après achat ou sur rendez-vous, a pu résoudre ses problèmes de répartition de la demande auprès des différents transporteurs et utilise désormais un précieux outil d'aide à la décision. Le logisticien Log's a créé un

jumeau numérique pour modéliser ses flux complexes, et trouver des solutions. L'outil permet aujourd'hui de capitaliser sur les expériences passées, pour notamment répondre plus rapidement aux appels d'offres.

Vision assistée

Avec la vision assistée par l'Intelligence artificielle, un grand constructeur, dont le nom n'a pas été révélé, a automatisé la détection de l'hypovigilance chez le conducteur, via l'analyse de l'image de son visage. D'autre part, plusieurs laboratoires se sont penchés sur un concept de système robotiques, pour la cueillette des champignons.

Et ce ne sont là que quelques projets. « L'expérience de la Cité de l'IA a démontré la capacité des acteurs à s'unir et à collaborer : on compte près de 700 membres aujourd'hui, entreprises et startups mais aussi laboratoires de recherche et centre de formation », a conclu Yann Orpin, président du MEDEF Grand Lille.

Gaëtane Deljurie

I-Care, la prochaine licorne wallonne?

Trends/Tendances - 04 nov. 2021
Page 10
Trends/Tendances



La question a été posée la semaine dernière par nos confrères de L'Echo. Augury, le principal fournisseur de solutions technologiques destinées à la santé des machines, vient d'accéder au statut de licorne à la suite d'un financement de 180 millions de dollars obtenu, entre autres, auprès de Schneider Electric. De taille deux fois plus importante que sa consœur et concurrente israélo-américaine, I-Care pourrait-elle dès lors prétendre à rejoindre Odo comme licorne wallonne? Nos confrères évoquent des discussions concernant une importante levée de fonds lancée à la fin de l'année dernière par Fabrice Brion, le CEO et fondateur de cette pépite wallonne. I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive, est désormais présente dans 12 pays et emploie 450 personnes.

10 **Actu**
7 JOURS BELGIQUE

HYDROGÈNE

La Belgique, futur hub?

Tinne Van der Straeten souhaite faire de la Belgique une plaque tournante du transit et de l'importation d'hydrogène renouvelable. Le conseil des ministres a approuvé son plan.

L'hydrogène est sur toutes les lèvres en Europe. Il offre, en effet, des solutions durables très intéressantes dans l'optique de la décarbonation de nos économies. Il peut être produit par électrolyse de l'eau au départ de l'électricité issue de moyens renouvelables comme l'éolien. Il est de ce fait un élément de stockage très intéressant de cette électricité. Son utilisation fait aussi sens dans les transports grâce à sa production d'électricité via la pile à combustible ou comme base de carburants alternatifs. C'est donc une solution durable d'avenir notamment pour décarboner l'industrie lourde et la Belgique entend ne pas rester à quai. Pas en tant que gros

producteur mais en tant que plaque tournante européenne du transit et de l'importation d'hydrogène vert. Comme elle peut déjà l'être via Fluxys pour le gaz naturel. A cet effet, Tinne Van der Straeten, la ministre fédérale de l'Energie, a mis au point une stratégie hydrogène qui vient d'être validée par le conseil des ministres. Elle vise à développer une filière hydrogène belge et repose sur quatre piliers: hub d'import et de transit, leadership dans les technologies de l'hydrogène, création d'une dorsale belge d'une bonne centaine de kilomètres destinée à stimuler le marché interne et opérationnelle dans les cinq ans, encouragement de toutes les parties

prenantes belges et limitrophes à unifier leurs compétences. Selon les experts cités par la ministre, une telle filière pourrait créer 10.000 emplois et générer pour un milliard d'euros de valeur ajoutée et nous permettre d'épargner près de deux milliards de tonnes de CO₂.



TINNE VAN DER STRAETEN, ministre de l'Energie.



“ Qui ne se fait pas vacciner ou tester présente une menace pour les collègues. Selon moi, c'est déjà une base juridique pour un licenciement.”

BART STEUKERS, PDG D'AGORIA, DANS "HET LAATSTE NIEUWS".



TÉLÉCOMS

Telenet s'associe à Fluvius

Alors que Proximus vient d'annoncer l'accélération du déploiement de sa fibre optique avec une bonne dizaine de communes wallonnes annoncées (Ath, Boussu, Tubize, Colfontaine, Nivelles, etc.), Telenet s'est associée avec Fluvius, le GRD flamand pour le gaz et l'électricité, afin de créer une coentreprise indépendante et autofinancée appelée NetCo. Les partenaires

vont y loger leurs actifs en fibre optique et en HFC (hybride fibre coaxial). Telenet exploite aujourd'hui son propre réseau HFC sur environ deux tiers de la Flandre et de Bruxelles. Fluvius, de son côté, dispose de son propre réseau dans la partie restante (un tiers). NetCo a pour vocation d'amener, à moindre coût, la fibre optique dans tous les foyers flamands.

TECH

I-Care, la prochaine licorne wallonne?

La question a été posée la semaine dernière par nos confrères de L'Echo. Augury, le principal fournisseur de solutions technologiques destinées à la santé des machines, vient d'accéder au statut de licorne à la suite d'un financement de 180 millions de dollars obtenu, entre autres, auprès de Schneider Electric. De taille deux fois plus importante que sa consœur et concurrente israélo-américaine, I-Care

pourrait-elle dès lors prétendre à rejoindre Odo comme licorne wallonne? Nos confrères évoquent des discussions concernant une importante levée de fonds lancée à la fin de l'année dernière par Fabrice Brion, le CEO et fondateur de cette pépite wallonne. I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive, est désormais présente dans 12 pays et emploie 450 personnes.

'Wij ontwikkelen een Disneyland van industriële technologie'



Trends - 04 nov. 2021
Page 116

* Trends : Trends

Vlak bij het station Charleroi-Sud, aan de oevers van de Samber, staat een imposante betonnen kubus. Het voormalige postsorteergebouw herbergt sinds twee jaar een innovatie- en opleidingscentrum dat zich richt op industrie en digitale technologie. Uit het Waalse herstelplan kreeg het A6K-E6K-project een cheque van 87 miljoen euro. Twee derde van dat geld wordt de komende vijf jaar geïnvesteerd in infrastructuur, de rest in de activiteiten. Tegen augustus 2026 wil A6K zich uitbreiden tot 30.000 vierkante meter.

De start van het project viel samen met de uitbraak van de coronapandemie. Veel volk is er nog niet in het gebouw. Het hoofdgebouw is maar voor de helft ingericht. In de andere helft wachten twee pingpongtafels op de tweede fase van de renovatiewerken, die binnenkort begint.

Anne Prignon, de directeur van de publieke investeerder Sambrinvest, is belast met de werkzaamheden. "De eerste fase van de herinrichting kostte 1 miljoen euro", zegt ze. "Voor de tweede fase, die nieuwe kantoormodules voor startende ondernemingen en bedrijven omvat, hebben we 2 miljoen euro."

De spil van het project is Abd-Samad Habbachi. De voormalige werknemer van Caterpillar trad in 2017 toe tot de cel Catch, die de ontwikkeling van Charleroi nieuw leven wil inblazen na de sluiting van Caterpillar, waar meer dan 2.000 mensen werkten. Samen met staatssecretaris voor de Relance Thomas Dermine (PS) werkt Habbachi aan een nieuwe manier om groei en werkgelegenheid te brengen in een regio die gebukt gaat onder endemische werkloosheid. "We dragen bij tot de vernieuwing van Charleroi. Maar onze ambitie ligt niet alleen op het lokale niveau. Ze is Belgisch en zelfs Europees."

Accelerator voor start-ups

In A6K zal het AECC-programma (Advanced Engineering Accelerator), opgezet door Sambrinvest en de ULB, startende ondernemingen die dat wensen ondersteunen. Zo'n tien start-ups hebben al deelgenomen aan het programma, dat projecten klaarstoomt voor een eerste kapitaalronde. De accelerator steunt onder meer Enerall, een start-up die kleine windmolensystemen ontwikkelt voor stadsomgevingen. Het project is een spin-out van de ruimtevaartspeler Sonaca.

"Bij A6K houden we ons niet bezig met productie", zegt Abd-Samad Habbachi. "Hier zitten de hersenen. Voor de industrialisatie van de projecten wenden we ons tot bedrijven in de regio." Om de lokale industrieën erbij te betrekken, nodigde Habbachi hen uit fysiek deel te nemen aan het platform. Bedrijven als Thales, Alstom en I-Care hebben er een klein filiaal geopend.

Industrie 4.0

Het eerste partnerschap dat zo uit de bus kwam, is er een tussen die drie bedrijven. Het project Lightsense focust op het gebruik van glasvezel in detectiesensoren. Dat sluit aan bij de activiteit van I-Care, dat werkt rond voorspellend onderhoud. Thales heeft sensoren nodig voor zijn ruimtevaartactiviteiten, Alstom in de spoorwegsector. "We hebben ons meteen bij het project aangesloten omdat het volledig past in de industrie 4.0", zegt Fabrice Brion, de CEO van I-Care. "De digitale revolutie verandert alles. Ze breekt barrières af. Wij moeten onze oplossingen op elkaar afstemmen en samenwerken met grote bedrijven, kmo's en onderzoekcentra."

Fabrice Brion wil A6K ook gebruiken als een magneet voor talent. Het bedrijf groeit snel en neemt in ijlt tempo mensen aan. De CEO besloot daarom ter plaatse een I-Care Academy op te richten. Die kan tot 200 personen per jaar opleiden in beroepen die bij I-Care worden uitgeoefend. De opleiding is enerzijds gericht op ingenieurs, die de in het bedrijf gebruikte technologie moeten kennen, en anderzijds op codeurs die aan onderzoek en ontwikkeling zullen werken. "We hebben de kans om banen te creëren voor mensen die geen diploma of opleiding hebben", zegt Brion.

Opleiding is ook een doel van het multifunctionele E6K-centrum, dat naast A6K ligt en een hele reeks actoren verzamelt, die opleidingen aanbieden. De ULB en UMons organiseren er cursussen voor bachelorstudenten in de ingenieurswetenschappen. Ook namen als BeCode, IFAPME en Technofutur zijn er aanwezig. Nu zitten ze nog in een aparte vleugel van het gebouw, maar binnenkort worden ze dichterbij de kantoormodules voor start-ups en bedrijven gebracht. In de tweede fase van de werkzaamheden wordt een Open Leerlab ingericht, dat in de grote zaal zal worden geïntegreerd. Het is niet de bedoeling die verschillende opleidingsactoren samen te voegen, wel ze dichterbij elkaar te brengen en hen te laten samenwerken.

"Dat dwingt ons complementair te werken in de plaats van elkaar te beconcurreren", zegt Yvan Huque, de topman van Technofutur TIC. "Als alles op één plaats verzameld is, zijn overlappende cursussen veel

gemakkelijker op te sporen.” De uitdaging van E6K is de verschillende actoren te helpen een specifiek en complementair aanbod te ontwikkelen.

Een nieuw 5G-lab

De laatste trap van de A6K-raket is dat het een plaats wil zijn om te experimenteren met nieuwe industriële technologie. Vorige week is zo het 5G-lab ingehuldigd. Proximus installeerde zijn apparatuur in de vier hoeken van het gebouw, om bedrijven de mogelijkheid te bieden te experimenteren met het nieuwe supersnelle mobiele internet, waarvan de belangrijkste afzetmarkten naar verwachting in de industriële sector zullen liggen.

“Het is mijn bedoeling gedeelde technologische belangen te vinden bij de A6K-leden, en projecten op te zetten die zullen leiden tot gemeenschappelijke hardware-infrastructuren”, zegt Marc Bekemans, het hoofd innovatie van Thales Alenia Space. Hij coördineert de technologische activiteiten van A6K.

“Wij zijn hier een soort Disneyland van industriële technologie aan het ontwikkelen”, vat Abd-Samad Habbachi het samen.

Gilles Quoistiaux

La 5G a son laboratoire wallon



L'Echo - 29 Oct. 2021
Page 12,13
L'Echo

L'A6K à Charleroi accueille depuis ce vendredi le premier lab 5G de Wallonie. L'installation permettra à des entreprises comme AGC, Alstom ou I-Care de tester le réseau de demain.

Petra De Sutter, ministre des Télécoms, l'a annoncé la semaine dernière. Pour ce qui est de la mise aux enchères des fréquences 5G, il faudra encore attendre le deuxième trimestre de 2022. Alors que le retard se creuse avec la plupart des autres pays européens, il est temps pour le monde professionnel de plancher sur des solutions temporaires.

Une première se trouve depuis ce vendredi matin à Charleroi. L'A6K, la nouvelle cathédrale dédiée au numérique et au renouveau industriel, vient d'inaugurer le premier laboratoire 5G de Wallonie. Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain.

«L'idée est venue il y a plus d'un an. La communication est l'un des trois piliers prioritaires pour A6K», explique Abd-Samad Habbachi, le directeur des lieux. L'intérêt pour la 5G s'est donc naturellement installé. «Mais cela n'a pas vraiment de sens pour une société d'investir dans un système de test pour l'utiliser une demi-journée par semaine.»

L'idée de mettre sur pied un laboratoire accessible à toutes les entreprises a donc vite fait son chemin. Il faut dire que les acteurs intéressés étaient nombreux. I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

Labo et showroom

Concrètement, deux antennes ont été installées en partenariat avec Proximus à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

«Il ne s'agira d'ailleurs pas que d'un laboratoire. L'idée est aussi d'en faire un showroom pour présenter ce qu'il est possible de faire», glisse Marc Bekemans, le responsable technologique chez A6K.

Parmi les entreprises intéressées, on retrouve également le verrier AGC. C'est d'ailleurs l'entreprise de Gosselies qui s'est chargée du déploiement concret en installant ses antennes intégrées directement dans du verre.

«Le labo nous permet de montrer ce qu'on peut faire, mais aussi d'effectuer des essais sur l'installation», explique Marco Veneziano, account manager chez AGC. «Nous avons mis deux antennes, ce qui est plus que nécessaire pour une telle surface. Mais cela nous permet de tester notamment les interactions.»

Le lab carolo aura également le gros avantage d'être la première installation opérationnelle du sud du pays le jour où la 5G sera une réalité en Belgique. «Dès que le réseau pourra être lancé est autorisée, il nous suffira presque de tourner les antennes vers l'extérieur pour avoir le premier réseau», sourit Marc Bekemans.

La 5G a son laboratoire wallon

L'A6K à Charleroi accueille depuis ce vendredi le premier lab 5G de Wallonie. L'installation permettra à des entreprises comme AGC, Alstom ou I-Care de tester le réseau de demain.

ARNAUD MARTIN

Petra De Sutter, ministre des Télécoms, l'a annoncé la semaine dernière. Pour ce qui est de la mise aux enchères des fréquences 5G, il faudra encore attendre le deuxième trimestre de 2022. Alors que le retard se creuse avec la plupart des autres pays européens, il est temps pour le monde professionnel de plancher sur des solutions temporaires.

Une première se trouve depuis ce vendredi matin à Charleroi. L'A6K, la nouvelle cathédrale dédiée au numérique et au renouveau industriel, vient d'inaugurer le premier laboratoire 5G de Wallonie. Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain.

«L'idée est venue il y a plus d'un an. La communication est l'un des trois piliers prioritaires pour A6K», explique Abd-Samad Habbachi, le directeur des lieux. L'intérêt pour la 5G s'est donc naturellement installé. «Mais cela n'a pas vraiment de sens pour une société d'investir dans un système de test pour l'utiliser une demi-journée par semaine.»

L'idée de mettre sur pied un laboratoire accessible à toutes les entreprises a donc vite fait son chemin. Il faut dire que les acteurs intéressés étaient nombreux. I-Care, Alstom, Multitel ou Siris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

Labo et showroom

Concrètement, deux antennes ont été installées en partenariat avec Proximus à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

«Il ne s'agira d'ailleurs pas que d'un laboratoire. L'idée est aussi d'en

faire un showroom pour présenter ce qu'il est possible de faire», glisse Marc Bekemans, le responsable technologique chez A6K.

Parmi les entreprises intéressées, on retrouve également le verrier AGC. C'est d'ailleurs l'entreprise de Gosselies qui s'est chargée du déploiement concret en installant ses antennes intégrées directement dans du verre.

«Le labo nous permet de montrer ce qu'on peut faire, mais aussi d'effectuer des essais sur l'installation», explique Marco Veneziano, account manager chez AGC. «Nous avons mis deux antennes, ce qui est plus que nécessaire pour une telle surface. Mais cela nous permet de tester notamment les interactions.»

Le lab carolo aura également le gros avantage d'être la première installation opérationnelle du sud du pays le jour où la 5G sera une réalité en Belgique. «Dès que le réseau pourra être lancé est autorisée, il nous suffira presque de tourner les antennes vers l'extérieur pour avoir le premier réseau», sourit Marc Bekemans.

«Le labo nous permet de montrer ce qu'on peut faire, mais aussi de faire des essais sur l'installation.»

MARCO VENEZIANO
ACCOUNT MANAGER
CHEZ AGC



5G: un premier laboratoire en Wallonie, installé à Charleroi



Le Soir + - 29 Oct. 2021

...Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab...

Par Belga

Le premier laboratoire 5G de Wallonie est accessible dès vendredi à Charleroi. Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce «5G Lab» d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

«Ce n'est pas une question d'argent »

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi? «Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues», affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

<https://www.lesoir.be/403433/article/2021-10-29/5g-un-premier-laboratoire-en-wallonie-installe-charleroi>

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi



Sud Presse - 29 Oct. 2021

...Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab...

Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce « 5G Lab » d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi ? « Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues », affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

<https://www.sudinfo.be/id424820/article/2021-10-29/un-premier-laboratoire-5g-en-wallonie-installe-charleroi>

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi

 La Nouvelle Gazette - 29 Oct. 2021

...Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab...

Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce « 5G Lab » d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi ? « Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues », affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) : Charleroi (Hainaut)

Région wallonne

<https://lanouvellegazette.sudinfo.be/859889/article/2021-10-29/un-premier-laboratoire-5g-en-wallonie-installe-charleroi>

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi

 Nord Eclair - 29 Oct. 2021

...Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab...

Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce « 5G Lab » d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi ? « Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues », affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

<https://nordeclair.sudinfo.be/859889/article/2021-10-29/un-premier-laboratoire-5g-en-wallonie-installe-charleroi>

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi



La Meuse - 29 Oct. 2021

...Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab...

Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce « 5G Lab » d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi ? « Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues », affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

<https://lameuse.sudinfo.be/859889/article/2021-10-29/un-premier-laboratoire-5g-en-wallonie-installe-charleroi>

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi



La Capitale - 29 Oct. 2021

...Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab...

Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce « 5G Lab » d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi ? « Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues », affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) : Charleroi (Hainaut)

Région wallonne

<https://lacapitale.sudinfo.be/859889/article/2021-10-29/un-premier-laboratoire-5g-en-wallonie-installe-charleroi>

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi



La Province - 29 Oct. 2021

...Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab...

Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce « 5G Lab » d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi ? « Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues », affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

<https://laprovince.sudinfo.be/859889/article/2021-10-29/un-premier-laboratoire-5g-en-wallonie-installe-charleroi>

La 5G arrive, avec ou sans cadre légal



La Dernière Heure - 29 Oct. 2021

... déjà aujourd'hui. Mais surtout, de faire d'autres choses : des dizaines de milliers de technologies pourront se développer demain grâce à la 5G, qui est une technologie fondatrice" , abonde Fabrice Brion, CEO de I-Care....

"L'intérêt du Lab, c'est aussi de pouvoir tester la robustesse du système. Nous avons plusieurs types d'antennes, nous pouvons dégrader le signal exprès, simuler des problèmes, etc" , indique-t-on à A6K. C'était une demande des industries, entreprises et start-up partenaires du "5G-Klub" créé à l'occasion. "Ce qu'on veut permettre à A6K, ce n'est pas juste le partage de bureaux, mais aussi le partage de technologies. Et grâce à la 5G, on peut promouvoir les innovations technologiques."



La 5G, c'est quoi ?

Ce réseau 5G est une évolution de la 4G présente dans tous les smartphones. On est presque au niveau de la révolution : la 5G permet de combiner une plus grande vitesse de transfert de données (échanger davantage), une meilleure couverture du territoire (échanger partout), des latences plus basses (échanger rapidement) et connecter plus d'appareils (échanger entre plus de machines).

"Pour M. et Mme Tout-le-monde, ça ne changera pas grand-chose : le téléchargement d'un film ira plus vite, voilà. Par contre, pour les industries, ça va tout redéfinir" selon Marc Bekemans, responsable Recherches et Innovations chez Thales Alenia Space. "Ca permettra de faire mieux ce qu'on fait déjà aujourd'hui. Mais surtout, de faire d'autres choses : des dizaines de milliers de technologies pourront se développer demain grâce à la 5G, qui est une technologie fondatrice" , abonde Fabrice Brion, CEO de I-Care.

La 5G va permettre de "supprimer toute notion de distance" : piloter un drone à 300 km avec une précision parfaite, faire une échographie chez les gens en envoyant des données d'un appareil portable vers les serveurs d'un hôpital, visiter sa future maison en réalité virtuelle depuis chez soi en laissant à une ferme de serveurs distants effectuer les lourds calculs de la 3D, le développement des voitures autonomes bien sûr, etc.

"Ça sera une vraie révolution industrielle dans la façon dont les machines se parlent entre elles, il ne faut pas rater le train" , ajoute Thomas Dermine (PS), secrétaire d'État pour la Relance. "Pour Charleroi, c'est une aubaine, on va attirer de la valeur ajoutée." C'est dangereux pour la santé ou pas ?

Les fréquences utilisées sont pour une bonne partie les mêmes que celles de la 4G : entre 800 et 2 700 MHz. La 5G utilisera une plage d'ondes radio plus importante de 700 à 3 800 Mhz, permettant d'aller plus loin (à basse fréquence) et plus vite (à haute fréquence). Concrètement, d'après la plateforme officielle belge parlons5g.be , rien ne change au niveau des potentiels effets nocifs pour la santé. Par souci de précaution, les fréquences les plus élevées (26 Ghz) ne seront pas autorisées dans un premier temps en Belgique, parce que la recherche scientifique sur leurs effets est encore jugée insuffisante.



<https://www.dhnet.be/regions/charleroi/la-5g-arrive-avec-ou-sans-cadre-legal-un-premier-lab-pour-les-entreprises-a-charleroi-617ae30e7b50a648b2586921>

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi

Le premier laboratoire 5G de Wallonie est accessible dès vendredi à Charleroi. Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations

publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce " 5G Lab " d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6000 m². Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi? " Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues ", affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K. Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi



Le premier laboratoire 5G de Wallonie est accessible dès vendredi à Charleroi. Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations

publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce «5G Lab» d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages.

Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules.

Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi? «Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues», affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K.

Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab.

Un premier laboratoire 5G en Wallonie, installé à Charleroi



(Belga) Le premier laboratoire 5G de Wallonie est accessible dès vendredi à Charleroi. Ce nouveau réseau intérieur privé n'a pas besoin des autorisations publiques et donne donc la possibilité aux entreprises de tester le réseau de demain, rapportent L'Echo, La Dernière Heure et La Libre Belgique jeudi.

Ce "5G Lab" d'A6K, qui regroupe des industriels et bénéficie du soutien de Proximus, permet aux entreprises présentes ou intéressées de tester des utilisations, d'expérimenter l'usage de la 5G et de voir si elles pourraient en tirer des avantages. Concrètement, deux antennes ont été installées à l'intérieur du bâtiment de 6.000 mètres carrés. Une antenne au niveau du parking au sous-sol a également été placée afin de permettre la réalisation de tests sur des véhicules. Que doivent déboursier les sociétés pour faire ces tests à Charleroi? "Ce n'est pas une question d'argent. Si les entreprises viennent avec des idées, elles sont les bienvenues", affirme à La Libre Belgique Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K. Parmi les acteurs intéressés, les sociétés I-Care, Alstom, Multitel ou Sirris ont déjà fait part de leur intention d'utiliser le lab. (Belga)

Une nouvelle licorne pointe le bout de son nez en Wallonie



L'ECHO - 27 Oct. 2021

Au vu du multiple utilisé pour valoriser l'Américain Augury, le Dr. House montois des machines industrielles I-Care pourrait rejoindre Odoos au rang de licorne wallonne.

De l'autre côté de l'Atlantique, le principal fournisseur de solutions technologiques dédiées à la santé des machines, Augury, a annoncé en milieu de semaine avoir obtenu un financement de 180 millions de dollars après notamment du bras capital-risque du géant Schneider Electric.

Portant sa valorisation à plus d'un milliard de dollars - et lui octroyant le statut de "licorne" dans la foulée -, l'opération démontre la pertinence d'un secteur en plein essor, et ce, même pour un acteur de taille relativement modeste avec sa vingtaine de millions de dollars de chiffre d'affaires pour 250 employés environ. Mais elle renvoie aussi et surtout à une success story bien de chez nous, du nom d'I-Care.

En effet, et ce n'est presque plus un secret pour personne sur le marché, le Dr. House montois des machines industrielles prépare depuis de longs mois maintenant une opération d'une envergure équivalente

De quoi poser la question: avec sa taille deux fois plus importante qu'Augury, la pépite de Fabrice Brion (CEO) et Arnaud Stievenart, spécialisée dans la maintenance prédictive et entreprise de l'année 2020, pourrait-elle espérer également rejoindre le club très fermé des licornes? Et ce, depuis sa Wallonie natale - qui ne compte qu'Odoos à ce rang. Au vu du multiple appliqué sur l'excédent brut d'exploitation (ebitda) de son homologue et concurrent israélo-américain, la réponse semble aujourd'hui plutôt pencher vers l'affirmative

<https://www.lecho.be/entreprises/technologie/une-nouvelle-licorne-pointe-le-bout-de-son-nez-en-wallonie/10341996.html>

La licorne wallonne, cet animal de moins en moins imaginaire



L'Echo - 28 Oct. 2021
Page 2,3
L'Echo

Trois mois à peine après la première «licorne» wallonne Odoo, c'est désormais I-care, basée à Mons, qui pourrait accéder au statut symbolique.

Et de deux? Félicitons-nous, une deuxième entreprise wallonne pourrait bientôt rejoindre le cercle (très) fermé des licornes. Ces entreprises innovantes et non cotées en bourse, dont la valeur estimée dépasse le milliard de dollars, ne sont que 800 environ à travers le monde.

Trois mois à peine après Odoo, première licorne wallonne valorisée en juillet à 2,3 milliards de dollars, il est (déjà!) possible d'entrevoir – restons prudents – I-care accéder à ce statut tout symbolique, mais assimilé à la réussite. Licorne wallonne, l'animal est de moins en moins imaginaire. Le renouveau économique wallon est-il en marche? Patience. Il faut plusieurs décennies pour qu'une région se désindustrialise, a-t-on coutume de dire dans les cercles économiques. Avant de rajouter qu'il en faut tout autant pour la réindustrialiser. Patience, donc, même si, à n'en pas douter, quelque chose est à l'œuvre en Wallonie. Félicitons-nous, mais constatons. Ces bonnes nouvelles pour l'économie wallonne n'ont pas émergé au sein des secteurs qui ont façonné notre tissu économique pendant un siècle environ. Odoo et I-care ont, certes, été aidées par les structures publiques de financement, mais elles ont fait leur trou entrepreneurial en dehors des pôles de compétitivité.

Dans quel secteur, d'ailleurs, catégoriser ces deux entreprises: les «services» pour Odoo, la «tech» pour I-care, ou l'inverse? La réponse est loin d'être évidente et importe finalement peu.

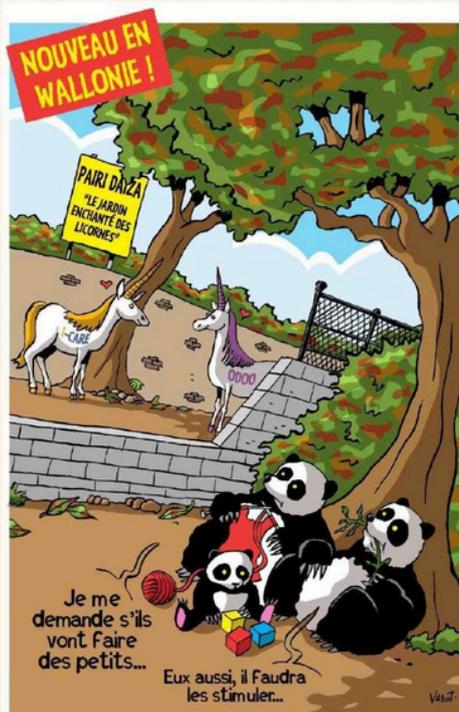
Et pour cause, un monde nouveau a émergé. Un monde où l'innovation se noue entre secteurs autrefois distincts. Un monde dans lequel les medtechs sont à la croisée des chemins entre sciences médicales et numérique, un monde dans lequel les biotechnologies peuvent se mettre au service de l'industrie textile et la numérisation faire émerger des solutions agricoles.

Dans ce monde, la domination des logiques sectorielles n'a plus beaucoup de sens. Et les décideurs politiques feraient bien d'intégrer définitivement ce changement. Plutôt que miser sur quelques acteurs destinés (mais par qui?) à devenir nos hypothétiques «futurs champions», approchons les enjeux économiques de manière transversale.

Plutôt que de se concentrer sur quelques secteurs prédéfinis, en tablant sur les atouts wallons existants et en espérant y voir essaimer entreprises et emplois, faisons en sorte de donner des atouts à tous les entrepreneurs qui pourraient émerger.

Parce que l'on ne sait jamais d'où peut sortir une licorne, ne négligeons pas les aides à la recherche, qui produiront peut-être leurs effets dans 15 ans. Et ne négligeons ni les entreprises qui naissent aujourd'hui ni celles créées il y a 15 ans: elles pourraient nous surprendre d'un jour à l'autre. Comme quand, sur le front d'un beau cheval de course, apparaît soudain une corne légendaire.

Épinglé
par Vadot



Éditorial
Maxime
Paquay



Trois mois à peine après la première «licorne» wallonne Odoo, c'est désormais I-care, basée à Mons, qui pourrait accéder au statut symbolique.

La licorne wallonne, cet animal de moins en moins imaginaire

Et de deux? Félicitons-nous, une deuxième entreprise wallonne pourrait bientôt rejoindre le cercle (très) fermé des licornes. Ces entreprises innovantes et non cotées en bourse, dont la valeur estimée dépasse le milliard de dollars, ne sont que 800 environ à travers le monde.

Trois mois à peine après la première licorne wallonne valorisée en juillet à 2,3 milliards de dollars, il est (déjà!) possible d'entrevoir – restons prudents – I-care accéder à ce statut tout symbolique, mais assimilé à la réussite. Licorne wallonne, l'animal est de moins en moins imaginaire.

Le renouveau économique wallon est-il en marche? Patience. Il faut plusieurs décennies pour qu'une région se désindustrialise, a-t-on coutume de dire dans les cercles économiques. Avant de rajouter qu'il en faut tout autant pour la réindustrialiser. Patience, donc, même si, à n'en pas douter, quelque chose est à l'œuvre en Wallonie. Félicitons-nous, mais constatons. Ces bonnes nouvelles pour l'économie wallonne n'ont pas émergé au sein des secteurs qui ont façonné notre tissu économique pendant un siècle environ. Odoo et I-care ont, certes, été aidées par les structures publiques de financement, mais elles ont fait leur trou entrepreneurial en dehors des pôles de compétitivité.

Dans quel secteur, d'ailleurs, catégoriser ces

deux entreprises: les «services» pour Odoo, la «tech» pour I-care, ou l'inverse? La réponse est loin d'être évidente et importe finalement peu. Et pour cause, un monde nouveau a émergé. Un monde où l'innovation se noue entre secteurs autrefois distincts. Un monde dans lequel les medtechs sont à la croisée des chemins entre sciences médicales et numériques, un monde dans lequel les biotechnologies peuvent se mettre au service de l'industrie textile et la numérisation faire émerger des solutions agricoles.

Dans ce monde, la domination des logiques sectorielles n'a plus beaucoup de sens. Et les décideurs politiques feraient bien d'intégrer définitivement ce changement. Plutôt que miser sur quelques acteurs destinés (mais par qui?) à devenir nos hypothétiques «futurs champions», approchons les enjeux économiques de manière transversale.

Plutôt que de se concentrer sur quelques secteurs prédéfinis, en tablant sur les atouts wallons existants et en espérant y voir essaimer entreprises et emplois, faisons en sorte de donner des atouts à tous les entrepreneurs qui pourraient émerger.

Parce que l'on ne sait jamais d'où peut sortir une licorne, ne négligeons pas les aides à la recherche, qui produiront peut-être leurs effets dans 15 ans. Et ne négligeons ni les entreprises qui naissent aujourd'hui ni celles créées il y a 15 ans: elles pourraient nous surprendre d'un jour à l'autre. Comme quand, sur le front d'un beau cheval de course, apparaît soudain une corne légendaire.



Une nouvelle licorne pointe le bout de son nez en Wallonie



L'Echo - 28 Oct. 2021
Page 2,3
L'Echo

Au vu du multiple utilisé pour valoriser l'Américain Augury, le Dr. House montois des machines industrielles I-care pourrait rejoindre Odoos au rang de licorne wallonne.

De l'autre côté de l'Atlantique, le principal fournisseur de solutions technologiques dédiées à la santé des machines, Augury, a annoncé en milieu de semaine avoir obtenu un financement de 180 millions de dollars auprès, notamment, du bras capital-risque du géant Schneider Electric.

Portant sa valorisation à plus d'un milliard de dollars – et lui octroyant ainsi le statut de «licorne» –, l'opération démontre la pertinence d'un secteur en plein essor, et ce, même pour un acteur de taille relativement modeste, avec sa vingtaine de millions de dollars de chiffre d'affaires pour 250 employés environ. Mais elle renvoie aussi, et surtout, à une success-story bien de chez nous, du nom d'I-care.

Opération en cours chez I-care

En effet, et ce n'est presque plus un secret pour personne sur le marché, le Dr. House montois des machines industrielles prépare depuis de longs mois maintenant une opération d'une envergure équivalente.

De quoi poser la question: avec sa taille deux fois plus importante qu'Augury, la pépite de Fabrice Brion (CEO) et Arnaud Stievenart, spécialisée dans la maintenance prédictive et entreprise de l'année 2020, pourrait-elle espérer également rejoindre le club très fermé des licornes? Et ce, depuis sa Wallonie natale – qui ne compte qu'Odoos à ce rang. Si l'on venait à lui appliquer le même multiple que son homologue et concurrent israélo-américain, la réponse semble aujourd'hui pencher vers l'affirmative.

«Financement externe significatif» Le patron et fondateur d'I-care ne peut pas, à ce stade, commenter l'éventualité pour son entreprise d'accéder au statut de licorne. Il est engagé dans des discussions concernant cette levée de fonds que, fin 2020, il semblait décrire comme allant de soi: «Un nouveau financement externe, significatif, ferait sens pour les années à venir. voire même, pourquoi pas, une entrée en bourse (IPO, NDLR) à moyen terme», indiquait Fabrice Brion à l'époque.

«La croissance d'I-care pourrait désormais atteindre les 50% d'ici 2025», écrivions-nous lorsque la société a été désignée entreprise de l'année 2020. La société montoise a fait de la maintenance prédictive son fer de lance depuis sa naissance en 2004. «Un peu comme quand vous vous rendez chez le médecin quand vous êtes malade pour savoir ce que vous avez, les capteurs que nous développons ici, à Mons, nous permettent de mesurer à distance l'état de santé des machines industrielles, sur la base de vibrations, d'ultrasons, de dégagements de chaleur...», voilà l'analogie souvent utilisée par Fabrice Brion quand il doit présenter son entreprise.

Aujourd'hui, près de deux décennies après la fondation d'I-care, et grâce aux efforts portés par l'intéressé et son associé (et ami d'enfance) Arnaud Stievenart, globalement des dizaines de milliards d'euros d'équipements sont sous surveillance de la société hennuyère. Et ce, dans des secteurs aussi divers que l'industrie lourde, la pharma, l'agro-alimentaire, la chimie ou encore l'énergie.

Croissance externe

La stratégie de croissance externe lancée en 2018 n'y est évidemment pas étrangère. Forte de 7,5 millions d'euros levés auprès de la SRIW et de l'IMBC, I-care reprenait cette année-là son principal concurrent flamand ARG Europe (125 personnes), avant de remettre le couvert peu après avec le rachat du spécialiste gembloutois de la calibration et des mesures industrielles Mecotec (35 personnes), puis, plus récemment, de Dutch World-class Maintenance Group (DWMG) aux Pays-Bas.

Présent dans 12 pays, I-care emploie 450 personnes de par le monde (dont 280 en Belgique), en ce compris aux États-Unis, en Corée du Sud, en Australie et au Royaume-Uni.



Spécialiste de la maintenance prédictive, c'est-à-dire de solutions technologiques permettant d'établir l'état de santé des machines, la Montoise I-care a été sacrée entreprise de l'année 2020. © TIM DIRVEN

Au vu du multiple utilisé pour valoriser l'Américain Augury, le Dr. House montois des machines industrielles I-care pourrait rejoindre Odoo au rang de licorne wallonne.

Une nouvelle licorne pointe le bout de son nez en Wallonie

SIMON SOURIS

De l'autre côté de l'Atlantique, le principal fournisseur de solutions technologiques dédiées à la santé des machines, Augury, a annoncé en milieu de semaine avoir obtenu un

financement de 180 millions de dollars auprès, notamment, du bras capital-risque du géant Schneider Electric.

Portant sa valorisation à plus d'un milliard de dollars – et lui octroyant ainsi le statut de «licorne» –, l'opération démontre la pertinence d'un secteur en plein essor, et ce, même pour un acteur de taille relativement modeste, avec sa vingtaine de millions de dollars de chiffre d'affaires pour 250 employés environ. Mais elle renvoie aussi, et surtout, à une success-story bien de chez nous, du nom d'I-care.

Opération en cours chez I-care

En effet, et ce n'est presque plus un secret pour personne sur le marché, le Dr. House montois des machines industrielles prépare depuis de longs mois maintenant une opération d'une envergure équivalente.

De quoi poser la question: avec sa traile deux fois plus importante qu'Augury, la pépite de Fabrice Brion (CEO) et Arnaud Stievenart, spécialisée dans la maintenance

prédictive et entreprise de l'année 2020, pourrait-elle espérer également rejoindre le club très fermé des licornes? Et ce, depuis sa Wallonie natale – qui ne compte qu'Odoo à ce rang. Si l'on venait à lui appliquer le même multiple que son homologue et concurrent israélo-américain, la réponse semble aujourd'hui pencher vers l'affirmative.

«Financement externe significatif»

Le patron et fondateur d'I-care ne peut pas, à ce stade, commenter l'éventualité pour son entreprise d'accéder au statut de licorne. Il est engagé dans des discussions concernant cette levée de fonds que, fin 2020, il semblait décrire comme allant de soi: «Un nouveau financement externe, significatif, ferait sens pour les années à venir. Voir même, pourquoi pas, une entrée en bourse (IPO, NDLR) à moyen termes, indiquait Fabrice Brion à l'époque.

«La croissance d'I-care pourrait désormais atteindre les 50% d'ici 2025», écrivions-nous lorsque la société a été désignée entreprise de l'année 2020. La société montoise a fait de la maintenance prédictive son fer de lance depuis sa naissance en 2004. «Un peu comme quand vous vous rendez chez le médecin quand vous êtes malade pour savoir ce que vous avez, les capteurs que nous développons ici, à Mons, nous permettent de mesurer à distance l'état de santé des machines

industrielles, sur la base de vibrations, d'ultrasons, de dégagements de chaleur...», voilà l'analogie souvent utilisée par Fabrice Brion quand il doit présenter son entreprise.

Aujourd'hui, près de deux décennies après la fondation d'I-care, et grâce aux efforts portés par l'intéressé et son associé (et ami d'enfance) Arnaud Stievenart, globalement des dizaines de milliards d'euros d'équipements sont sous surveillance de la société hennuyère. Et ce, dans des secteurs aussi divers que l'industrie lourde, la pharma, l'agro-alimentaire, la chimie ou encore l'énergie.

Croissance externe

La stratégie de croissance externe lancée en 2018 n'y est évidemment pas étrangère. Forte de 75 millions d'euros levés auprès de la SRIW et de l'IMBC, I-care reprenait cette année-là son principal concurrent flamand ARG Europe (125 personnes), avant de remettre le couvert peu après avec le rachat du spécialiste gembloutois de la calibration et des mesures industrielles Mecotec (35 personnes), puis, plus récemment, de Dutch World-class Maintenance Group (DWMG) aux Pays-Bas.

Présent dans 12 pays, I-care emploie 450 personnes de par le monde (dont 280 en Belgique), en ce compris aux États-Unis, en Corée du Sud, en Australie et au Royaume-Uni.

Créée en 2004, I-care surveille des dizaines de milliards d'euros d'équipements dans l'industrie lourde, la pharma, l'agro-alimentaire, la chimie ou encore l'énergie.



A6K tente la fusion de l'industrie et du numérique

Trends/Tendances - 28 Oct. 2021

Page 38

* Trends/Tendances : Trends/Tendances



Sur les quais de la Sambre, la rénovation à marche forcée de la ville hainuyère est frappante. Le quartier est en pleine transformation. Les abords de la gare de Charleroi-Sud accueilleront prochainement les navetteurs dans un environnement remanié. En attendant, c'est le chantier. De la gare, le visiteur butte sur un imposant cube de béton, qui cache une activité insoupçonnée. L'ancien bâtiment du tri postal, inutilisé pendant des années, a trouvé une nouvelle vie. Depuis deux ans, il héberge un centre d'innovation et de formation axé sur l'industrie et les technologies numériques. Baptisée A6K-E6K, cette plateforme multi-fonctions tente d'imbriquer le savoir-faire local, hérité de la tradition industrielle de la région, avec le monde du numérique, qui charrie des promesses de développement économique et d'emplois nouveaux. Vaste projet.

Notre guide du jour est la cheville ouvrière de ce hub carolo en pleine expansion. Ancien de Caterpillar, où il a passé 11 ans, Abd-Samad Habbachi incarne la volonté de renouveau d'une ville qui peine à se redéployer après le déclin de ses industries. En 2017, il intègre la cellule Catch, qui vise à relancer le développement de Charleroi après la fermeture du site Caterpillar, qui employait plus de 2.000 personnes. Aux côtés de Thomas Dermine, aujourd'hui secrétaire d'Etat à la Relance (PS), Abd-Samad Habbachi planche sur une nouvelle manière d'amener de la croissance et des jobs à une région engluée dans un chômage endémique. Son expérience dans l'industrie l'amène tout naturellement dans le sillage du projet A6K-E6K, qui vise à marier les sciences de l'ingénieur et les technologies numériques. "Ici, on apporte une pierre à l'édifice du renouveau de Charleroi. Mais on ne fait pas du sous-localisme. Notre ambition est belge et même européenne", explique entre deux cafés le dynamique responsable des lieux.

Ses modèles, ce sont des centres d'innovation comme le Beacon à Anvers ou BeCentral à Bruxelles. Il ne cite pas spontanément Station F, le plus grand incubateur de start-up en Europe. Mais A6K partage certaines caractéristiques avec cet imposant hub parisien créé par l'entrepreneur Xavier Niel. Comme la halle Freyssinet, qui abritait une gare pour le fret, le lieu investi par A6K est une carcasse vide, ici appartenant à la SNCB, qu'il faut réaménager de fond en comble pour accueillir la nouvelle affectation. Comme à Station F, les lieux doivent aussi faire bouillonner l'univers du numérique et des start-up.

Pour arriver au taux d'ébullition, il y a encore du boulot. Lors de notre visite, on ne se marche pas trop sur les pieds. C'est notamment dû au télétravail qui s'est imposé dans la foulée de la crise sanitaire dont le déclenchement a - pas de chance - coïncidé avec les premiers pas d'A6K. Reste que l'entrepôt principal n'est pour l'instant investi qu'à moitié. Dans l'autre moitié, on ne trouve que deux tables de ping-pong, en attendant la deuxième tranche du programme de rénovation des lieux, qui débutera prochainement.

Accélérateur de start-up

Pour les travaux d'aménagement, c'est Anne Prignon, directrice de Sambrinvest, qui tient les cordons de la bourse. "La première phase du réaménagement a coûté un million d'euros, indique-t-elle. Pour la deuxième phase, qui comprend de nouveaux modules de bureaux pour les start-up et les entreprises, nous avons budgété deux millions d'euros." L'invest public carolo rentabilise ses investissements en louant les espaces de bureaux. Il est également présent pour repérer des projets innovants et éventuellement leur apporter son soutien financier.

Pour accompagner les start-up qui le souhaitent, le programme d'accélération AECC (Advanced Engineering Accelerator), créé par Sambrinvest et l'ULB, est également présent sur place. Une dizaine de start-up ont déjà intégré ce programme qui vise à structurer les projets en vue d'une première levée de fonds. AECC se décrit comme une combinaison entre un "start-up studio", qui accompagne les start-up vers la croissance, et une "boutique M&A", qui aide au financement des jeunes initiatives.

L'accélérateur accompagne ainsi Enerall, une start-up active dans le domaine de l'énergie. Enerall développe des systèmes de micro-éoliennes urbaines sous forme de turbines installées sur le toit des immeubles. Le projet correspond bien à la mécanique que souhaitent mettre en place les gestionnaires d'A6K. Il combine les sciences de l'ingénierie, l'innovation dans un secteur d'avenir et l'expertise d'un acteur industriel de plan. Le projet est en effet une spin-out de la Sonaca.

"C'est l'idée d'un collègue, qui a déposé un brevet pour ces micro-éoliennes, détaille Jonas Vidaic, responsable d'Enerall. Comme l'initiative ne rentrait pas dans le core business de la Sonaca, elle a été sortie du périmètre de l'entreprise. A la création d'A6K, nous nous sommes rapprochés de l'accélérateur AECC, qui nous a aidés à trouver le bon product market fit (accord entre le produit et le marché, Ndlr), démarche qu'en tant qu'ingénieur nous ne maîtrisons pas. Nous avons déjà un premier contrat à Anderlecht pour 150.000 euros et visons un lancement commercial début 2022." La conceptualisation des produits se fait chez A6K. Leur concrétisation se fait avec des partenaires de la région, en l'occurrence le créateur de machines industrielles

Desimone, basé à Farciennes.

“Ici, chez A6K, nous voulons créer de la valeur en misant sur l’intelligence humaine, souligne Abd-Samad Habbachi (A6K). Nous n’avons pas l’intention de nous lancer dans la fabrication de produits. Si les projets doivent être industrialisés, ils se tourneront vers les entreprises de la région. Ici, ce sont les cerveaux. L’industrialisation, ça se passe tout autour.” Pour impliquer les industries du coin, le responsable d’A6K les a invités à rejoindre physiquement la plateforme. Des entreprises comme Thales, Alstom ou I-Care ont donc ouvert une petite antenne sur place. Histoire d’être à l’affût de toutes les opportunités.

I-Care ouvre son académie

“Nous avons tout de suite rejoint le projet parce qu’il s’inscrit totalement dans l’esprit de l’industrie 4.0, avance Fabrice Brion, CEO d’I-Care. Les entreprises ont l’habitude de travailler en silo. La révolution numérique change tout: elle fait tomber les barrières. Nous devons être capables de connecter nos solutions et de travailler en partenariat entre grandes entreprises, PME, centres de recherche, etc.” Un premier partenariat a vu le jour chez A6K entre Thales, I-Care et Alstom. Le projet Lightsense vise à utiliser la fibre optique dans les capteurs de détection, ce qui s’aligne avec le business d’I-Care, axé sur la maintenance prédictive, mais aussi avec Thales, qui a besoin de capteurs pour son activité dans le spatial. Idem pour Alstom dans le ferroviaire. “Le monde va plus vite, il faut donc livrer les idées plus vite. Pour ça, il faut arrêter de travailler chacun dans son coin. En nous associant, nous pouvons créer un avantage compétitif”, estime Fabrice Brion.

La deuxième idée du patron pour tirer profit de sa présence chez A6K est d’utiliser les lieux comme aimant à talents. L’entreprise est en fort développement, elle engage à tour de bras. Au cours des cinq derniers mois, I-Care embauchait à un rythme d’une personne par jour! Fabrice Brion a donc décidé de créer sur place une “I-Care Academy”. Financée sur fonds propres, éventuellement complétés par certains subsides, cette académie pourrait former jusqu’à 200 personnes par an aux métiers exercés chez I-Care. La formation vise d’une part les ingénieurs, qui ont besoin de connaître les technologies utilisées dans l’entreprise, et d’autre part des codeurs qui plancheront sur la recherche et le développement. “Nous avons l’opportunité de créer de l’emploi pour des gens qui n’ont pas de diplôme ni de formation”, pointe Fabrice Brion.

La formation, c’est justement un des autres objectifs du pôle multi-fonctionnel E6K, accolé à A6K. Toute une série d’acteurs de la formation sont rassemblés dans les lieux. L’ULB et l’UMons y organisent des cours pour les bacheliers en sciences de l’ingénieur. On y retrouve aussi BeCode, l’IFAPME, Technofutur TIC... Actuellement séparés dans une aile distincte du bâtiment, ils seront bientôt rapprochés des modules de bureaux des start-up et des entreprises. La deuxième phase des travaux prévoit en effet la création d’un Open Learning Lab, intégré dans le hall principal. L’idée n’est pas de fusionner ces différents opérateurs de formation mais de les rapprocher pour les inciter à collaborer.

“Cela va nous obliger à travailler en complémentarité plutôt qu’en concurrence”, affirme Yvan Huque, responsable de Technofutur TIC. Pour une fois, plutôt que de rajouter une couche de lasagne aux opérateurs existants, un certain processus de rationalisation semble en cours. Comme tout est rassemblé en un même lieu, les formations qui doublonnent sont beaucoup plus faciles à repérer. Le pari d’E6K (le pendant formation d’A6K) est de tordre un peu le bras des opérateurs de formation pour qu’ils développent des offres spécifiques et complémentaires. L’autre avantage d’un rassemblement sous une même coupole est la lisibilité pour les différents publics qui cherchent à se former, et qui peinent parfois à s’y retrouver dans la myriade d’acteurs publics et privés actifs dans le secteur.

Un nouveau lab 5G

Dernier étage de la fusée A6K: la plateforme veut devenir un lieu d’expérimentation des nouvelles technologies industrielles. Ça commence cette semaine avec l’inauguration d’un lab 5G que nous avons eu l’occasion de visiter. Proximus a installé aux quatre coins du bâtiment son matériel pour permettre aux entreprises qui le souhaitent d’expérimenter le nouvel internet mobile ultra-rapide, dont les principaux débouchés sont attendus dans le secteur industriel. “La thématique 5G est assez fédératrice”, explique Marc Bekemans. Le responsable de l’innovation chez Thales Alenia Space coordonne aujourd’hui les activités technologiques d’A6K. “Mon job est de trouver des centres d’intérêt technologiques partagés entre les membres d’A6K afin de mettre en place des projets qui déboucheront sur des infrastructures matérielles communes.” L’idée est d’installer chez A6K des infrastructures qui pourront être utilisées par tous les acteurs intéressés. C’est ainsi qu’on retrouvera le supercalculateur wallon, un ordinateur surpuissant dont le développement est assuré par le centre de recherche aéronautique Cenaero, pour un montant de 10 millions d’euros. “Ici, on développe une sorte de Disneyland de l’équipement industriel”, s’emballe Abd-Samad Habbachi.

Toutes ces initiatives doivent contribuer au redémarrage d’une région en panne d’essence depuis pas mal d’années. Mais le responsable des lieux insiste: ce n’est pas un projet local. “L’objectif est qu’A6K devienne une marque reconnue sur la carte européenne comme centre d’incubation, d’éducation et d’innovation technologique.”

Pour y arriver, la plateforme a décroché un joli chèque de 87 millions d’euros via le plan de relance. Le montant sera investi dans les infrastructures (pour deux tiers) et dans les activités (pour un tiers), au cours des cinq prochaines années. L’ambition d’A6K est d’agrandir sa surface en bord de Sambre pour atteindre un total de 30.000 m2 d’ici août 2026.

I-Care ouvre une académie de formation Gilles Quoistiaux Journaliste Trends-Tendances ✓ 4x magazine Trends-Tendances dans votre boîte aux lettres ✓ 30 jours d'accès gratuit à la version numérique de Trends-Tendances et de 30 autres magazines ✓ Invitez 2 membres de votre famille à lire gratuitement 30 magazines numériques ✓ Cette offre prend fin automatiquement après 30 jours

 trends.levif.be/economie - 28 Oct. 2021

La société wallonne, qui embauche à tour de bras, veut former jusqu'à 200 personnes par an. Son académie s'installe à Charleroi, dans le pôle d'innovation et de formation techno-industrielle A6K-E6K.

I-Care est une entreprise en fort développement, qui engage à tour de bras. Au cours des cinq derniers mois, la société wallonne, spécialisée dans la maintenance prédictive, embauchait à un rythme d'une personne par jour ! Pour préparer idéalement ses nouveaux co...

I-Care est une entreprise en fort développement, qui engage à tour de bras. Au cours des cinq derniers mois, la société wallonne, spécialisée dans la maintenance prédictive, embauchait à un rythme d'une personne par jour ! Pour préparer idéalement ses nouveaux collaborateurs à leur futur job, le CEO Fabrice Brion a décidé de créer une "I-Care Academy". Financée sur fonds propres, éventuellement complétés par certains subsides, cette académie pourrait former jusqu'à 200 personnes par an aux métiers exercés chez I-Care. La formation vise d'une part les ingénieurs, qui ont besoin de connaître les technologies utilisées dans l'entreprise, et d'autre part des codeurs qui plancheront sur la recherche et le développement. "Nous avons l'opportunité de créer de l'emploi pour des gens qui n'ont pas de diplôme ni de formation", pointe Fabrice Brion. La "I-Care Academy" s'installe à Charleroi, en bord de Sambre, dans les locaux de l'ambitieuse plateforme A6K-E6K. Ce pôle techno-industriel, qui rassemble des grandes entreprises, des start-up et des opérateurs de formation, veut devenir un hub d'innovation et de formation aux métiers du futur. I-Care y possède une antenne et pérennise donc son ancrage avec la création de sa propre académie.

<http://trends.levif.be/economie/high-tech/i-care-ouvre-une-academie-de-formation/article-news-1484789.html>

Voici les 5 nommés pour le prix de l'Entreprise de l'année



Qui succèdera à I-care pour la 26e édition du prix de l'Entreprise de l'année? Réponse le 6 décembre prochain lors d'une cérémonie au Heysel.

Analís (Suarlée), **G. Moury** (Ans), **Goumanisto** (Andenne), **Iris** (Evere) et **Odoo** (Grand-Rosière) **sont les finalistes** de la 26^e édition du prix de **l'Entreprise de l'année**, a annoncé, ce lundi, EY, qui organise ce prix en collaboration avec L'Echo et BNP Paribas Fortis.

Les cinq entreprises ont été sélectionnées par EY sur base de certains **critères**, comme la **croissance** et les **résultats financiers** de la société, la **volonté d'entreprendre**, l'**innovation**, l'**internationalisation** et **une gestion exemplaire** de l'entreprise. La taille et le chiffre d'affaires jouent également un rôle, mais dans une moindre mesure.

Des exemples pour le monde des affaires belge

"Ce sont toutes des entreprises qui, chacune dans leur domaine et leur expertise, **sont un exemple pour le monde des affaires belge**", souligne Marie-Laure Moreau, associée chez EY et responsable pour le marché francophone, citée dans un communiqué.

"Les entreprises belges ont été confrontées à des défis sans précédent au cours de l'année et demie écoulée. La persévérance et la flexibilité dont ont fait preuve Analís, G. Moury, Goumanisto, Iris et Odoo ont largement mérité leur nomination au titre de "l'Entreprise de l'Année" 2021", précise-t-elle encore.

Le **jury** de professionnels, constitué "de l'élite du monde entrepreneurial et académique belge", sera **présidé à nouveau par Laurent Levaux** et élira le **successeur d'I-care**, **lauréat de "l'Entreprise de l'Année" 2020**, le lundi 6 décembre 2021 au Heysel.

Analisis, G.Moury, Goumanisto, Iris et Odoo nominées pour le prix de l'Entreprise de l'année

Analisis (Suarlée), G. Moury (Ans), Goumanisto (Andenne), Iris (Evere) et Odoo (Grand-Rosière) sont les cinq entreprises finalistes de la 26e édition du prix de "l'Entreprise de l'année", a annoncé lundi EY, qui organise ce prix en collaboration avec L'Echo et BNP Paribas Fortis. Analisis (Suarlée), G. Moury (Ans), Goumanisto (Andenne), Iris (Evere) et Odoo (Grand-Rosière) sont les cinq entreprises finalistes de la 26e édition du prix de "l'Entreprise de l'année", a annoncé lundi EY, qui organise ce prix en collaboration avec L'Echo et BNP Paribas Fortis.

Par la rédaction

Les finalistes nominés ont été sélectionnés par EY sur base de certains critères comme la croissance et les résultats financiers de la société, la volonté d'entreprendre, l'innovation, l'internationalisation, et une gestion exemplaire de l'entreprise. La taille et le chiffre d'affaires jouent également un rôle mais dans une moindre mesure.

"Ce sont toutes des entreprises qui, chacune dans leur domaine et leur expertise, sont un exemple pour le monde des affaires belge", souligne Marie-Laure Moreau, associée chez EY et responsable pour le marché francophone, citée dans un communiqué.

Le jury de professionnels, constitué "de l'élite du monde entrepreneurial et académique belge", sera présidé par Laurent Levaux et élira le successeur d'I-care, lauréat de "l'Entreprise de l'Année" 2020, le lundi 6 décembre 2021 au Heysel.

Du côté flamand, ce sont les entreprises Aertssen Group (Stabroek), Cegeka (Hasselt), Destiny (Zaventem) et Heylen Group (Herentals) qui ont été nominées.

Par la rédaction

Les finalistes nominés ont été sélectionnés par EY sur base de certains critères comme la croissance et les résultats financiers de la société, la volonté d'entreprendre, l'innovation, l'internationalisation, et une gestion exemplaire de l'entreprise. La taille et le chiffre d'affaires jouent également un rôle mais dans une moindre mesure.

"Ce sont toutes des entreprises qui, chacune dans leur domaine et leur expertise, sont un exemple pour le monde des affaires belge", souligne Marie-Laure Moreau, associée chez EY et responsable pour le marché francophone, citée dans un communiqué.

Le jury de professionnels, constitué "de l'élite du monde entrepreneurial et académique belge", sera présidé par Laurent Levaux et élira le successeur d'I-care, lauréat de "l'Entreprise de l'Année" 2020, le lundi 6 décembre 2021 au Heysel.

Du côté flamand, ce sont les entreprises Aertssen Group (Stabroek), Cegeka (Hasselt), Destiny (Zaventem) et Heylen Group (Herentals) qui ont été nominées.

Et si la crise était une chance?



Trends/Tendances - 14 Oct. 2021

Page 20

* Trends/Tendances : Trends/Tendances

“Nous sommes en guerre.” Le choc provoqué par la pandémie a souvent été comparé à celui d’un grand conflit, avec son cortège de décès, de faillites, de dépressions. Mais l’après-coronavirus pourrait donc ressembler à l’après-guerre. Et cela, c’est bien plus positif.

Il y a deux ans, le spécialiste belge du vélo connecté Cowboy n’aurait jamais pensé attaquer le marché américain car on vendait dans tous les “States” moins de bicyclettes que dans le Benelux. Mais voilà, avec le covid, les choses ont changé, les aides publiques à l’achat de vélos électriques se sont multipliées. Cowboy désire donc désormais entrer dans ce marché américain qui d’ici 2025, représentera 4 milliards de dollars!

“Le coronavirus est une opportunité, rappelle le secrétaire d’Etat à la relance Thomas Dermine en présentant son plan. C’est la première fois que nous faisons l’expérience dans notre chair, nos vies familiales, nos vies professionnelles, d’un événement externe qui change notre façon de voir le monde.” La crise a fait bouger les lignes car on a tous ressenti le besoin de faire redémarrer l’économie autrement: avec la digitalisation et la décarbonation de l’économie, de vastes chantiers se sont ouverts, des nouveaux business et de nouveaux modèles apparaissent, aidés par d’énormes plans d’investissements et un changement de mentalité.

Quelqu’un qui a très bien décrit ce bouleversement est l’essayiste et journaliste Martial You (lire son interview ci-après): “Jamais, dit-il, tant de milliards n’auront été adossés à une telle mutation technologique pour nous propulser dans le monde d’après. Un monde meurt à l’instant où un autre, qui bourgeonnait, est sur le point d’éclore”.

La Belgique pionnière de l’e-santé

Des bourgeons apparaissent partout: dans l’énergie verte, la sidérurgie, la construction, l’organisation du travail, l’enseignement, et même la santé.

Dans ce dernier secteur, l’incubateur bruxellois de start-up médicales E-Health Venture est en première ligne pour percevoir ces changements. Celui-ci voulait au départ mettre en place un modèle qui fonctionne très bien en Israël. “Aider les hôpitaux à développer leurs idées digitales et les commercialiser, explique Marius Declerck, responsable des opérations d’E-Health Venture. Nous étions prêts à nous lancer mais avec la crise sanitaire, les hôpitaux se sont repliés sur leurs activités prioritaires. Cela a retardé notre départ et nous le ressentons encore aujourd’hui. En revanche, la digitalisation de la santé, qui est le domaine dans lequel nous sommes, offre des opportunités immenses dans le futur. On voit des entreprises comme Proximus ou Vodaphone mettre la santé en haut de leur agenda.”

Notre pays est devenu un pionnier dans l’e-santé, comme en témoigne le nouveau règlement Inami annoncé au début de cette année. Avec le covid, la loi a autorisé le remboursement temporaire des téléconsultations. Mais depuis le mois de janvier, elle prévoit la possibilité de rembourser des services de télémédecine, y compris l’achat d’applications mobiles. C’était la dernière brique de la plateforme belge des applications mobiles de santé (mHealthBelgium) créée en 2018. Elle est gérée par la Fédération belge de l’industrie des technologies médicales (beMedTech) et la Fédération belge des entreprises technologiques (Agoria). Pour être remboursées, les applications devront franchir trois niveaux successifs. Et cela peut aller vite car aujourd’hui, on compte une quinzaine d’applications au premier niveau, et quelques-unes déjà au deuxième. “Cette nouvelle réglementation de l’Inami est une étape majeure, se réjouit Marius Declerck. Les valorisations des entreprises qui ont atteint ce troisième niveau aux Etats-Unis ou en Israël sont monstrueuses”.

L’urgence climatique

Cette émergence d’un nouveau monde est soutenue par un déversement d’argent public comme jamais on l’avait vu auparavant. “Pour résister à l’effondrement économique, en un an, les banques centrales du monde entier ont conçu ex nihilo 10.000 milliards de dollars d’argent nouveau”, rappelle Martial You.

Il ne s’agit pas seulement de subsidier des activités à l’arrêt mais de faire rebondir l’économie: le plan de relance européen s’élève à 750 milliards d’euros (390 milliards de subventions, 360 milliards de prêts). La Belgique recevra un peu moins de 6 milliards qui viendront financer 85 projets d’investissement et 36 projets de réformes.

A côté de cette manne européenne, chaque Etat ajoutera aussi sa contribution. Pour l’économie wallonne, par exemple, cela signifie une injection d’argent de 7,6 milliards, dont une partie a été naturellement réorientée pour reconstruire une région dévastée par les inondations de juillet. Et nos voisins en font autant. Le plan de relance allemand pèse 130 milliards, le plan français 100 milliards. Et l’on ne parle ici que de l’argent public.

Parallèlement, les marchés financiers se sont eux aussi mis au vert. En tout, le marché des green bonds dépasse déjà le trillion de dollars, et ce n'est qu'un début.

En Europe, mais aussi en Chine et aux Etats-Unis, les autorités ont donc appuyé sur l'accélérateur en fixant l'ambitieux mais indispensable objectif d'atteindre une neutralité carbone en 2050. Ce qui a profondément modifié la dynamique dans tous les secteurs émetteurs de CO2. Car tout va très vite: en septembre, Volvo a reçu de la part du consortium suédois Hybrit la toute première livraison d'acier "décarboné", fabriqué sans coke et sans énergie fossile, à base d'hydrogène vert (c'est-à-dire obtenu à partir d'électricité renouvelable).

Leader dans l'hydrogène

Or, comme dans l'e-santé, notre pays a une formidable carte à jouer dans l'hydrogène. La Belgique fait partie du top 10 mondial dans les capacités planifiées d'hydrogène vert, ce qui lui permet de construire des projets leaders. Voici un an, une dizaine de partenaires publics et privés (on y trouve Fluxys, Engie, ArcelorMittal...) ont lancé North-C-Methanol, la plus grande installation de conversion de l'hydrogène en méthanol renouvelable au monde. L'objectif: réduire les émissions de CO2 de 140.000 tonnes et produire 44.000 tonnes de méthanol vert par an. Ce gaz sera utilisé dans l'industrie chimique locale, l'industrie des énergies renouvelables ou comme carburant pour les navires et les trains.

Autre exemple de leadership belge: John Cockerill. Le groupe liégeois se positionne comme un acteur majeur dans la fabrication d'électrolyseurs géants, qui permettent de fabriquer de l'hydrogène à partir de l'eau, avec des centaines d'emplois à la clé.

"Les projets abondent, note Cédric Brüll, le directeur du cluster Tweed qui rassemble plus d'une centaine d'entreprises wallonnes actives dans le secteur de l'énergie durable. Hayrport, le projet qui vise à produire et distribuer de l'hydrogène sur le site de l'aéroport de Liège, a été validé par le gouvernement wallon. Il y a un appel à projet de 50 millions sur l'industrie bas carbone, sur la mobilité hydrogène et la production locale d'hydrogène via électrolyse. Nous attendons un appel pour le réseau de bornes électriques en Wallonie."

Lancement d'une foule de start-up

Et quand il n'est pas possible d'éliminer le carbone du processus de production, on le "défossilise". On fait en sorte que la source du carbone ne soit plus dans l'énergie fossile et l'on emprisonne ce carbone dans un processus de production circulaire. Carmeuse, John Cockerill et Engie ont ainsi mis au point au point un système qui capture le CO2 émis par les fours à chaux pour l'associer à de l'hydrogène et produire un gaz. Le processus débutera dès l'an prochain.

"Les réglementations vont devenir contraignantes, les entreprises doivent bouger. Les grands industriels sont en train de mettre en place des plans très ambitieux de réduction de carbone car payer 100 à 150 euros la tonne de CO2 pour produire le futur ciment, le futur engrais, etc., cela pose des questions. De rentabilité mais aussi de capacités financières", ajoute Cédric Brüll. Les anciens modèles d'affaires se périment à grande vitesse.

Ce contexte favorise le lancement d'une foule de start-up, dans tous les domaines, afin d'aider à produire de manière efficiente et durable. Quand on feuillette les journaux de ces dernières semaines, on voit que dans le textile, Resortec, une start-up belge, lance une technique de désassemblage de vêtements qui va permettre de recycler bien plus facilement ceux-ci. Dans l'immobilier, Besix Proximus et i.Leco créent une plateforme (Aug.e) qui doit améliorer la performance énergétique et l'impact environnemental des bâtiments. Toujours dans l'immobilier, une autre start-up, Ark Habitat, vise à robotiser le processus de construction afin d'éviter de gaspiller du matériel et de le rendre plus efficient. Le domaine de la proptech (de la construction et de la gestion immobilière intelligente) est en effervescence. Noshq et de Finance&invest.brussels ont d'ailleurs lancé récemment un fonds, Rise PropTech, pour aider au développement de ces nouveaux métiers.

Economie 4.0

Cette révolution industrielle n'est pas uniquement dictée par la crise climatique. Elle est également poussée par l'accélération de la digitalisation, la 5G, l'intelligence artificielle... Bref, ce qu'on appelle l'industrie 4.0.

L'activité de l'entreprise montoise I-care, qui a développé une plateforme permettant aux entreprises de faire de la maintenance prédictive, en est un exemple frappant. "La crise pour nous a été un stress test, affirme Fabrice Brion, le fondateur et CEO d'I-care. Depuis des années, nous disions à nos clients qu'ils n'étaient pas obligés d'arrêter leurs machines pour effectuer leur maintenance. Nous pouvions mesurer une série de paramètres pendant qu'elles fonctionnaient et dire quand les arrêter et les réparer. Mais les clients ne nous croyaient pas toujours. Or, avec la crise, ils ont été obligés de continuer à livrer médicaments, produits alimentaires, vêtements, papier hygiénique. Les machines ne pouvaient pas s'arrêter. Et les entreprises qui effectuaient auparavant une maintenance classique sur site en arrêtant la production sont venues nous trouver en nous demandant si nous pouvions les aider à maîtriser les risques dans cette situation. Les clients qui ont franchi le pas ne reviendront pas en arrière." Fabrice Brion observe que la dynamique de son entreprise en a profité: "Notre objectif de croissance est d'atteindre 25% par an. Nous l'avons maintenu l'an dernier, et cette année, nous atteignons 37%. Nous voulons multiplier notre taille par cinq dans les cinq prochaines années".

Comme dans les années 1930

Du côté de la distribution aussi, "le secteur connaît une modification comme il n'en avait plus connu depuis 1930 et l'arrivée des supermarchés, observe le CEO de Comeos, Dominique Michel, dans La Libre . La crise du covid a accéléré ce mouvement du numérique de façon exceptionnelle. Les plateformes, essentiellement celles détenues par des géants comme Amazon et Alibaba, ont multiplié par trois leurs chiffres d'affaires durant la pandémie. Aujourd'hui, une paire de chaussures sur deux est achetée en ligne."

Notre pays a parfois du mal à adapter ses réglementations pour suivre la tendance: la moitié des commandes en ligne passées par les Belges sont préparées à l'étranger. Mais certaines sociétés belges sont bien "dans le vent", tel le magasin bio en ligne Kazidomi. "Les gens se sont davantage tournés vers l'e-commerce et vers le secteur des produits sains dans lequel nous nous positionnons, explique sa CEO et fondatrice Emna Everard. Nous avons observé des réactions très fortes des consommateurs au moment des annonces de confinement en Belgique et en France. Nous avons triplé nos ventes lors du premier confinement, et ce soutien a duré toute l'année. Aujourd'hui, avec les réouvertures des restaurants, les chiffres de croissance sont retombés. Mais les habitudes de consommation resteront différentes: davantage de gens se sont habitués à commander en ligne." Kazidomi poursuit son chemin ambitieux. "Avant, nous avions des plans de développement à l'international, d'expansion du catalogue et de la marque, des projets d'automatisation... Le covid les a accélérés mais n'a pas redéfini ces projets. Nous avons sans doute gagné une ou deux années en termes de revenus. Mais si le covid a multiplié les volumes, il nous a aussi obligés à recruter plus rapidement, à prendre davantage d'intérim et le coût des matières premières a augmenté." Dès lors, les objectifs de Kazidomi ne bougent pas "Nous devrions devenir bénéficiaires fin 2022", confirme Emna Everard.

Tous au télétravail?

Que l'on travaille dans l'industrie, le commerce ou l'assurance, la crise a également profondément changé l'organisation du travail. Beaucoup d'entreprises rétives au télétravail ont abandonné leurs réserves. Aux Etats-Unis, PwC, un des big four de la consultance, accepte désormais que tous ses employés télétravaillent. Des managers qui effectuaient des "one day trips" ont remplacé ceux-ci par des réunions Team, Zoom, Skype, etc.

Cela dope évidemment la demande de télé-services. Myskillcamp, la jeune société tournaisienne spécialisée dans la formation à distance, a vu ses revenus tripler en 2020 et cherche à étendre son marché, notamment au Royaume-Uni. Myskillcamp a attiré des investisseurs comme Riverside et Mediahuis dans une levée de fonds de 12 millions d'euros qui va lui permettre d'engager 80 personnes de plus.

Mais il n'y a pas que la formation en entreprises. L'école frémit aussi sur ses bases. Les confinements ont forcé les classes à se digitaliser. "Des professeurs se sont révélés au travers de leurs initiatives et de leur imagination pour mettre en place des méthodes innovantes d'enseignement", note Martial You. On observe que finalement, l'enseignement à distance permet à la fois de toucher facilement des élèves qui devaient faire des kilomètres pour atteindre leur école, et de faire accéder au plus grand nombre l'enseignement des meilleurs professeurs. Allez faire un tour sur YouTube et vous verrez des merveilles de petites leçons de maths, de physique, de littérature, d'anglais. Pourquoi ne pas les généraliser, ce qui donnerait une prime aux bons professeurs?

La crise a été une catastrophe, humaine et économique. Mais l'après-crise est en train d'insuffler un nouvel élan. Et c'est en cela que l'on peut dire qu'elle est une chance. Beaucoup, déjà, l'ont saisie à pleines mains.

Pierre-Henri Thomas

Tournée libérale de G-L Bouchez et E. Lachaert ...



Sud Presse - 11 oct. 2021

Page 8,9

* Sud Presse : La Province

Les présidents du MR et de l'Open VLD, Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert, continuent ensemble leur tournée libérale. Ils étaient à Mons ce jeudi, accompagnés de Jacqueline Galant, députée-bourgmestre de Jurbise. Les deux présidents...

Les présidents du MR et de l'Open VLD, Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert, continuent ensemble leur tournée libérale. Ils étaient à Mons ce jeudi, accompagnés de Jacqueline Galant, députée-bourgmestre de Jurbise.

Les deux présidents ont commencé par un hommage à Roger De Looze sur la place qui lui est consacrée. Ce libéral fut conseiller communal de Mons, député et ministre sous-secrétaire d'État à l'Énergie à la fin des années 1950.

Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert ont ensuite continué leur visite sur la Grand-Place de Mons, accompagnés de Jacqueline Galant, pour évoquer les actions libérales au sein de la commune montoise. Accompagnés de Denis Ducarme, les présidents de parti devaient terminer leur tournée par la visite d'I-care à Mons, élue entreprise wallonne de l'année, spécialisée dans la maintenance prédictive et la fiabilité. Pour rappel, cette entreprise emploie plus de 500 collaborateurs et engage une personne par jour ouvrable depuis le 1^{er} juillet dernier.

MONS

Tournée libérale de G-L Bouchez et E. Lachaert

Les présidents du MR et de l'Open VLD, Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert, continuent ensemble leur tournée libérale. Ils étaient à Mons ce jeudi, accompagnés de Jacqueline Galant, députée-bourgmestre de Jurbise.

Les deux présidents ont commencé par un hommage à Roger De Looze sur la place qui lui est consacrée. Ce libéral fut conseiller communal de Mons, député et ministre sous-secrétaire d'État à l'Energie à la fin des années 1950.

Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert ont ensuite continué leur visite sur la Grand-Place de Mons, accompagnés de Jacqueline Galant, pour évoquer les actions libérales au sein de la commune montoise. Accompagnés de Denis Ducarme, les présidents de parti



G-L. Bouchez - E. Lachaert. © E.G.

devaient terminer leur tournée par la visite d'I-care à Mons, élue entreprise wallonne de l'année, spécialisée dans la maintenance prédictive et la fiabilité.

Pour rappel, cette entreprise emploie plus de 500 collaborateurs et engage une personne par jour ouvrable depuis le 1^{er} juillet dernier. ●



La Province 11/10/2021, pages 8 & 9
Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de La Province



D'entrepreneur à entrepreneur: des mentors pour favoriser la croissance

 Le Vif - 08 oct. 2021

Lancé en août 2020 par la Région wallonne, le mentorat entrepreneurial vise à associer sur une période de 12 à 18 mois des entrepreneurs chevronnés et des jeunes entrepreneurs qui nourrissent l'ambition et le désir de faire croître leur entreprise. Un an plus tard, force est de constater que la sauce a pris. On recense ainsi déjà 18 binômes avec la perspective d'en compter 25 à la fin de cette année. Après quelques mois chahutés par la crise sanitaire, nombre de mentors et mentorés se sont retrouvés pour un premier jeudi - soit un jeudi qui prend déjà des allures de vendredi - au siège de la Sowalfin. L'idée étant d'organiser ces réunions en présentiel trois à quatre fois par an. L'occasion d'échanger les expériences et de tirer un premier bilan de cette initiative soutenue par le ministre de l'Economie Willy Borsus.

Nous pouvons nous appuyer sur un vivier d'une cinquantaine de mentors prêts à s'engager à court, moyen et plus long terme selon les disponibilités."

Briser la solitude de l'entrepreneur

L'offre de mentorat entrepreneurial s'adresse aux entreprises en croissance tant du côté du mentor que du mentoré. Pour le premier, le profil demandé est celui d'entrepreneur fondateur ou repreneur, actionnaire majoritaire, décideur et qui peut exciper d'une longue expérience d'entrepreneur. Pour le second, il faut que son entreprise, située en Wallonie, emploie au moins une dizaine d'ETP, réalise un chiffre d'affaires minimum de 500.000 euros et existe depuis plus de trois ans. En outre, le mentoré doit avoir l'envie de se faire challenger et être capable de se remettre en question. "Avec cette initiative, il s'agit de briser la solitude de l'entrepreneur, explique Karl Adams, membre du comité de direction de la Sowalfin. Le mentor n'est pas un consultant, il apprend également de son mentoré. Au-delà de la partie tangible et objective qui constitue le point de départ, un bon feeling et une bonne relation interpersonnelle sont indispensables. Se sont déjà constitués depuis un an une vingtaine de binômes et nous pouvons nous appuyer sur un vivier d'une cinquantaine de mentors prêts à s'engager à court, moyen et plus long terme selon les disponibilités."

Voyons en pratique comment fonctionne ce dispositif. Dans un premier temps, les partenaires (Réseau Entreprendre Wallonie, CCI et Sowalfin) identifient, en s'appuyant sur leur connaissance des entrepreneurs de leurs territoires, les mentors potentiels. Ils les rencontrent afin de s'assurer de leur engagement et du respect de la posture et des valeurs du mentorat. Dans un second temps, un comité de sélection est organisé tous les trimestres, et davantage si nécessaire. Les candidats mentorés présentent leur entreprise, leurs objectifs de développement et leur motivation à solliciter un mentor. Le comité évalue alors le mentoré, ses besoins, sa personnalité et sollicite un mentor dont le profil lui semble adéquat. Les partenaires proposent ensuite au mentor et au mentoré de se rencontrer pour voir si "le courant passe" entre eux. Si c'est le cas, ils signent ensemble une charte d'engagement avant de commencer leurs rencontres. Si ce n'est pas le cas, les partenaires proposent un autre matching. Chaque binôme s'engage à se rencontrer au moins une fois par mois. Leurs échanges restent confidentiels. A ce stade de la relation, les partenaires veillent à ce que les rencontres aient lieu, à évaluer la satisfaction de chacun, à proposer des expertises si des besoins spécifiques sont identifiés et à organiser la dynamique de la communauté.

Enrichissement mutuel

Les premiers résultats engrangés sont prometteurs et les binômes fonctionnent pour certains depuis quelques mois, pour d'autres depuis quelques semaines. La relation qui s'est nouée au fil des rencontres ravit les deux parties, chacune ayant ses motivations. Ainsi, Francis Blake, président de la société familiale Derbigum/Imperbel, décrit son engagement dans ce projet en tant que mentor: "A 24 ans, j'ai pris la tête de l'entreprise qui comptait alors 60 personnes - contre 350 aujourd'hui - qui toutes ou presque étaient plus âgées. Bien plus tard, deux choses m'ont frappé. D'abord, l'ensemble des gens de ma génération étaient confrontés aux mêmes problèmes et ensuite, deux, trois personnes clés m'ont parlé et m'ont fait grandir. Elles n'avaient aucun intérêt à me dire que j'étais bon comme les consultants sont amenés à le faire. Or, quand on débute, on est confronté à beaucoup d'interrogations et on doit faire semblant de tout savoir. Un conseil d'administration ne fait pas longtemps confiance à un jeune dirigeant qui doute." Il accompagne Céline Roisin, fondatrice en 2016 de Sol-Ex, bureau d'expertise en pollution des sols. "Avec Céline, nous marchons et nous discutons de toutes sortes de choses, parfois plus techniques mais pas seulement. C'est un enrichissement mutuel."

On pousse les jeunes à se lancer et c'est très bien mais il faut conserver à l'esprit qu'être entrepreneur nécessite de multiples compétences."

Même son de cloche du côté des mentorés, comme l'illustre Jean-François Dalemans, administrateur délégué de la société familiale Dalemans active dans la détection de gaz, qui chemine en compagnie de Jean-Noël Tilman, administrateur délégué de Tilman, leader belge dans le domaine de la phytothérapie. "L'entreprise connaît actuellement une forte croissance, commente Jean-François Dalemans. Et cela amène beaucoup de questionnements, non seulement sur le plan professionnel mais également privé avec le rôle de la famille et de la compagne. Sur ce plan, Jean-Noël Tilman m'a considérablement aidé grâce à sa forte expérience. Nous sommes dans une démarche de partage et d'écoute avec des échanges aussi plus pratiques et plus techniques.

C'est un sparring partner idéal en toute confidentialité."

Tinder pour entrepreneurs

Un bel exemple de binôme nous est fourni par Fabrice Brion et Julien Theys. Le premier a fondé avec Arnaud Stievenart I-care, une société active dans la maintenance prédictive et la fiabilisation d'équipements industriels. Le second est managing partner d'Agilytic, qui aide les organisations à atteindre leurs objectifs grâce à une meilleure utilisation des données. "C'est avec Fabrice que j'avais le plus d'atomes crochus, note Julien Theys. Le fait que nous soyons tous deux actifs dans des domaines plus analytiques, intangibles, a certainement joué. Par ailleurs, I-care est une entreprise qui est un modèle ." Fabrice Brion, confirme: "Ces rencontres sont comme des speed datings . C'est un peu un Tinder pour entrepreneurs. Dès notre premier contact, le courant est passé". Favoriser la croissance des PME est l'objectif clairement affiché du mentorat entrepreneurial. Autant dire que Julien Theys a frappé à la bonne porte avec Fabrice Brion qui nous indique qu'"entre le 1er juillet et le 10 septembre, son entreprise a engagé 44 nouveaux collaborateurs, ce qui porte le total de l'effectif à plus de 550 personnes".

Les conseils d'un entrepreneur qui est déjà passé par différents stades de la croissance nous sont extrêmement précieux."

"Entre la création d'Agilytic et aujourd'hui, nous sommes passés de trois personnes à une vingtaine, confie Julien Theys. Mais doubler le personnel nécessite une autre approche, ne serait-ce qu'en termes d'organisation. Comme Fabrice Brion est passé par là, ses conseils nous sont extrêmement précieux. Nous nous posons beaucoup de questions par rapport à la croissance : comment mobiliser les équipes, comment conserver les bonnes pratiques, quels sont les défis à relever, les erreurs à éviter, etc." De ce point de vue et d'autres, le CEO d'I-care peut apporter des conseils avisés, reconnaissant lui-même qu'il a commis des erreurs, notamment celle de ne pas avoir été plus vite sur le marché américain. "L'entrepreneuriat a le vent en poupe, intervient-il. On pousse les jeunes à se lancer, et c'est très bien, mais il faut conserver à l'esprit qu'être entrepreneur nécessite de multiples compétences. Par exemple, un entrepreneur passe beaucoup de temps à devoir régler des petits problèmes qui ne sont pas directement liés à son activité. C'est surtout le cas quand on débute."

Les mentors de demain

Le mentoré trouve auprès du mentor une écoute et surtout une compréhension, tous deux étant entrepreneurs. Grâce au mentor, il peut également prendre du recul et dédramatiser. D'autant que son entreprise traverse souvent dans sa croissance, comme dit Fabrice Brion, "une période adolescente" qui peut-être turbulente et qu'il faut dépasser avec une organisation, voire un business model , repensés. Le fait que le mentor ait déjà emprunté le chemin de la croissance peut éclairer de quelques conseils avisés celui que le mentoré a décidé de suivre, lui évitant au passage de trébucher sur certains écueils. Mais la relation n'est pas à sens unique et le mentoré apporte également au mentor de nouvelles pistes de réflexion et d'innovation. Pour le coup, un véritable win-win

Laissons le mot de la fin à un partenaire en la personne de Pascal Van Dieren, représentant la CCILVN: "Je pointe quatre caractéristiques que l'on retrouve chez nos binômes. D'abord, une relation authentique , vraie et gratuite entre mentor et mentoré. Ensuite, il y a une ambition partagée pour la croissance. Troisièmement, on constate qu'il y a une chouette énergie , une sagesse bleue associée à une fougue rouge. Enfin, dernier point et non des moindres, c'est un mouvement perpétuel qui a été enclenché. Les mentorés d'aujourd'hui sont les mentors de demain

<http://trends.levif.be/economie/entreprises/d-entrepreneur-a-entrepreneur-des-mentors-pour-favoriser-la-croissance/article-normal-1476593.html>

D'entrepreneur à entrepreneur



Trends/Tendances - 07 oct. 2021

Page 56

* Trends/Tendances : Trends/Tendances



Lancé en août 2020 par la Région wallonne, le mentorat entrepreneurial vise à associer sur une période de 12 à 18 mois des entrepreneurs chevronnés et des jeunes entrepreneurs qui nourrissent l'ambition et le désir de faire croître leur entreprise. Un an plus tard, force est de constater que la sauce a pris. On recense ainsi déjà 18 binômes avec la perspective d'en compter 25 à la fin de cette année. Après quelques mois chahutés par la crise sanitaire, nombre de mentors et mentorés se sont retrouvés pour un premier jeudi – soit un jeudi qui prend déjà des allures de vendredi – au siège de la Sowalfin. L'idée étant d'organiser ces réunions en présentiel trois à quatre fois par an. L'occasion d'échanger les expériences et de tirer un premier bilan de cette initiative soutenue par le ministre de l'Economie Willy Borsus.

Briser la solitude de l'entrepreneur

L'offre de mentorat entrepreneurial s'adresse aux entreprises en croissance tant du côté du mentor que du mentoré. Pour le premier, le profil demandé est celui d'entrepreneur fondateur ou repreneur, actionnaire majoritaire, décideur et qui peut exciper d'une longue expérience d'entrepreneur. Pour le second, il faut que son entreprise, située en Wallonie, emploie au moins une dizaine d'ETP, réalise un chiffre d'affaires minimum de 500.000 euros et existe depuis plus de trois ans. En outre, le mentoré doit avoir l'envie de se faire challenger et être capable de se remettre en question. "Avec cette initiative, il s'agit de briser la solitude de l'entrepreneur, explique Karl Adams, membre du comité de direction de la Sowalfin. Le mentor n'est pas un consultant, il apprend également de son mentoré. Au-delà de la partie tangible et objective qui constitue le point de départ, un bon feeling et une bonne relation interpersonnelle sont indispensables. Se sont déjà constitués depuis un an une vingtaine de binômes et nous pouvons nous appuyer sur un vivier d'une cinquantaine de mentors prêts à s'engager à court, moyen et plus long terme selon les disponibilités."

Voyons en pratique comment fonctionne ce dispositif. Dans un premier temps, les partenaires (Réseau Entreprendre Wallonie, CCI et Sowalfin) identifient, en s'appuyant sur leur connaissance des entrepreneurs de leurs territoires, les mentors potentiels. Ils les rencontrent afin de s'assurer de leur engagement et du respect de la posture et des valeurs du mentorat. Dans un second temps, un comité de sélection est organisé tous les trimestres, et davantage si nécessaire. Les candidats mentorés présentent leur entreprise, leurs objectifs de développement et leur motivation à solliciter un mentor. Le comité évalue alors le mentoré, ses besoins, sa personnalité et sollicite un mentor dont le profil lui semble adéquat. Les partenaires proposent ensuite au mentor et au mentoré de se rencontrer pour voir si "le courant passe" entre eux. Si c'est le cas, ils signent ensemble une charte d'engagement avant de commencer leurs rencontres. Si ce n'est pas le cas, les partenaires proposent un autre matching. Chaque binôme s'engage à se rencontrer au moins une fois par mois. Leurs échanges restent confidentiels. A ce stade de la relation, les partenaires veillent à ce que les rencontres aient lieu, à évaluer la satisfaction de chacun, à proposer des expertises si des besoins spécifiques sont identifiés et à organiser la dynamique de la communauté.

Enrichissement mutuel

Les premiers résultats engrangés sont prometteurs et les binômes fonctionnent pour certains depuis quelques mois, pour d'autres depuis quelques semaines. La relation qui s'est nouée au fil des rencontres ravit les deux parties, chacune ayant ses motivations. Ainsi, Francis Blake, président de la société familiale Derbigum/Imperbel, décrit son engagement dans ce projet en tant que mentor: "A 24 ans, j'ai pris la tête de l'entreprise qui comptait alors 60 personnes – contre 350 aujourd'hui – qui toutes ou presque étaient plus âgées. Bien plus tard, deux choses m'ont frappé. D'abord, l'ensemble des gens de ma génération étaient confrontés aux mêmes problèmes et ensuite, deux, trois personnes clés m'ont parlé et m'ont fait grandir. Elles n'avaient aucun intérêt à me dire que j'étais bon comme les consultants sont amenés à le faire. Or, quand on débute, on est confronté à beaucoup d'interrogations et on doit faire semblant de tout savoir. Un conseil d'administration ne fait pas longtemps confiance à un jeune dirigeant qui doute." Il accompagne Céline Roisin, fondatrice en 2016 de Sol-Ex, bureau d'expertise en pollution des sols. "Avec Céline, nous marchons et nous discutons de toutes sortes de choses, parfois plus techniques mais pas seulement. C'est un enrichissement mutuel."

Même son de cloche du côté des mentorés, comme l'illustre Jean-François Dalemans, administrateur délégué de la société familiale Dalemans active dans la détection de gaz, qui chemine en compagnie de Jean-Noël Tilman, administrateur délégué de Tilman, leader belge dans le domaine de la phytothérapie. "L'entreprise connaît actuellement une forte croissance, commente Jean-François Dalemans. Et cela amène beaucoup de questionnements, non seulement sur le plan professionnel mais également privé avec le rôle de la famille et de la compagne. Sur ce plan, Jean-Noël Tilman m'a considérablement aidé grâce à sa forte expérience. Nous sommes dans une démarche de partage et d'écoute avec des échanges aussi plus pratiques et plus techniques. C'est un sparring partner idéal en toute confidentialité."

Tinder pour entrepreneurs

Un bel exemple de binôme nous est fourni par Fabrice Brion et Julien Theys. Le premier a fondé avec Arnaud Stievenart I-care, une société active dans la maintenance prédictive et la fiabilisation d'équipements industriels. Le second est managing partner d'Agilytic, qui aide les organisations à atteindre leurs objectifs grâce à une meilleure utilisation des données. "C'est avec Fabrice que j'avais le plus d'atomes crochus, note Julien Theys. Le fait que nous soyons tous deux actifs dans des domaines plus analytiques, intangibles, a certainement joué. Par ailleurs, I-care est une entreprise qui est un modèle." Fabrice Brion, confirme: "Ces rencontres sont comme des speed datings . C'est un peu un Tinder pour entrepreneurs. Dès notre premier contact, le courant est passé". Favoriser la croissance des PME est l'objectif clairement affiché du mentorat entrepreneurial. Autant dire que Julien Theys a frappé à la bonne porte avec Fabrice Brion qui nous indique qu'"entre le 1er juillet et le 10 septembre, son entreprise a engagé 44 nouveaux collaborateurs, ce qui porte le total de l'effectif à plus de 550 personnes".

"Entre la création d'Agilytic et aujourd'hui, nous sommes passés de trois personnes à une vingtaine, confie Julien Theys. Mais doubler le personnel nécessite une autre approche, ne serait-ce qu'en termes d'organisation. Comme Fabrice Brion est passé par là, ses conseils nous sont extrêmement précieux. Nous nous posons beaucoup de questions par rapport à la croissance: comment mobiliser les équipes, comment conserver les bonnes pratiques, quels sont les défis à relever, les erreurs à éviter, etc." De ce point de vue et d'autres, le CEO d'I-care peut apporter des conseils avisés, reconnaissant lui-même qu'il a commis des erreurs, notamment celle de ne pas avoir été plus vite sur le marché américain. "L'entrepreneuriat a le vent en poupe, intervient-il. On pousse les jeunes à se lancer, et c'est très bien, mais il faut conserver à l'esprit qu'être entrepreneur nécessite de multiples compétences. Par exemple, un entrepreneur passe beaucoup de temps à devoir régler des petits problèmes qui ne sont pas directement liés à son activité. C'est surtout le cas quand on débute."

Les mentors de demain

Le mentoré trouve auprès du mentor une écoute et surtout une compréhension, tous deux étant entrepreneurs. Grâce au mentor, il peut également prendre du recul et dédramatiser. D'autant que son entreprise traverse souvent dans sa croissance, comme dit Fabrice Brion, "une période adolescente" qui peut-être turbulente et qu'il faut dépasser avec une organisation, voire un business model , repensés. Le fait que le mentor ait déjà emprunté le chemin de la croissance peut éclairer de quelques conseils avisés celui que le mentoré a décidé de suivre, lui évitant au passage de trébucher sur certains écueils. Mais la relation n'est pas à sens unique et le mentoré apporte également au mentor de nouvelles pistes de réflexion et d'innovation. Pour le coup, un véritable win-win .

Laissons le mot de la fin à un partenaire en la personne de Pascal Van Dieren, représentant la CCILVN: "Je pointe quatre caractéristiques que l'on retrouve chez nos binômes. D'abord, une relation authentique, vraie et gratuite entre mentor et mentoré. Ensuite, il y a une ambition partagée pour la croissance. Troisièmement, on constate qu'il y a une chouette énergie, une sagesse bleue associée à une fougue rouge. Enfin, dernier point et non des moindres, c'est un mouvement perpétuel qui a été enclenché. Les mentorés d'aujourd'hui sont les mentors de demain".

Guy Van Den Noortgate



DES MENTORS POUR FAVORISER LA CROISSANCE

D'entrepreneur à entrepreneur

Avec le mentorat entrepreneurial soutenu par la Sowalfin, le Réseau Entreprendre Wallonie et les chambres de commerce et d'industrie, un coup de pouce est donné à la croissance des PME grâce à l'accompagnement des pairs. Après un an d'existence, ce dispositif a déjà réuni une vingtaine de binômes. **par VAN DEN NOORTGATE**

Lancé en août 2020 par la Région wallonne, le mentorat entrepreneurial vise à associer sur une période de 12 à 18 mois des entrepreneurs chevronnés et des jeunes entrepreneurs qui nourrissent l'ambition et le désir de faire croître leur entreprise. Un an plus tard, force est de constater que la sauce a pris. On recense ainsi déjà 18 binômes

avec la perspective d'en compter 25 à la fin de cette année. Après quelques mois chahutés par la crise sanitaire, nombre de mentors et mentorés se sont retrouvés pour un premier *jeudredi* – soit un jeudi qui prend déjà des allures de vendredi – au siège de la Sowalfin. L'idée étant d'organiser ces réunions en présentiel trois à quatre fois par an. L'occasion d'échanger les expériences et de tirer

un premier bilan de cette initiative soutenue par le ministre de l'Économie Willy Borsus.

Briser la solitude de l'entrepreneur

L'offre de mentorat entrepreneurial s'adresse aux entreprises en croissance tant du côté du mentor que du mentoré. Pour le premier, le profil demandé est celui d'entrepreneur fondateur ou reprenneur, actionnaire majoritaire, décideur

et qui peut exciper d'une longue expérience d'entrepreneur. Pour le second, il faut que son entreprise, située en Wallonie, emploie au moins une dizaine d'ETP, réalise un chiffre d'affaires minimum de 500.000 euros et existe depuis plus de trois ans. En outre, le mentoré doit avoir l'envie de se faire challenger et être capable de se remettre en question. "Avec cette initiative, il s'agit de briser la solitude de l'entrepreneur, explique Karl Adams, membre du comité de direction de la Sowalfin. Le mentor n'est pas un consultant, il apprend également de son mentoré. Au-delà de la partie tangible et objective qui constitue le point de départ, un bon feeling et une bonne relation interpersonnelle sont indispensables. Se sont déjà constitués depuis un an une vingtaine de binômes et nous pouvons nous appuyer sur un vivier d'une cinquantaine de mentors prêts à s'engager à court, moyen et plus long terme selon les disponibilités."

Voyons en pratique comment fonctionne ce dispositif. Dans un premier temps, les partenaires (Réseau Entreprendre Wallonie, CCI et Sowalfin) identifient, en s'appuyant sur leur connaissance des entrepreneurs de leurs territoires, les mentors potentiels. Ils les rencontrent afin de s'assurer de leur engagement et du respect de la posture et des valeurs du mentorat. Dans un second temps, un comité de sélection est organisé tous les trimestres, et davantage si nécessaire. Les candidats mentorés présentent leur entreprise, leurs objectifs de développement et leur motivation à solliciter un mentor. Le comité évalue alors le mentoré, ses besoins, sa personnalité et sollicite un mentor dont le profil lui semble adéquat. Les partenaires proposent ensuite au mentor et au mentoré de se rencontrer pour voir si "le courant passe" entre eux. Si c'est le cas, ils signent ensemble une charte d'engagement avant de commencer leurs rencontres. Si ce n'est pas le cas, les partenaires proposent un autre *matching*. Chaque binôme s'engage à se rencontrer au moins une fois par mois. Leurs échanges restent confidentiels. A

ce stade de la relation, les partenaires veillent à ce que les rencontres aient lieu, à évaluer la satisfaction de chacun, à proposer des expertises si des besoins spécifiques sont identifiés et à organiser la dynamique de la communauté.

Enrichissement mutuel

Les premiers résultats engrangés sont prometteurs et les binômes fonctionnent pour certains depuis quelques mois, pour d'autres depuis quelques semaines. La relation qui s'est nouée au fil des rencontres ravit les deux parties, chacune

ayant ses motivations. Ainsi, Francis Blake, président de la société familiale Derbigum/Imperbel, décrit son engagement dans ce projet en tant que mentor: "A 24 ans, j'ai pris la tête de l'entreprise qui comptait alors 60 personnes – contre 350 aujourd'hui – qui toutes ou presque étaient plus âgées. Bien plus tard, deux choses m'ont frappé. D'abord, l'ensemble des gens de ma génération étaient confrontés aux mêmes problèmes et ensuite, deux, trois personnes clés m'ont parlé et m'ont fait grandir. Elles n'avaient aucun intérêt à me dire que j'étais bon comme les consultants sont amenés à le faire. Or, quand on débute, on est confronté à beaucoup d'interrogations et on doit faire semblant de tout savoir. Un conseil d'administration ne fait pas longtemps confiance à un jeune dirigeant qui doute." Il accompagne Céline Roisin, fondatrice en 2016 de Sol-Ex, bureau d'expertise en pollution des sols.

"Avec Céline, nous marchons et nous discutons de toutes sortes de choses, parfois plus techniques mais pas seulement. C'est un enrichissement mutuel." Même son de cloche du côté des mentorés, comme l'illustre Jean-François Dalemans, administrateur délégué de la société familiale Dalemans active dans la détection de gaz, qui chemine en compagnie de Jean-Noël Tilman, administrateur délégué de Tilman, leader belge dans le domaine de la phytothérapie. "L'entreprise connaît actuellement une forte croissance, commente Jean-François Dalemans. Et cela amène beaucoup de questionnements, non seulement sur le plan professionnel mais également privé avec le rôle de la famille et de la compagnie. Sur ce plan, Jean-Noël Tilman m'a considérablement aidé grâce à sa forte expérience. Nous sommes dans une démarche de partage et d'écoute avec des échanges aussi plus pratiques et plus techniques. C'est un *sparring partner* idéal en toute confidentialité."

Tinder pour entrepreneurs

Un bel exemple de binôme nous est fourni par Fabrice Brion et Julien



“**Nous pouvons nous appuyer sur un vivier d'une cinquantaine de mentors prêts à s'engager à court, moyen et plus long terme selon les disponibilités.**”

KARL ADAMS, MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION DE LA SOWALFIN

Theys. Le premier a fondé avec Arnaud Stievenart I-care, une société active dans la maintenance prédictive et la fiabilisation d'équipements industriels. Le second est *managing partner* d'Agilytic, qui aide les organisations à atteindre leurs objectifs grâce à une meilleure utilisation des données. "C'est avec Fabrice que j'avais le plus d'atomes crochus, note Julien Theys. Le fait que nous soyons tous deux actifs dans des domaines plus analytiques, intangibles, a certainement joué. Par ailleurs, I-care est une entreprise qui est un modèle." Fabrice Brion, confirme: "Ces rencontres sont comme des *speed datings*. C'est un peu un Tinder pour entrepreneurs. Dès notre premier contact, le courant est passé". Favoriser la croissance des PME est l'objectif clairement affiché du mentorat entrepreneurial. Autant dire que Julien Theys a frappé à la bonne porte avec Fabrice Brion qui nous indique qu'"entre le 1^{er} juillet et le 10 septembre, son entreprise a engagé 44 nouveaux collabora-



“
On pousse les jeunes à se lancer et c'est très bien mais il faut conserver à l'esprit qu'être entrepreneur nécessite de multiples compétences.”

FABRICE BRION,
ADMINISTRATEUR
DÉLÉGUÉ D'I-CARE



teurs, ce qui porte le total de l'effectif à plus de 550 personnes". "Entre la création d'Agilytic et aujourd'hui, nous sommes passés de trois personnes à une vingtaine, confie Julien Theys. Mais doubler le personnel nécessite une autre approche, ne serait-ce qu'en termes d'organisation. Comme Fabrice Brion est passé par là, ses conseils nous sont extrêmement précieux. Nous nous posons beaucoup de questions par rapport à la croissance: comment mobiliser les équipes, comment conserver les bonnes pratiques, quels sont les défis à relever, les erreurs à éviter, etc." De ce point de vue et d'autres, le CEO d'I-care peut apporter des conseils avisés, reconnaissant lui-même qu'il a commis des erreurs, notamment celle de ne pas avoir été plus vite sur le marché américain. "L'entrepreneuriat a le vent en poupe, intervient-il. On pousse les jeunes à se lancer, et c'est très bien, mais il faut conserver à l'esprit qu'être entrepreneur

“
Les conseils d'un entrepreneur qui est déjà passé par différents stades de la croissance nous sont extrêmement précieux.”

JULIEN THEYS, MANAGING PARTNER D'AGILYTIC

nécessite de multiples compétences. Par exemple, un entrepreneur passe beaucoup de temps à devoir régler des petits problèmes qui ne sont pas directement liés à son activité. C'est surtout le cas quand on débute.”

Les mentors de demain

Le mentoré trouve auprès du mentor une écoute et surtout une compréhension, tous deux étant entrepreneurs. Grâce au mentor, il peut également prendre du recul et dédramatiser. D'autant que son entreprise traverse souvent dans sa croissance, comme dit Fabrice Brion, "une période adolescente" qui peut-être turbulente et qu'il faut dépasser avec une organisation, voire un *business model*, repensés. Le fait que le mentor ait déjà emprunté le chemin de la croissance peut éclairer de quelques conseils avisés celui que le mentoré a décidé de suivre, lui évitant au passage de trébucher sur certains écueils. Mais la relation n'est pas à sens unique et le mentoré apporte également au mentor de nouvelles pistes de réflexion et d'innovation. Pour le coup, un véritable *win-win*. Laissons le mot de la fin à un partenaire en la personne de Pascal Van Dieren, représentant la CCILVN: "Je pointe quatre caractéristiques que l'on retrouve chez nos binômes. D'abord, une relation authentique, vraie et gratuite entre mentor et mentoré. Ensuite, il y a une ambition partagée pour la croissance. Troisièmement, on constate qu'il y a une chouette énergie, une sagesse bleue associée à une fougue rouge. Enfin, dernier point et non des moindres, c'est un mouvement perpétuel qui a été enclenché. Les mentorés d'aujourd'hui sont les mentors de demain".

"Nos règles comptables handicapent nos sociétés digitales"

 trends.levif.be/economie - 07 oct. 2021

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de nos règles comptables, qui handicapent, dit-il, des sociétés comme la sienne. "Dans notre métier, les règles belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il.

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de nos règles comptables, qui handicapent, dit-il, des sociétés comme la sienne. "Dans notre métier, les règles belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il. I-care, Odoo et bien d'autres, sont des entreprises actives dans le domaine du SaaS (Software as a Service). Ces sociétés bénéficient d'un système de rente : une fois qu'un client a signé pour un, deux, trois ans, il reste car il ne peut se permettre de changer de plateforme tous les ans. Un peu comme une entreprise qui choisit Microsoft ne peut passer sur Linux l'année d'après, puis sur MacOS l'année suivante. "Nous avons une activité récurrente, souligne Fabrice Brion. Nous avons signé des contrats fermes sur 12, 24 ou 36 mois. Mais les règles comptables belges d'un autre siècle ne nous permettent pas de faire apparaître que les revenus pour les mois de cette année". Des entreprises pénalisées Quel est le problème ? "Cela pénalise la valorisation des entreprises, répond Fabrice Brion. Certes, la Belgique n'est pas le seul pays à pratiquer de la sorte, mais d'autres, comme les États-Unis ou les Pays-Bas, font autrement". Ils permettent de mettre dans les revenus de l'année la valeur du contrat signé cette année-là. "On dit souvent que les holdings vont s'installer aux Pays-Bas pour des raisons fiscales. Je pense que ce n'est pas la seule raison. Leur réglementation comptable prend en compte les réalités des nouveaux business. Les comptes, là-bas, permettent de refléter la valeur réelle des entreprises, alors qu'en Belgique on se tire une balle dans le pied, surtout quand on parle de société internationale". On pourrait rétorquer que ces considérations comptables ne modifient pas la perception de ceux qui connaissent la société. Fabrice Brion n'en est pas si sûr. "Je prends un exemple : notre filiale américaine est un succès phénoménal. Le capital nécessaire aux États-Unis pour créer une société est de 1 dollar. Nous avons donc une société américaine avec un capital de 1 dollar, mais dont la valeur de marché est de plusieurs millions, voire plusieurs dizaines de millions. Les normes comptables internationales (IFRS) nous permettent de valoriser cette filiale à plusieurs millions. En Belgique, je dois la valoriser à 1 dollar. Un investisseur, un client ou un concurrent qui voit mes comptes et les compare à ceux d'un concurrent américain similaire verra chez ce concurrent un "haut de bilan" de plusieurs millions de plus que le mien. Il ne va pas s'amuser à retraiter la comptabilité belge en normes internationales". Sur cette base, un investisseur investira donc plutôt dans le concurrent américain. De même, un client potentiel optera plutôt pour la société qui présente un bilan plus solide. "Nos règles comptables reflètent une prudence d'un autre temps, celui où les holdings étaient considérés comme des structures dangereuses ou des véhicules cherchant à éluder l'impôt. Elles ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui où les sociétés digitales doivent obligatoirement être présentes à l'international et se constituer sous forme de holding. Nous devons adapter nos règles comptables à cette nouvelle réalité", conclut Fabrice Brion.

<https://trends.levif.be/economie/entreprises/nos-regles-comptables-handicapent-nos-societes-digitales/article-normal-1477147.html>

"Nos règles comptables handicapent nos sociétés digitales""Nos règles comptables handicapent nos sociétés digitales""Nos règles comptables handicapent nos sociétés digitales"



"Notre fiscalité n'est pas adaptée à la réalité digitale, et nos sociétés en souffrent", observe le CEO et fondateur d'I-care, Fabrice Brion. "Notre fiscalité n'est pas adaptée à la réalité digitale, et nos sociétés en souffrent", observe le CEO et fondateur d'I-care, Fabrice Brion. "Notre fiscalité n'est pas adaptée à la réalité digitale, et nos sociétés en souffrent", observe le CEO et fondateur d'I-care, Fabrice Brion.

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de **nos règles comptables**, qui **handicapent**, dit-il, des **sociétés** comme la sienne. "Dans notre métier, les **règles** belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il.

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de **nos règles comptables**, qui **handicapent**, dit-il, des **sociétés** comme la sienne. "Dans notre métier, les **règles** belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il. I-care, Odoo et bien d'autres, sont des entreprises actives dans le domaine du SaaS (Software as a Service). Ces **sociétés** bénéficient d'un système de rente : une fois qu'un client a signé pour un, deux, trois ans, il reste car il ne peut se permettre de changer de plateforme tous les ans. Un peu comme une entreprise qui choisit Microsoft ne peut passer sur Linux l'année d'après, puis sur MacOS l'année suivante. "Nous avons une activité récurrente, souligne Fabrice Brion. Nous avons signé des contrat fermes sur 12, 24 ou 36 mois. Mais les **règles**

récurrente, souligne Fabrice Brion. Nous avons signé des contrat fermes sur 12, 24 ou 36 mois. Mais les **règles comptables** belges d'un autre siècle ne nous permettent pas de faire apparaître que les revenus pour les mois de cette année". Des entreprises pénalisées Quel est le problème ? "Cela pénalise la valorisation des entreprises, répond Fabrice Brion. Certes, la Belgique n'est pas le seul pays à pratiquer de la sorte, mais d'autres, comme les Etats-Unis ou les Pays-Bas, font autrement". Ils permettent de mettre dans les revenus de l'année la valeur du contrat signé cette année-là. "On dit souvent que les holdings vont s'installer aux Pays-Bas pour des raisons fiscales. Je pense que ce n'est pas la seule raison. Leur réglementation comptable prend en compte les réalités des nouveaux business. Les comptes, là-bas, permettent de refléter la valeur réelle des entreprises, alors qu'en Belgique on se tire une balle dans le pied, surtout quand on parle de société internationale". On pourrait rétorquer que ces considérations **comptables** ne modifient pas la perception de ceux qui connaissent la société. Fabrice Brion n'en est pas si sûr. "Je prends un exemple : notre filiale américaine est un succès phénoménal. Le capital nécessaire aux Etats-Unis pour créer une société est de 1 dollar. Nous avons donc une société américaine avec un capital de 1 dollar, mais dont la valeur de marché est de plusieurs millions, voire plusieurs dizaines de millions. Les normes **comptables** internationales (IFRS) nous permettent de valoriser cette filiale à plusieurs millions. En Belgique, je dois la valoriser à 1 dollar. Un investisseur, un client ou un concurrent qui voit mes comptes et les compare à ceux d'un concurrent américain similaire verra chez ce concurrent un "haut de bilan" de plusieurs millions de plus que le mien. Il ne va pas s'amuser à retraiter la comptabilité belge en normes internationales". Sur cette base, un investisseur investira donc plutôt dans le concurrent américain. De même, un client potentiel optera plutôt pour la société qui présente un bilan plus solide." Nos **règles comptables** reflètent une prudence d'un autre temps, celui où les holdings étaient considérés comme des structures dangereuses ou des véhicules cherchant à éluder l'impôt. Elles ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui où les **sociétés digitales** doivent obligatoirement être présentes à l'international et se constituer sous forme de holding. Nous devons adapter **nos règles comptables** à cette nouvelle réalité", conclut Fabrice Brion.

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de **nos règles comptables**, qui **handicapent**, dit-il, des **sociétés** comme la sienne. "Dans notre métier, les **règles** belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il.

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de **nos règles comptables**, qui **handicapent**, dit-il, des **sociétés** comme la sienne. "Dans notre métier, les **règles** belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il. I-care, Odoo et bien d'autres, sont des entreprises actives dans le domaine du SaaS (Software as a Service). Ces **sociétés** bénéficient d'un système de rente : une fois qu'un client a signé pour un, deux, trois ans, il reste car il ne peut se permettre de changer de plateforme tous les ans. Un peu comme une entreprise qui choisit Microsoft ne peut passer sur Linux l'année d'après, puis sur MacOS l'année suivante. "Nous avons une activité récurrente, souligne Fabrice Brion. Nous avons signé des contrat fermes sur 12, 24 ou 36 mois. Mais les **règles comptables** belges d'un autre siècle ne nous permettent pas de faire apparaître que les revenus pour les mois de cette année". Des entreprises pénalisées Quel est le problème ? "Cela pénalise la valorisation des entreprises, répond Fabrice Brion. Certes, la Belgique n'est pas le seul pays à pratiquer de la sorte, mais d'autres, comme les Etats-Unis ou les Pays-Bas, font autrement". Ils permettent de mettre dans les revenus de l'année la valeur du contrat signé cette année-là. "On dit souvent que les holdings vont s'installer aux Pays-Bas pour des raisons fiscales. Je pense que ce n'est pas la seule raison. Leur réglementation comptable prend en compte les réalités des nouveaux business. Les comptes, là-bas, permettent de refléter la valeur réelle des entreprises, alors qu'en Belgique on se tire une balle dans le pied, surtout quand on parle de société internationale". On pourrait rétorquer que ces considérations **comptables** ne modifient pas la perception de ceux qui connaissent la société. Fabrice Brion n'en est pas si sûr. "Je prends un exemple : notre filiale américaine est un succès phénoménal. Le capital nécessaire aux Etats-Unis pour créer une société est de 1 dollar. Nous avons donc une société américaine avec un capital de 1 dollar, mais dont la valeur de marché est de plusieurs millions, voire plusieurs dizaines de millions. Les normes **comptables** internationales (IFRS) nous permettent de valoriser cette filiale à plusieurs millions. En Belgique, je dois la valoriser à 1 dollar. Un investisseur, un client ou un concurrent qui voit mes comptes et les compare à ceux d'un concurrent américain similaire verra chez ce concurrent un "haut de bilan" de plusieurs

millions de plus que le mien. Il ne va pas s'amuser à retraiter la comptabilité belge en normes internationales". Sur cette base, un investisseur investira donc plutôt dans le concurrent américain. De même, un client potentiel optera plutôt pour la société qui présente un bilan plus solide." Nos règles comptables reflètent une prudence d'un autre temps, celui où les holdings étaient considérés comme des structures dangereuses ou des véhicules cherchant à éluder l'impôt. Elles ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui où les sociétés digitales doivent obligatoirement être présentes à l'international et se constituer sous forme de holding. Nous devons adapter nos règles comptables à cette nouvelle réalité", conclut Fabrice Brion.

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de nos règles comptables, qui handicapent, dit-il, des sociétés comme la sienne. "Dans notre métier, les règles belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il.

Fabrice Brion, le patron et fondateur de l'entreprise montoise I-care, spécialisé dans la maintenance à distance des chaînes de production, se montre très critique à l'égard de nos règles comptables, qui handicapent, dit-il, des sociétés comme la sienne. "Dans notre métier, les règles belges prennent en compte les revenus de manière ridicule", dit-il. I-care, Odoo et bien d'autres, sont des entreprises actives dans le domaine du SaaS (Software as a Service). Ces sociétés bénéficient d'un système de rente : une fois qu'un client a signé pour un, deux, trois ans, il reste car il ne peut se permettre de changer de plateforme tous les ans. Un peu comme une entreprise qui choisit Microsoft ne peut passer sur Linux l'année d'après, puis sur MacOS l'année suivante. "Nous avons une activité récurrente, souligne Fabrice Brion. Nous avons signé des contrats fermes sur 12, 24 ou 36 mois. Mais les règles comptables belges d'un autre siècle ne nous permettent pas de faire apparaître que les revenus pour les mois de cette année". Des entreprises pénalisées Quel est le problème ? "Cela pénalise la valorisation des entreprises, répond Fabrice Brion. Certes, la Belgique n'est pas le seul pays à pratiquer de la sorte, mais d'autres, comme les Etats-Unis ou les Pays-Bas, font autrement". Ils permettent de mettre dans les revenus de l'année la valeur du contrat signé cette année-là. "On dit souvent que les holdings vont s'installer aux Pays-Bas pour des raisons fiscales. Je pense que ce n'est pas la seule raison. Leur réglementation comptable prend en compte les réalités des nouveaux business. Les comptes, là-bas, permettent de refléter la valeur réelle des entreprises, alors qu'en Belgique on se tire une balle dans le pied, surtout quand on parle de société internationale". On pourrait rétorquer que ces considérations comptables ne modifient pas la perception de ceux qui connaissent la société. Fabrice Brion n'en est pas si sûr. "Je prends un exemple : notre filiale américaine est un succès phénoménal. Le capital nécessaire aux Etats-Unis pour créer une société est de 1 dollar. Nous avons donc une société américaine avec un capital de 1 dollar, mais dont la valeur de marché est de plusieurs millions, voire plusieurs dizaines de millions. Les normes comptables internationales (IFRS) nous permettent de valoriser cette filiale à plusieurs millions. En Belgique, je dois la valoriser à 1 dollar. Un investisseur, un client ou un concurrent qui voit mes comptes et les compare à ceux d'un concurrent américain similaire verra chez ce concurrent un "haut de bilan" de plusieurs millions de plus que le mien. Il ne va pas s'amuser à retraiter la comptabilité belge en normes internationales". Sur cette base, un investisseur investira donc plutôt dans le concurrent américain. De même, un client potentiel optera plutôt pour la société qui présente un bilan plus solide." Nos règles comptables reflètent une prudence d'un autre temps, celui où les holdings étaient considérés comme des structures dangereuses ou des véhicules cherchant à éluder l'impôt. Elles ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui où les sociétés digitales doivent obligatoirement être présentes à l'international et se constituer sous forme de holding. Nous devons adapter nos règles comptables à cette nouvelle réalité", conclut Fabrice Brion.

Pierre-Henri Thomas

Bouchez et Lachaert affichent leur "bromance" libérale à Mons

 La Dernière Heure - 07 oct. 2021

On dit que l'amour est bleu. C'est en arborant fièrement leurs couleurs libérales que Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert sont venus afficher leur "bromance" à Mons jeudi après-midi. Avant-dernière étape d'une grande tournée à travers la Flandre et la Wallonie qui les conduira au Congrès du 22 octobre à Bruxelles pour les 175 ans du parti libéral belge.

Le président du MR et son homologue ont déjà visité ensemble Liège, Anvers ou Gand. Mais pour Georges-Louis Bouchez, ce passage au fief a une saveur particulière. "Je suis heureux de pouvoir faire découvrir la ville à Egbert en lui montrant qu'il y a aussi un passé libéral à Mons, comme en témoigne cette place Roger de Looze", explique le président du MR. "C'est aussi l'occasion de lui faire visiter l'entreprise I-Care qui est un des plus grands succès de notre région. Preuve qu'il y a des talents chez nous et qu'on peut réussir."

Pour Egbert Lachaert, cette tournée permet de porter un autre regard sur la Wallonie, et Mons plus particulièrement. "C'est une ville agréable que j'ai déjà pu visiter. Mais en Flandre, c'est une région qui est tout de même plutôt connue pour des problèmes économiques", comment le président de l'Open VLD. "C'est aussi une région connue pour porter un socialisme très fort. Or, avec Georges-Louis, nous pensons justement que le libéralisme apporte des réponses pour le futur. Si nous n'avons pas des entreprises fortes dans le privé, on ne peut pas financer la sécurité sociale. C'est notre responsabilité au Nord et au Sud du pays de faire avancer cette région sur le plan économique."

Si la Belgique est connue pour s'écharper sur des problèmes communautaires, nos deux libéraux ont la ferme intention de jouer dans la même équipe. "On a fortement travaillé notre lien", confirme Georges-Louis Bouchez. "On l'a déjà vu lors des précédentes négociations fédérales. Notre volonté en 2024, c'est d'être ensemble partout", conclut Georges-Louis Bouchez.

<https://www.dhnet.be/regions/mons/bouchez-et-lachaert-affichent-leur-bromance-liberale-a-mons-615f01ecd8ad581e98a48559>

Mons - Georges-Louis Bouchez invite Egbert Lachaert, président de l'Open VLD

Mons - Georges-Louis Bouchez invite Egbert Lachaert, président de l'Open VLD

Le libéral flamand Egbert Lachaert était à Mons ce jeudi après-midi. Le président de l'Open VLD, et celui du MR, Georges-Louis Bouchez, continuent leur tournée en province du Hainaut. Le libéral flamand Egbert Lachaert était à Mons ce jeudi après-midi. Le président de l'Open VLD, et celui du MR, Georges-Louis Bouchez, continuent leur tournée en province du Hainaut.

Ils ont rendu hommage à un ancien libéral montois des années 50: Roger De Looze. Ils ont ensuite rencontré la bourgmestre de Jurbise, Jacqueline Galant. Ils ont ensuite terminer par une visite sur le site de l'entreprise montoise I-Care.

Ils ont rendu hommage à un ancien libéral montois des années 50: Roger De Looze. Ils ont ensuite rencontré la bourgmestre de Jurbise, Jacqueline Galant. Ils ont ensuite terminer par une visite sur le site de l'entreprise montoise I-Care.

G-L Bouchez (MR) et Egbert Lachaert (Open VLD) à Mons pour leur «tournée libérale»

Les présidents du MR et de l'Open VLD, Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert, continuent ensemble leur tournée libérale. Les présidents du MR et de l'Open VLD, Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert, continuent ensemble leur tournée libérale.

Ils étaient à Mons ce jeudi, accompagnés de Jacqueline Galant, députée-bourgmestre de Jurbise.

Les deux présidents ont commencé par un hommage à Roger De Looze sur la place qui lui est consacrée. Ce libéral fut conseiller communal de Mons, député et ministre sous-secrétaire d'État à l'Energie à la fin des années 1950.

Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert ont ensuite continué leur visite sur la Grand-Place de Mons, accompagnés de Jacqueline Galant, députée et bourgmestre de Jurbise, pour évoquer les actions libérales au sein de la commune montoise.

Accompagnés de Denis Ducarme, les présidents de parti devaient terminer leur tournée par la visite d'I-care, élue entreprise wallonne de l'année, spécialisée dans la maintenance prédictive et la fiabilité. Pour rappel, cette entreprise emploie plus de 500 collaborateurs et engage une personne par jour ouvrable depuis le 1er juillet dernier.

Ils étaient à Mons ce jeudi, accompagnés de Jacqueline Galant, députée-bourgmestre de Jurbise.

Les deux présidents ont commencé par un hommage à Roger De Looze sur la place qui lui est consacrée. Ce libéral fut conseiller communal de Mons, député et ministre sous-secrétaire d'État à l'Energie à la fin des années 1950.

Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert ont ensuite continué leur visite sur la Grand-Place de Mons, accompagnés de Jacqueline Galant, députée et bourgmestre de Jurbise, pour évoquer les actions libérales au sein de la commune montoise.

Accompagnés de Denis Ducarme, les présidents de parti devaient terminer leur tournée par la visite d'I-care, élue entreprise wallonne de l'année, spécialisée dans la maintenance prédictive et la fiabilité. Pour rappel, cette entreprise emploie plus de 500 collaborateurs et engage une personne par jour ouvrable depuis le 1er juillet dernier.

MONS

Tournée libérale de G-L Bouchez et E. Lachaert

Les présidents du MR et de l'Open VLD, Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert, continuent ensemble leur tournée libérale. Ils étaient à Mons ce jeudi, accompagnés de Jacqueline Galant, députée-bourgmestre de Jurbise.

Les deux présidents ont commencé par un hommage à Roger De Looze sur la place qui lui est consacrée. Ce libéral fut conseiller communal de Mons, député et ministre sous-secrétaire d'État à l'Énergie à la fin des années 1950.

Georges-Louis Bouchez et Egbert Lachaert ont ensuite continué leur visite sur la Grand-Place de Mons, accompagnés de Jacqueline Galant, pour évoquer les actions libérales au sein de la commune montoise. Accompagnés de Denis Ducarme, les présidents de parti



G-L. Bouchez - E. Lachaert. © E.G.

devaient terminer leur tournée par la visite d'I-care à Mons, élue entreprise wallonne de l'année, spécialisée dans la maintenance prédictive et la fiabilité.

Pour rappel, cette entreprise emploie plus de 500 collaborateurs et engage une personne par jour ouvrable depuis le 1^{er} juillet dernier. 📍

D'entrepreneur à entrepreneur: des mentors pour favoriser la croissance



De gauche à droite, Julien Theys (Agylic), Karl Adams (Sowalfin) et Fabrice Brion (I-care). © MICHEL HOUET

I-Care: l'entreprise montoise signe son plus gros contrat avec un géant américain

L'entreprise montoise I-Care fête ses 17 ans cette année. Un anniversaire célébré avec une excellente nouvelle. Leader dans la maintenance prédictive industrielle, I-Care vient de signer le plus gros contrat de son histoire avec un géant américain. On revient sur ce succès avec Fabrice Brion, le co-fondateur et directeur général de I-Care. L'entreprise montoise I-Care fête ses 17 ans cette année. Un anniversaire célébré avec une excellente nouvelle. Leader dans la maintenance prédictive industrielle, I-Care vient de signer le plus gros contrat de son histoire avec un géant américain. On revient sur ce succès avec Fabrice Brion, le co-fondateur et directeur général de I-Care.

Actu



INDUSTRIE 4.0

I-Care signe le plus gros contrat de son histoire

Peu connu du grand public, le groupe montois I-Care est pourtant numéro un européen de son secteur : la maintenance prévisionnelle des outils industriels. L'entreprise installe des capteurs dans les usines de ses clients pour mesurer tantôt la chaleur, tantôt les vibrations, tantôt encore la lubrification de telle ou telle machine. Elle brasse en temps réel toutes ces données dans le but de prédire les pannes, parfois plusieurs mois à l'avance. Et le business se porte plutôt bien ! La pépite wallonne, qui enregistre un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros, emploie 530 personnes et compte 11 filiales à travers le monde, vient de signer le

plus gros contrat de son histoire avec "un géant américain de l'agroalimentaire". Nous n'en saurons pas plus à ce stade quant à l'identité de ce "géant", mais il s'agit bien d'un fabricant, pas d'un distributeur. "C'est un contrat à plusieurs dizaines de millions d'euros, pour une centaine d'usines dans le monde, explique Fabrice Brion, CEO d'I-Care. En deux ans, nous avons multiplié par six la taille de notre plus gros contrat." L'an dernier, l'entreprise a enregistré une croissance de 25%. Moins que prévu mais tout de même pas mal pour une année de crise. Fin août, elle était à 35% par rapport à la même période l'année

25%

C'est la croissance enregistrée l'an dernier par I-Care, malgré la crise.

passée. "Le covid a été un stress-test positif pour notre secteur. Notre technologie est clairement stratégique pour pouvoir fonctionner avec moins de personnel, moins de pièces détachées, etc." Le marché, estimé à 3 milliards d'euros dans le monde, devrait quadrupler dans les cinq ans. I-Care, lui, entend multiplier sa taille par cinq sur la même période. Après avoir racheté cinq entreprises en Belgique, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis depuis 2017, le groupe vise d'autres acquisitions dans les prochains mois. En Europe, aux Etats-Unis ou en Australie, ses marchés phares.

❶ JÉRÉMIE LEMPEREUR

I-care signe le plus gros contrat de son histoire



La Libre Belgique - 11 sep. 2021

Page 35

* La Libre Belgique : édition nationale, Liège, Hainaut, Brabant Wallon, Bruxelles

Fabrice Brion, cofondateur et CEO de I-care, avait réservé une belle surprise à ses collaborateurs, vendredi soir, à l'occasion d'une réception organisée, en présence du ministre-Président wallon Elio Di Rupo, pour fêter le dix-septième...

Fabrice Brion, cofondateur et CEO de I-care, avait réservé une belle surprise à ses collaborateurs, vendredi soir, à l'occasion d'une réception organisée, en présence du ministre-Président wallon Elio Di Rupo, pour fêter le dix-septième anniversaire de l'entreprise spécialisée dans la maintenance prédictive industrielle. Dans la nuit de jeudi à vendredi, le patron d'I-care avait pris le temps de finaliser ce qui devient le plus gros contrat jamais signé par I-care depuis sa fondation. Mieux que ça : ledit contrat est le plus gros conclu, à ce jour, par une société de ce secteur technologique en plein essor !

"Pour des raisons de concurrence, nous ne communiquons pas le nom du client, explique Fabrice Brion . Mais je peux vous dire qu'il s'agit d'un des trois leaders mondiaux de l'industrie agroalimentaire." I-care précise tout au plus que le client est un groupe américain. Il pourrait s'agir, même si M. Brion ne confirme rien, du groupe PepsiCo. Ce dernier figure en effet dans le top 3 mondial de l'agroalimentaire (en termes de chiffre d'affaires). D'une durée initiale de trois ans, le contrat pèse "plus de 10 millions d'euros" , indique le patron de la pépite wallonne. "C'est six fois plus gros que les contrats signés jusqu'ici par I-care. Il s'agit d'implémenter notre technologie de maintenance prédictive dans la centaine d'usines du groupe."

Le contrat a été décroché au terme d'un appel d'offres mondial auquel pas moins de 17 entreprises spécialisées dans la maintenance prédictive industrielle avaient pris part. "Sur les 50 points évalués par le client, nous en avons remporté 48. Même si on était plus cher que d'autres, notre technologie a fait la différence" , se réjouit Fabrice Brion.

"Une embauche par jour ouvrable"

I-care, qui possède des bureaux dans plus de 25 pays, est en train de devenir un des leaders mondiaux de la maintenance prédictive et prescriptive dans l'industrie (énergie, pharmacie, agroalimentaire, chimie et pétrochimie, entreprises d'extraction, etc.). Leurs solutions, basées sur l'intelligence artificielle, permettent de prédire les pannes industrielles avant tout le monde, et ce, grâce à des capteurs placés sur les équipements et à l'analyse de différents paramètres (vibrations, dégagements de chaleur, émission d'ultrasons, etc.).

Nommée "Entreprise de l'Année" en 2020, I-care a récemment passé le cap des 500 employés dans le monde (dont une grosse moitié se trouve à Mons). "Aujourd'hui, 530 collaborateurs travaillent pour I-care, depuis le Queensland australien jusqu'au Texas américain en passant par l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe. Nous sommes passés de une embauche par semaine à une embauche par jour ouvrable depuis début juillet."

L'entreprise, qui avait atteint 25 % de croissance en 2020 malgré la crise du Covid, dépasse les 35 % de croissance depuis le début de cette année. Le chiffre d'affaires, non communiqué, avoisine les 50 millions d'euros. "Plus que jamais, I-care répond à d'immenses besoins : grâce à nos solutions, les machines industrielles du monde entier sont plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement" , souligne M. Brion.

De nouvelles acquisitions en vue

I-care, dont la SRIW et l'invest IMBC sont actionnaires, poursuit une stratégie très ambitieuse combinant une croissance organique et des acquisitions. En juillet, I-care avait ainsi mis la main sur Lindsay Engineering, une société basée en Californie. "Le contrat que l'on vient de conclure va nous aider à accélérer le rythme de nos acquisitions à l'étranger, avance le CEO . L'appel d'offres a ouvert des opportunités. Nous sommes d'ailleurs déjà en train de négocier avec deux sociétés situées hors d'Europe."

Le marché mondial de la maintenance prédictive, encore très fragmenté en termes d'acteurs, pèse actuellement 3 milliards de dollars. D'après des prévisions récentes, il devrait atteindre la barre des 12 milliards endéans les 5 ans. "L'objectif d'I-care est de multiplier la taille des revenus, non pas par quatre comme le marché, mais par cinq" , avance Fabrice Brion. Lequel a déjà annoncé que son ambition était de devenir numéro 1 mondial !

Pierre-François Lovens

I-care, la société dirigée par Fabrice Brion, recrute une personne par jour ouvrable !

I-care signe le plus gros contrat de son histoire

■ L'entreprise montoise a été retenue par un des trois géants de l'agroalimentaire.

Fabrice Brion, cofondateur et CEO de I-care, avait réservé une belle surprise à ses collaborateurs, vendredi soir, à l'occasion d'une réception organisée, en présence du ministre-Président wallon Elio Di Rupo, pour fêter le dix-septième anniversaire de l'entreprise spécialisée dans la maintenance prédictive industrielle. Dans la nuit de jeudi à vendredi, le patron d'I-care avait pris le temps de finaliser ce qui devient le plus gros contrat jamais signé par I-care depuis sa fondation. Mieux que ça : ledit contrat est le plus gros conclu, à ce jour, par une société de ce secteur technologique en plein essor!

"Pour des raisons de concurrence, nous ne communiquons pas le nom du client, explique Fabrice Brion. Mais je peux vous dire qu'il s'agit d'un des trois leaders mondiaux de l'industrie agroalimentaire." I-care précise tout au plus que le client est un groupe américain. Il pourrait s'agir, même si M.Brion ne confirme rien, du groupe PepsiCo. Ce dernier figure en effet dans le top 3 mondial de l'agroalimentaire (en termes de chiffre d'affaires).

D'une durée initiale de trois ans, le contrat pèse "plus de 10 millions d'euros", indique le patron de la pépite wallonne. "C'est six fois plus gros que les contrats signés jusqu'ici par I-care. Il s'agit d'implémenter notre technologie de maintenance prédictive dans la centaine d'usines du groupe."

Le contrat a été décroché au terme d'un appel d'offres mondial auquel pas moins de 17 entreprises spéciali-



I-care, la société dirigée par Fabrice Brion, recrute une personne par jour ouvrable!

sées dans la maintenance prédictive industrielle avaient pris part. "Sur les 50 points évalués par le client, nous en avons remporté 48. Même si on était plus cher que d'autres, notre technologie a fait la différence", se réjouit Fabrice Brion.

"Une embauche par jour ouvrable"

I-care, qui possède des bureaux dans plus de 25 pays, est en train de devenir un des leaders mondiaux de la maintenance prédictive et prescriptive dans l'industrie (énergie, pharmacie, agroalimentaire, chimie et pétrochimie, entreprises d'extraction, etc.). Leurs solutions, basées sur l'intelligence artificielle, permettent de prédire les pannes industrielles avant tout le

monde, et ce, grâce à des capteurs placés sur les équipements et à l'analyse de différents paramètres (vibrations, dégagements de chaleur, émission d'ultrasons, etc.).

Nommée "Entreprise de l'Année" en 2020, I-care a récemment passé le cap des 500 employés dans le monde (dont une grosse moitié se trouve à Mons). "Aujourd'hui, 530 collaborateurs travaillent pour I-care, depuis le Queensland australien jusqu'au Texas américain en passant par l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe. Nous

sommes passés de une embauche par semaine à une embauche par jour ouvrable depuis début juillet."

L'entreprise, qui avait atteint 25% de croissance en 2020 malgré la crise du Covid, dépasse les 35% de croissance depuis le début de cette année. Le chiffre d'affaires, non communiqué, avoisine les 50 millions d'euros. "Plus que jamais, I-care répond à d'immenses besoins: grâce à nos solutions, les machines industrielles du monde entier sont plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement", souligne M.Brion.

De nouvelles acquisitions en vue

I-care, dont la SRIW et l'invest IMBC sont actionnaires, poursuit une stratégie très ambitieuse combinant une croissance organique et des acquisitions. En juillet, I-care avait ainsi mis la main sur Lindsay Engineering, une société basée en Californie. "Le contrat que l'on vient de conclure va nous aider à accélérer le rythme de nos acquisitions à l'étranger, avance le CEO. L'appel d'offres a ouvert des opportunités. Nous sommes d'ailleurs déjà en train de négocier avec deux sociétés situées hors d'Europe."

Le marché mondial de la maintenance prédictive, encore très fragmenté en termes d'acteurs, pèse actuellement 3 milliards de dollars. D'après des prévisions récentes, il devrait atteindre la barre des 12 milliards endéans les 5 ans. "L'objectif d'I-care est de multiplier la taille des revenus, non pas par quatre comme le marché, mais par cinq", avance Fabrice Brion. Lequel a déjà annoncé que son ambition était de devenir numéro 1 mondial!

Pierre-François Lovens

35%

Croissance des revenus

I-care, qui avait atteint 25% de croissance en 2020 malgré le Covid, dépasse les 35% de croissance depuis le début de cette année.

La grève chez D'Ieteren et son lien avec la technologie

■ À l'arrêt depuis le 1^{er} septembre, les travailleurs de D'Ieteren Centers rejettent les mesures présentées par la direction.

Àu début de l'été, la direction de D'Ieteren Centers a informé les délégués syndicaux de "plans d'avenir" pour l'entreprise et des mesures qu'elle considère comme nécessaires pour assurer la pérennité de l'activité dans les garages.

Face à "l'énormité des sacrifices demandés" notamment en termes salarial, les travailleurs – ouvriers, employés et cadres – sont partis en grève depuis le 1^{er} septembre. Les D'Ieteren Centers concernés sont situés à Zaventem, Drogenbos, Anderlecht et Ixelles et emploient 395 personnes.

Dans un communiqué commun, les syndicats FGTB-SETCa et CSC-CNE justifient cette grève par "le choix laissé par la direction entre la suppres-

sion d'une vingtaine de droits historiques, ou un nouveau licenciement collectif". "Ces annonces passent d'autant plus mal que le groupe D'Ieteren a réalisé au premier semestre un bénéfice consolidé avant impôt de 288,8 millions d'euros, soit une hausse de 183% par rapport à la même période en 2020".

Moins de réparations

"Les ouvriers et employés restent nombreux sur les piquets de grève, dont le lieu change chaque jour", précisent encore les syndicats. Qui estiment que la direction essaie de gagner du temps alors que la prochaine réunion est prévue mardi prochain, le 14 septembre.

Dans un communiqué publié vendredi, la direction souligne que la délégation syndicale "avait rejeté en bloc" ses propositions "sans faire de contre-

propositions". Didier Fenix, CEO de D'Ieteren Centers, se montre néanmoins prêt à "affiner certaines mesures si un vrai dialogue social ouvert et constructif est établi".

La direction souligne que le secteur automobile est "confronté à l'un des plus grands défis de son histoire".

Pour justifier les mesures, il souligne également que le secteur automobile est "confronté à l'un des plus grands défis de son histoire" et "doit se réinventer pour s'adapter à l'électrification des véhicules et à la digitalisation". L'électrification des voitures devrait entraîner une baisse des entretiens par rapport aux moteurs à essence, entend-on dire dans le secteur automobile.

Autre argument: les progrès technologiques rendent les voitures de plus en plus sûres (grâce aux systèmes radars notamment). D'où moins de demandes de réparation de carrosserie en vue.

AvC

samedi 11 et dimanche 12 septembre 2021 - La Libre Belgique 35



Mons: I-care signe le plus gros contrat en maintenance prédictive dans le monde

 **La Province** - 12 sep. 2021

Ce 10 septembre, I-care fêtait à Mons son 17ème anniversaire en présence du ministre-président de la Wallonie Elio Di Rupo et de près de 300 employés.

A cette occasion, l'entreprise belge leader dans la maintenance prédictive industrielle a annoncé la signature du plus gros contrat de son histoire.

Ce contrat avec un géant américain du secteur agro-alimentaire est aussi le plus gros contrat jamais conclu au monde dans le secteur de la maintenance prédictive industrielle.

Nommée Entreprise de l'Année en 2020, I-care a récemment passé le cap des 500 employés dans le monde : « 530 collaborateurs travaillent aujourd'hui pour I-care, depuis le Queensland Australien jusqu'au Texas américain en passant par l'Asie, le Moyen Orient et l'Europe. Nous sommes passés de une embauche par semaine à une embauche par jour ouvrable depuis début juillet », se réjouit Fabrice Brion, cofondateur et CEO d'I-care.

Plus de 35 % de croissance

L'entreprise, qui avait atteint 25 % de croissance en 2020 malgré la crise du Covid, dépasse désormais les 35 % de croissance depuis janvier 2021. « Plus que jamais, I-care a sa raison d'être et répond à d'immenses besoins : grâce à nos solutions, les machines industrielles du monde entier sont plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. », souligne Fabrice Brion.

<https://laprovince.sudinfo.be/830876/article/2021-09-12/mons-i-care-signe-le-plus-gros-contrat-en-maintenance-predictive-dans-le-monde>

Mons: I-care signe le plus gros contrat en maintenance prédictive dans le monde

 **Nord Eclair** - 12 sep. 2021

Ce 10 septembre, I-care fêtait à Mons son 17ème anniversaire en présence du ministre-président de la Wallonie Elio Di Rupo et de près de 300 employés.

A cette occasion, l'entreprise belge leader dans la maintenance prédictive industrielle a annoncé la signature du plus gros contrat de son histoire.

Ce contrat avec un géant américain du secteur agro-alimentaire est aussi le plus gros contrat jamais conclu au monde dans le secteur de la maintenance prédictive industrielle.

Nommée Entreprise de l'Année en 2020, I-care a récemment passé le cap des 500 employés dans le monde : « 530 collaborateurs travaillent aujourd'hui pour I-care, depuis le Queensland Australien jusqu'au Texas américain en passant par l'Asie, le Moyen Orient et l'Europe. Nous sommes passés de une embauche par semaine à une embauche par jour ouvrable depuis début juillet », se réjouit Fabrice Brion, cofondateur et CEO d'I-care.

Plus de 35 % de croissance

L'entreprise, qui avait atteint 25 % de croissance en 2020 malgré la crise du Covid, dépasse désormais les 35 % de croissance depuis janvier 2021. « Plus que jamais, I-care a sa raison d'être et répond à d'immenses besoins : grâce à nos solutions, les machines industrielles du monde entier sont plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. », souligne Fabrice Brion.

<https://nordeclair.sudinfo.be/830876/article/2021-09-12/mons-i-care-signe-le-plus-gros-contrat-en-maintenance-predictive-dans-le-monde>

RTL Info - 13 sep 2021 : Une entreprise wallonne en pleine croissance signe un contrat historique avec un géant américain du secteur agro-alimentaire

<https://www.rtl.be/info/monde/international/une-entreprise-wallonne-sign-le-plus-gros-contrat-au-monde-de-maintenance-predictive-1324531.aspx>

Une entreprise wallonne en pleine croissance signe un contrat historique avec un géant américain du secteur agro-alimentaire

Bruno Wattenbergh, publié le 13 septembre 2021 à 06h59



(c)PIXABAY

L'entreprise wallonne, I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive des machines industrielles vient de décrocher son plus gros contrat avec un géant américain du secteur agro-alimentaire. Cette entreprise qui a remporté le titre de "l'entreprise de l'année" en 2020 affiche une croissance de plus de 35% par an. Elle est considérée comme une vraie "pépité wallonne".

C'est quoi une pépite quand on parle d'économie?

C'est une très belle entreprise comme on en a besoin en Wallonie. Première critère, active dans la technologie, dans le haut de gamme.

Pourquoi le haut de gamme ?

Car notre coût salarial est parmi les plus élevés du monde. Si nous n'avons pas des produits ou des services haut de gamme, la part de salaire nous mettrait hors marché.

Que fait I-Care?

I-Care à Mons, un leader mondial de la maintenance prédictive. Une entreprise qui promet aux industries mondiales qu'elle peut anticiper les défaillances de leurs machines grâce à des capteurs, une gigantesque base de données et de l'intelligence artificielle, des algorithmes. Un journaliste les a qualifiés récemment de le "Dr House des machines industrielles".

I-Care a été nommée Entreprise de l'Année en 2020, elle compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays pour faire face à une croissance de plus de 35% par an. Et cette croissance lui permet d'embaucher une personne par jour ouvrable depuis juillet.

I-Care vient de signer un contrat impressionnant

Elle vient de signer son plus gros contrat avec un géant américain du secteur agro-alimentaire. C'est aussi le plus gros contrat jamais conclu au monde dans le secteur de la maintenance prédictive industrielle.

Derrière I-Care, il y a une histoire inspirante...

Oui, Fabrice Brion, à la tête de cette entreprise est un petit-fils de mineur polonais. Il a une maman prof de math, un papa garagiste. Un jeune étudiant qui choisit de devenir ingénieur civil ... qui crée rapidement son entreprise en transformant son mémoire en business plan. Qui s'associe à son ami d'enfance. Qui rachète l'entreprise où il a fait son stage. Qui rachète aussi un concurrent flamand pour asseoir sa croissance belge sur les 2 régions industrielles.

Bref, tout ce que l'on a besoin comme exemple pour inspirer les jeunes, les convaincre de faire des études, convaincre aussi les ingénieurs de lancer leur entreprise. Parce qu'il faut savoir qu'en Wallonie nous avons des entreprises d'une taille inférieure à la moyenne belge. Et trop d'entreprises qui ne veulent pas grandir. Ce n'est pas bon pour l'emploi wallon.

Bel RTL - 13 sep 2021 7h38 : Une pépète Wallonne signe le plus gros contrat au monde de maintenance prédictive - La minute éco

<https://www.rtl.be/belrtl/emission/la-minute-eco/1242.aspx>



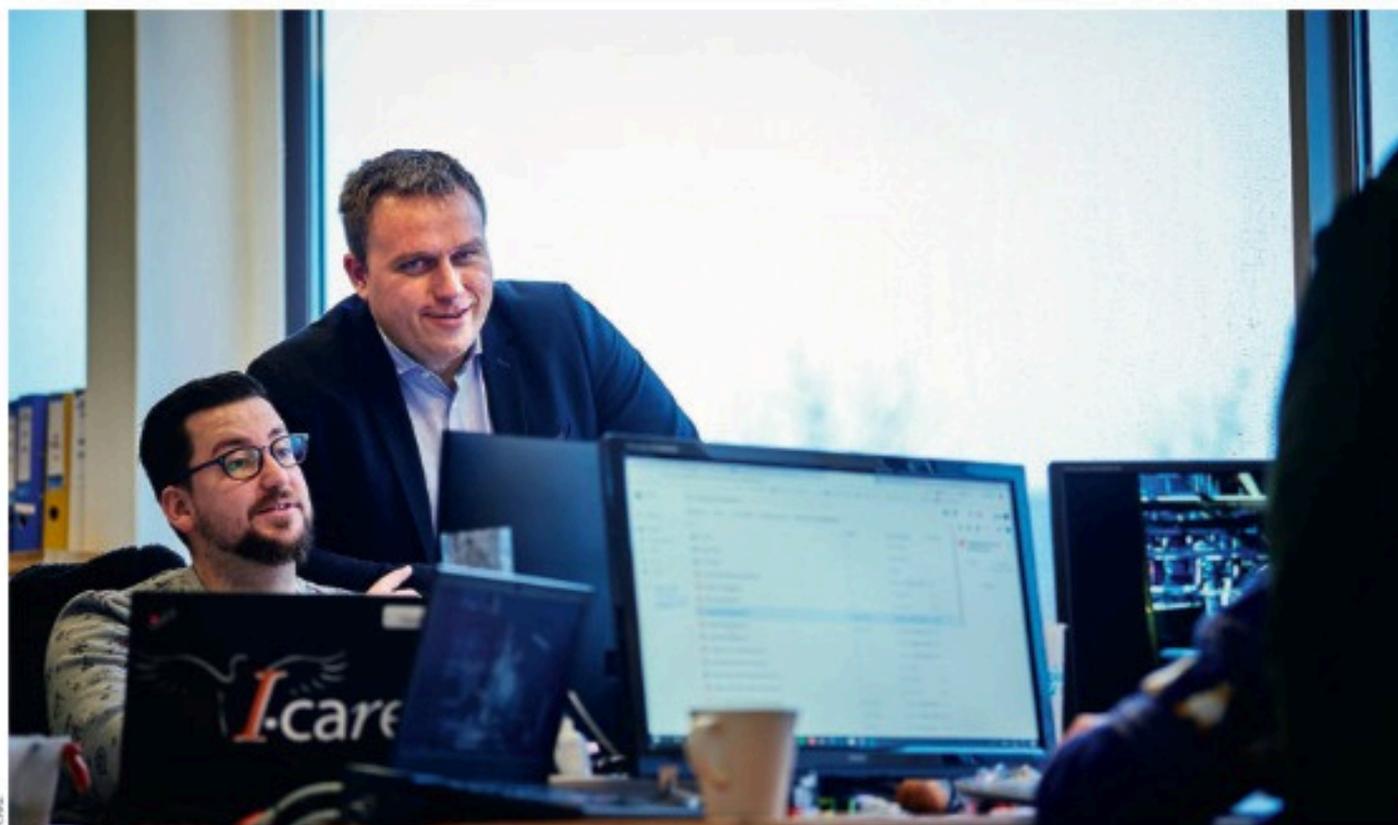
La minute éco
avec Bruno Wattenbergh

07h40

Une pépète Wallonne signe le plus gros contrat au monde de maintenance prédictive - La minute éco



Toute l'actualité économique et son impact sur votre quotidien.



Fabrice Brion, en costume sur cette photo, vise la place de numéro 1 mondial pour l'entreprise technologique qu'il a fondée, en 2004, avec Arnaud Stievenart.

La pépète montoise I-care réalise sa première acquisition aux États-Unis

■ Le leader en maintenance prédictive industrielle confirme ses ambitions.

Ce n'est pas tous les jours qu'une entreprise belge rachète une société américaine! C'est ce que vient de réaliser I-care, société technologique montoise en plein boom. Certes, Lindsay Engineering, basée dans la région de Los Angeles, est une petite "boîte". Créée par Joe Lindsay en 1998, elle emploie une dizaine de personnes et réalise un chiffre d'affaires d'environ 1 million de dollars. Lindsay Engineering est une société de services spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire pour les entreprises.

"Il s'agit de notre première acquisition aux États-Unis, nous explique Fabrice Brion, cofondateur et CEO de I-care. Même si elle est modeste, cette société californienne revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte Ouest des États-Unis. I-care est en effet déjà présente à Houston, dans le Texas, où la pépète belge emploie une trentaine de personnes et sert de nombreux clients industriels actifs, surtout, sur la côte

Est des États-Unis. "Nos clients disposent souvent de plusieurs sites d'activité et il est donc utile d'avoir une présence sur les côtes Est et Ouest." La part du marché américain dans le chiffre d'affaires d'I-care est en très forte croissance actuellement (+66% au cours du premier trimestre 2021).

Lindsay Engineering va désormais utiliser les technologies "wireless" (Wi-care), "cloud" (I-see) et "Artificial Intelligence" (I-DNA) développées par I-care et les déployer sur la centaine de clients qu'elle a dans la région de Los Angeles.

De gros clients industriels

I-care, nommée "entreprise de l'année" en 2020, est souvent qualifiée de "Dr House de la machine industrielle". Fondée en 2004 par Fabrice Brion et Arnaud Stievenart, elle a développé des outils technologiques qui permettent de faire deux choses. D'une part, ils mesurent, grâce à des capteurs "intelligents" placés sur des machines industrielles, une série de paramètres (vibrations, dégagements de chaleur, émission d'ultrasons, etc.) afin de prédire le moment où il faudra intervenir pour éviter une casse et donc une interruption, souvent coûteuse, du processus industriel. D'autre part, grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle, I-care fiabilise ces mêmes processus industriels. Autre-

ment dit, elle fait en sorte de limiter les pannes subies par ses clients. Ceux-ci sont actifs dans l'énergie, la pharmacie, l'agroalimentaire, la chimie et la pétrochimie ou encore dans les entreprises d'extraction (mines, cimenteries, etc.).

Au départ du Benelux, I-care a connu une forte croissance de ses activités grâce à une stratégie ambitieuse reposant à la fois sur une croissance organique et, depuis quatre ans, sur des acquisitions. Soutenue par la SRIW et l'investisseur hennuyer IMBC, I-care avait, dans un premier temps, racheté son principal concurrent en Flandre. L'an dernier, elle a repris la société néerlandaise DWMG et la société wallonne Mecotec.

Avec l'acquisition de Lindsay Engineering, I-care confirme sa stratégie de croissance par acquisition et son ambition de devenir, à terme, le leader mondial de la maintenance prédictive industrielle. "Une étude récente nous place dans le top 5, explique Fabrice Brion, un ingénieur industriel de 41 ans. Nous visons le top 1!"

La société a franchi, en mai, la barre

des 500 employés (dont une grosse moitié se trouve au siège de la société à Mons). Elle engage au rythme d'une personne par semaine! Elle possède des bureaux dans 26 pays et a créé des filiales dans une dizaine d'entre eux (France, Allemagne, Italie, Angleterre, États-Unis, Australie, Corée du Sud...).

Capsules +50%

Ces dernières années, I-care a enregistré une croissance annuelle de son chiffre d'affaires de l'ordre de 35%. Même si M. Brion ne souhaite pas donner de chiffre précis, on évalue le

chiffre d'affaires actuel d'I-care à entre 45 et 50 millions d'euros.

La PME wallonne, déjà leader européen dans son cœur de métier, en veut plus. "Nous travaillons, en ce moment, à une importante levée de fonds pour accélérer la croissance à un rythme annuel de 50%", explique Fabrice Brion. Cela passera à la fois par de la croissance organique et par de nouvelles acquisitions. Nous avons identifié une série de cibles, à travers le monde, et nous saisissons les opportunités qui se présenteront."

Pierre-François Lovens

La PME wallonne veut encore accélérer son rythme de croissance. Elle prépare une nouvelle grosse levée de fonds.

L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering"

L'entreprise belge de maintenance prédictive industrielle I-care a acquis la société Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition, a-t-elle annoncé samedi.

Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless "Wi-care", cloud "I-see" et l'intelligence artificielle "I-DNA" d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles.

"Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis", a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes."

La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec.

L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine



Développés à Mons, les capteurs d'I-care permettent d'établir à distance un diagnostic des machines industrielles. ©Kristof Vadino

03 juillet 2021 11:34 L'entreprise montoise I-care, le "Dr House des machines industrielles", a réalisé son premier rachat d'une entreprise américaine et confirme ainsi sa stratégie de croissance par acquisition

L'entreprise belge de maintenance prédictive industrielle I-care a acquis la société Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition.

Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis.

Fabrice Brion

CEO d'I-care Basée à Camarillo, près de Los Angeles, Lindsay Engineering est spécialisée dans

la

mainten~~ance~~ prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à cette opération, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless "Wi-care", cloud "I-see" et l'intelligence artificielle "I-DNA" d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles. "Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis", a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes."

Lire aussi

[I-care, le Dr House des machines industrielles, à la conquête du monde](#) La société I-care, basée

dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec.

L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering"

Publié le 03-07-21 à 08h42 à Mons (Belgique) L'entreprise belge de maintenance

prédictive industrielle I-care a acquis la société

Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition, a-t-elle annoncé samedi. Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless "Wi-care", cloud "I-see" et l'intelligence artificielle "I-DNA" d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles. "Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis", a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes." La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec. (Belga)

MONS

L'entreprise I-care achète sa première société US



Une belle acquisition. © E.G.

L'entreprise montoise de maintenance prédictive industrielle I-care continue son ascension internationale. Elle a acquis la société Lindsay Engineering, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition.

Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros.

Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless « Wi-care », cloud « I-see » et l'intelligence artificielle « I-DNA » d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles.

« Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance

stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis », a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. « Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes. »

La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35 % par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec. ●

I-care s'étend aux États-Unis et y acquiert sa première société



Facebook/ I -Care L'entreprise belge de maintenance prédictive industrielle I-care a acquis la société Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition, a-t-elle annoncé.

Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless «Wi-care», cloud «I-see» et l'intelligence artificielle

«I-DNA» d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles.

«Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis», a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. «Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes.»

La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec.

L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering"

L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering"

(Belga) L'entreprise belge de maintenance prédictive industrielle I-care a acquis la société Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition, a-t-elle annoncé samedi. (Belga) L'entreprise belge de maintenance prédictive industrielle I-care a acquis la société Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition, a-t-elle annoncé samedi.

Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless "Wi-care", cloud "I-see" et l'intelligence artificielle "I-DNA" d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles. "Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis", a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes." La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec. (Belga)

Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless "Wi-care", cloud "I-see" et l'intelligence artificielle "I-DNA" d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles. "Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis", a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes." La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec. (Belga)

L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering"

L'entreprise montoise I-care acquiert sa première société américaine "Lindsay Engineering"

L'entreprise belge de maintenance prédictive industrielle I-care a acquis la société Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition, a-t-elle annoncé samedi. L'entreprise belge de maintenance prédictive industrielle I-care a acquis la société Lindsay Engineering, basée près de Los Angeles, confirmant ainsi sa stratégie de croissance par acquisition, a-t-elle annoncé samedi.

Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless "Wi-care", cloud "I-see" et l'intelligence artificielle "I-DNA" d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles.

"Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis", a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes."

La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec.

Basée à Camarillo, près de Los Angeles, l'entreprise de services américaine Lindsay Engineering est spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros. Grâce à son acquisition belge, Lindsay Engineering va pouvoir utiliser les technologies wireless "Wi-care", cloud "I-see" et l'intelligence artificielle "I-DNA" d'I-care et les déployer pour sa centaine de clients située dans la région de Los Angeles.

"Cette première acquisition aux États-Unis revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d'entrée vers la côte ouest des États-Unis", a commenté Fabrice Brion, CEO d'I-care. "Nous sommes déjà présents à Houston, où notre bureau emploie 30 personnes."

La société I-care, basée dans le parc Initialis à Mons, est active dans l'intelligence artificielle appliquée à la maintenance prédictive industrielle. L'objectif est de rendre les machines industrielles plus sûres, plus productives et plus respectueuses de l'environnement. La société, qui compte 500 employés et possède des bureaux dans 26 pays, connaît une croissance de plus de 35% par an. En 2020, I-Care avait acquis la société néerlandaise DWMG et la wallonne Mecotec.

La pépète montoise I-care réalise sa première acquisition aux Etats-Unis



Ce n'est pas tous les jours qu'une entreprise belge rachète une société américaine! C'est ce que vient de réaliser I-care, société technologique montoise en plein boom. Certes, Lindsay Engineering, basée dans la région de Los Angeles, est une petite "boîte". Créée par Joe Lindsay en 1998, elle emploie une dizaine de personnes et réalise un chiffre d'affaires d'environ un million de dollars. Lindsay Engineering est une société de services spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire pour les entreprises.

Ce n'est pas tous les jours qu'une entreprise belge rachète une société américaine! C'est ce que vient de réaliser I-care, société technologique montoise en plein boom. Certes, Lindsay Engineering, basée dans la région de Los Angeles, est une petite "boîte". Créée par Joe Lindsay en 1998, elle emploie une dizaine de personnes et réalise un chiffre d'affaires d'environ un million de dollars. Lindsay Engineering est une société de services spécialisée dans la maintenance prédictive et l'analyse vibratoire pour les entreprises.

“Il s’agit de notre première acquisition aux Etats-Unis, nous explique Fabrice Brion, cofondateur et CEO de I-care, au lendemain de la signature du rachat. Même si elle est modeste, cette société californienne revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d’entrée vers la côte Ouest des Etats-Unis”. I-care est en effet déjà présente à Houston, dans le Texas, où la pépète belge emploie une trentaine de personnes et sert de nombreux clients industriels actifs, surtout, sur la côte Est des Etats-Unis. “Nos clients disposent souvent de plusieurs sites d’activité et il est donc utile d’avoir une présence sur les côtes Est et Ouest”. La part du marché américain dans le chiffre d’affaires d’I-care est en très forte croissance actuellement (+66% au cours du premier trimestre 2021).

Lindsay Engineering va désormais utiliser les technologies “wireless” (Wi-care), “cloud” (I-see) et “Artificial Intelligence” (I-DNA) développées par I-care et les déployer sur la centaine de clients dont elle dispose dans la région de Los Angeles.

De gros clients industriels

I-care, nommée “Entreprise de l’Année” en 2020, est souvent qualifiée de “Dr House de la machine industrielle”. Fondée en 2004 par Fabrice Brion et Arnaud Stievenart, elle a développé des outils technologiques qui permettent de faire deux choses. D’une part, ils mesurent, grâce à des capteurs “intelligents” placés sur des machines industrielles, une série de paramètres (vibrations, dégagements de chaleur, émission d’ultrasons, etc.) afin de prédire le moment où il faudra intervenir pour éviter une casse et provoquer une interruption, souvent coûteuse, d’un processus industriel. D’autre part, grâce à des algorithmes d’intelligence artificielle, I-care fiabilise ces mêmes processus industriels. Autrement dit, elle fait en sorte de limiter les pannes subies par ses clients. Ceux-ci sont actifs dans l’énergie, la pharmacie, l’agroalimentaire, la chimie et la pétrochimie ou encore les entreprises d’extraction (mines, cimenteries, etc.).

Au départ du Benelux, I-care a connu une forte croissance de ses activités grâce à une stratégie ambitieuse reposant à la fois sur une croissance organique et, depuis quatre ans, sur des acquisitions. Soutenue par la SRIW et l’invest hennuyer IMBC, I-care avait, dans un premier temps, racheté son principal concurrent en Flandre. L’an dernier, elle a repris la société néerlandaise DWMG et la société wallonne Mecotec.

Avec l’acquisition de Lindsay Engineering, I-care confirme sa stratégie de croissance par acquisition et son ambition de devenir, à terme, le leader mondial de la maintenance prédictive industrielle. *“Une étude récente nous place dans le top 5, explique Fabrice Brion, un ingénieur industriel de 41 ans. Nous visons le top 1!”.*

La société a franchi, en mai, la barre des 500 employés (dont une grosse moitié se trouve au siège de la société à Mons). Elle engage au rythme d’une personne par semaine! Elle possède des bureaux dans 26 pays et a créé des filiales dans une dizaine d’entre eux (France, Allemagne, Italie, Angleterre, Etats-Unis, Australie, Corée du Sud,...).

Passer d’une croissance annuelle de 35 à 50 %

Ces dernières années, I-care a enregistré une croissance annuelle de son chiffre d’affaires de l’ordre de 35%. Même si Fabrice Brion ne souhaite pas donner de chiffre précis, on évalue le chiffre d’affaires actuel d’I-care entre 45 et 50 millions d’euros.

La PME wallonne, déjà leader européen dans son cœur de métier, en veut plus. *“Nous travaillons, en ce moment, à une importante levée de fonds pour accélérer la croissance à un rythme annuel de 50%”, explique Fabrice Brion. Cela passera à la fois par de la croissance organique et par de nouvelles acquisitions. Nous avons identifié une série de cibles, à travers le monde, et nous saisissons les opportunités qui se présenteront”. “Il s’agit de notre première acquisition aux Etats-Unis, nous explique Fabrice Brion, cofondateur et CEO de I-care, au lendemain de la signature du rachat. Même si elle est modeste, cette société californienne revêt une importance stratégique car elle renforce notre force de frappe sur le continent américain et constitue un point d’entrée vers la côte Ouest des Etats-Unis”. I-care est en effet déjà présente à Houston, dans le Texas, où la pépète belge emploie une trentaine de personnes et sert de nombreux clients industriels actifs, surtout, sur la côte Est des Etats-Unis. “Nos clients disposent souvent de plusieurs sites d’activité et il est donc utile d’avoir une présence sur les côtes Est et Ouest”. La part du marché américain dans le chiffre d’affaires d’I-care est en très forte croissance actuellement (+66% au cours du premier trimestre 2021).*

Lindsay Engineering va désormais utiliser les technologies "wireless" (Wi-care), "cloud" (I-see) et "Artificial Intelligence" (I-DNA) développées par I-care et les déployer sur la centaine de clients dont elle dispose dans la région de Los Angeles.

De gros clients industriels

I-care, nommée "Entreprise de l'Année" en 2020, est souvent qualifiée de "Dr House de la machine industrielle". Fondée en 2004 par Fabrice Brion et Arnaud Stievenart, elle a développé des outils technologiques qui permettent de faire deux choses. D'une part, ils mesurent, grâce à des capteurs "intelligents" placés sur des machines industrielles, une série de paramètres (vibrations, dégagements de chaleur, émission d'ultrasons, etc.) afin de prédire le moment où il faudra intervenir pour éviter une casse et provoquer une interruption, souvent coûteuse, d'un processus industriel. D'autre part, grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle, I-care fiabilise ces mêmes processus industriels. Autrement dit, elle fait en sorte de limiter les pannes subies par ses clients. Ceux-ci sont actifs dans l'énergie, la pharmacie, l'agroalimentaire, la chimie et la pétrochimie ou encore les entreprises d'extraction (mines, cimenteries, etc.).

Au départ du Benelux, I-care a connu une forte croissance de ses activités grâce à une stratégie ambitieuse reposant à la fois sur une croissance organique et, depuis quatre ans, sur des acquisitions. Soutenue par la SRIW et l'invest hennuyer IMBC, I-care avait, dans un premier temps, racheté son principal concurrent en Flandre. L'an dernier, elle a repris la société néerlandaise DWMG et la société wallonne Mecotec.

Avec l'acquisition de Lindsay Engineering, I-care confirme sa stratégie de croissance par acquisition et son ambition de devenir, à terme, le leader mondial de la maintenance prédictive industrielle. *"Une étude récente nous place dans le top 5, explique Fabrice Brion, un ingénieur industriel de 41 ans. Nous visons le top 1!"*

La société a franchi, en mai, la barre des 500 employés (dont une grosse moitié se trouve au siège de la société à Mons). Elle engage au rythme d'une personne par semaine! Elle possède des bureaux dans 26 pays et a créé des filiales dans une dizaine d'entre eux (France, Allemagne, Italie, Angleterre, Etats-Unis, Australie, Corée du Sud,...).

Passer d'une croissance annuelle de 35 à 50 %

Ces dernières années, I-care a enregistré une croissance annuelle de son chiffre d'affaires de l'ordre de 35%. Même si Fabrice Brion ne souhaite pas donner de chiffre précis, on évalue le chiffre d'affaires actuel d'I-care entre 45 et 50 millions d'euros.

La PME wallonne, déjà leader européen dans son cœur de métier, en veut plus. *"Nous travaillons, en ce moment, à une importante levée de fonds pour accélérer la croissance à un rythme annuel de 50%, explique Fabrice Brion. Cela passera à la fois par de la croissance organique et par de nouvelles acquisitions. Nous avons identifié une série de cibles, à travers le monde, et nous saisissons les opportunités qui se présenteront"*.

[Pierre-François Lovens](#)

Le président de l'Invest Mons-Borinage-Centre dans le collimateur wallon



L'IMBC, l'Invest Mons-Borinage-Centre, est l'un des neufs invests wallons. Ces sociétés à capital mixte apportent un soutien financier aux PME. Dans notre région par exemple, c'est avec l'appui de l'IMBC que les Montois d'I-Care ont pu installer une éolienne ou que le Chant d'Éole a augmenté sa production. Les invests wallons apparaissent donc particulièrement utiles pour le développement économique, surtout en période de crise. Un récent rapport de la Sowalfin indique d'ailleurs qu'ils ont injecté 282,7 millions d'euros dans le tissu économique en 2020.

À Mons, c'est Jean-Sébastien Belle qui tient les rênes de l'IMBC depuis 1992. Relativement discret, mais pas inconnu au bataillon. Cet ingénieur commercial étiqueté PS a déjà défrayé la chronique, notamment pour les mandats qu'il cumule. Jean-Sébastien Belle a notamment présidé pendant dix ans le conseil d'administration de la Sowalfin et préside toujours celui de la FN Herstal. Il est aussi membre non exécutif du conseil d'administration de la banque CPH. Ce qui pouvait laisser présager un mélange des genres douteux entre ces différentes casquettes, [comme l'avait soulevé la Libre Belgique à l'époque](#). Le principal intéressé avait répondu qu'il lui était impossible d'influencer dans un sens ou dans un autre les dossiers qui pouvaient éventuellement lier la banque CPH à l'IMBC ou la Sowalfin. Reste que tous ces mandats valent à l'ancien chef cab de Jean-Claude Marcourt de plantureuses rémunérations, évaluées pour un total de près de 450.000 euros en 2019 par la Cour des comptes.

Un cas unique

Pas mal, mais peut-être pas assez. En effet, Jean-Sébastien Belle n'est pas seulement président de l'IMBC, il en est également l'un des actionnaires. Or, le Montois a fait passer sa part de 3,5 à 13 %. Une manière de contourner le plafond des rémunérations imposé depuis 2018 par les décrets gouvernance à la suite de l'affaire Publifin ? Déjà en 2018, alors que sa rémunération passait de 390.000 à 245.000 euros, Jean-Sébastien Belle devait toucher une forme de rattrapage d'épargne-pension selon nos confrères du Soir. La somme était évaluée à 450.000 euros. Mais pour éviter de "polluer le débat", le président de l'IMBC y avait finalement renoncé.

Il faut souligner que la situation de Jean-Sébastien Belle, à la fois président exécutif et actionnaire de l'IMBC, est unique dans le paysage des invests wallons. Plus troublante encore, la manière dont le Montois a fait monter sa part dans l'actionnariat. Il y a quelques années encore, la Région wallonne détenait 45,45 % du gâteau. Le reste des parts - comprises entre 5,68 % et 0,68 % - reposait entre les mains de petits actionnaires privés. Mais en 2018, selon les récentes révélations du site d'info L-Post, Jean-Sébastien Belle créait la Holding Financière du Ponant (HFDP) et coalisait les actionnaires privés de l'IMBC pour en devenir actionnaire majoritaire avec 54,55 %.

Un rapport attendu

De quoi soulever des questions dans les rangs du parlement wallon. Mardi, les députés Emmanuel Disabato (Ecolo), François Desquesne (CDH) et Germain Mugemangango (PTB) ont interpellé le ministre Borsus sur cette situation inédite et le possible conflit d'intérêts. *"Pour l'heure, sans remettre en cause la qualité de l'outil, on se pose beaucoup de questions"*, nous précise Emmanuel Disabato. *"Cette situation inédite pourrait en outre avoir un impact sur le bon fonctionnement de l'IMBC. Normalement, un invest wallon peut parfois prendre des risques pour aider les PME à se développer. Mais avec sa casquette d'actionnaire majoritaire, le président de l'IMBC pourrait être tenté de viser la rentabilité des investissements plutôt que de jouer ce rôle de levier économique."*

Le ministre wallon de l'Économie a commandé un rapport pour éclaircir cette situation. Mais il a déjà pu apporter quelques éléments de réponse en commission parlementaire mardi. *"La création de la SA HFDP n'avait pas pour objectif de contourner le décret wallon. L'opération n'a d'ailleurs pas d'incidence sur le ratio public/privé entre les différents types d'actionnaires"*, a expliqué Willy Borsus. *"Si une holding a été créée, c'est, m'indique-t-on, dans l'objectif de déperimétrisation de la société sur base du modèle d'autres invests en consolidant l'ensemble des actionnaires privés au sein d'une même structure. La constitution de la SA HFDP n'exonère en rien l'IMBC de ses obligations vis-à-vis du décret. L'IMBC et Monsieur Belle n'ont jamais considéré ne pas devoir y être soumis."*

Le ministre Borsus a par ailleurs précisé que les rémunérations étaient conformes au décret. Il a enfin ajouté que les relations entre la Région wallonne et les invests sont régies via des conventions qui sont en cours de révision. Son objectif est d'accroître encore la transparence et les principes de gouvernance. De son côté, le député François Desquesne retient que les rémunérations sont bien dans les clous. Mais il reste dubitatif sur la manière dont la HFDP est devenue actionnaire majoritaire de l'Invest Mons-Borinage-Centre. *"Nous introduirons une motion au parlement à la rentrée pour tirer les choses au clair"*, a conclu le député CDH.

L'IMBC, l'Invest Mons-Borinage-Centre, est l'un des neufs invests wallons. Ces sociétés à capital mixte apportent un soutien financier aux PME. Dans notre région par exemple, c'est avec l'appui de l'IMBC que les Montois d'I-Care ont pu installer une éolienne ou que le Chant d'Éole a augmenté sa production. Les invests wallons apparaissent donc particulièrement utiles pour le développement économique, surtout en période de crise. Un récent rapport de la Sowalfin indique d'ailleurs qu'ils ont injecté 282,7 millions d'euros dans le tissu économique en 2020.

À Mons, c'est Jean-Sébastien Belle qui tient les rênes de l'IMBC depuis 1992. Relativement discret, mais pas inconnu au bataillon. Cet ingénieur commercial étiqueté PS a déjà défrayé la chronique, notamment pour les mandats qu'il cumule. Jean-Sébastien Belle a notamment présidé pendant dix ans le conseil d'administration de la Sowalfin et préside toujours celui de la FN Herstal. Il est aussi membre non exécutif du conseil d'administration de la banque CPH. Ce qui pouvait laisser présager un mélange des genres douteux entre ces différentes casquettes, [comme l'avait soulevé la Libre Belgique à l'époque](#). Le principal intéressé avait répondu qu'il lui était impossible d'influencer dans un sens ou dans un autre les dossiers qui pouvaient éventuellement lier la banque CPH à l'IMBC ou la Sowalfin. Reste que tous ces mandats valent à l'ancien chef cab de Jean-Claude Marcourt de plantureuses rémunérations, évaluées pour un total de près de 450.000 euros en 2019 par la Cour des comptes.

Un cas unique

Pas mal, mais peut-être pas assez. En effet, Jean-Sébastien Belle n'est pas seulement président de l'IMBC, il en est également l'un des actionnaires. Or, le Montois a fait passer sa part de 3,5 à 13 %. Une manière de contourner le plafond des rémunérations imposé depuis 2018 par les décrets gouvernance à la suite de l'affaire Publifin ? Déjà en 2018, alors que sa rémunération passait de 390.000 à 245.000 euros, Jean-Sébastien Belle devait toucher une forme de rattrapage d'épargne-pension selon nos confrères du Soir. La somme était évaluée à 450.000 euros. Mais pour éviter de "polluer le débat", le président de l'IMBC y avait finalement renoncé.

Il faut souligner que la situation de Jean-Sébastien Belle, à la fois président exécutif et actionnaire de l'IMBC, est unique dans le paysage des invests wallons. Plus troublante encore, la manière dont le Montois a fait monter sa part dans l'actionnariat. Il y a quelques années encore, la Région wallonne détenait 45,45 % du gâteau. Le reste des parts - comprises entre 5,68 % et 0,68 % - reposait entre les mains de petits actionnaires privés. Mais en 2018, selon les récentes révélations du site d'info L-Post, Jean-Sébastien Belle créait la Holding Financière du Ponant (HFDP) et coalisait les actionnaires privés de l'IMBC pour en devenir actionnaire majoritaire avec 54,55 %.

Un rapport attendu

De quoi soulever des questions dans les rangs du parlement wallon. Mardi, les députés Emmanuel Disabato (Ecolo), François Desquesne (CDH) et Germain Mugemangango (PTB) ont interpellé le ministre Borsus sur cette situation inédite et le possible conflit d'intérêts. *"Pour l'heure, sans remettre en cause la qualité de l'outil, on se pose beaucoup de questions"*, nous précise Emmanuel Disabato. *"Cette situation inédite pourrait en outre avoir un impact sur le bon fonctionnement de l'IMBC. Normalement, un invest wallon peut parfois prendre des risques pour aider les PME à se développer. Mais avec sa casquette d'actionnaire majoritaire, le président de l'IMBC pourrait être tenté de viser la rentabilité des investissements plutôt que de jouer ce rôle de levier économique."*

Le ministre wallon de l'Économie a commandé un rapport pour éclaircir cette situation. Mais il a déjà pu apporter quelques éléments de réponse en commission parlementaire mardi. *"La création de la SA HFDP n'avait pas pour objectif de contourner le décret wallon. L'opération n'a d'ailleurs pas d'incidence sur le ratio public/privé entre les différents types d'actionnaires"*, a expliqué Willy Borsus. *"Si une holding a été créée, c'est, m'indique-t-on, dans l'objectif de déperimétrisation de la société sur base du modèle d'autres invests en consolidant l'ensemble des actionnaires privés au sein d'une même structure. La constitution de la SA HFDP n'exonère en rien l'IMBC de ses obligations vis-à-vis du décret. L'IMBC et Monsieur Belle n'ont jamais considéré ne pas devoir y être soumis."*

Le ministre Borsus a par ailleurs précisé que les rémunérations étaient conformes au décret. Il a enfin ajouté que les relations entre la Région wallonne et les invests sont régies via des conventions qui sont en cours de révision. Son objectif est d'accroître encore la transparence et les principes de gouvernance. De son côté, le député François Desquesnes retient que les rémunérations sont bien dans les clous. Mais il reste dubitatif sur la manière dont la HFDP est devenue actionnaire majoritaire de l'Invest Mons-Borinage-Centre. *"Nous introduirons une motion au parlement à la rentrée pour tirer les choses au clair"*, a conclu le député CDH.

Le président de l'IMBC dans le collimateur wallon

MONS

La situation inédite de Jean-Sébastien Belle anime les discussions au Parlement.

L'IMBC, l'Invest Mons-Borinage-Centre, est l'un des neuf invest wallons. Ces sociétés à capital mixte apportent un soutien financier aux PME. Dans notre région, par exemple, c'est avec l'appui de l'IMBC que les Montois d'I-Care ont pu installer une éolienne ou que le Chant d'Éole a augmenté sa production. Les invest wallons apparaissent donc particulièrement utiles pour le développement économique, surtout en période de crise. Un récent rapport de la Sowalfin indique d'ailleurs qu'ils ont injecté 282,7 millions d'euros dans le tissu économique en 2020.

En 2019, ses mandats ont rapporté à Belle près de 450 000 euros.

À Mons, c'est Jean-Sébastien Belle qui tient les rênes de l'IMBC depuis 1992. Relativement discret, mais pas inconnu au bataillon, cet ingénieur commercial étiqueté PS a déjà défrayé la chronique, notamment pour les mandats qu'il cumule. Jean-Sébastien Belle a notamment présidé pendant dix ans le conseil d'administration de la Sowalfin et préside toujours celui de la FN Herstal. Il est aussi membre non exécutif du conseil d'administration de la banque CPH. Ce qui pouvait laisser présager un mélange des genres douteux entre ces différentes casquettes, comme l'avait soulevé *La Libre Belgique* à l'époque. Le principal intéressé avait répondu qu'il lui était impossible d'influencer dans un sens ou dans un autre les dossiers qui pouvaient éventuellement lier la banque CPH à l'IMBC ou la Sowalfin. Reste que tous ces mandats valent à l'ancien *chef cab* de Jean-Claude Marcourt de plantureuses rémunérations, évaluées pour un total de près de 450 000 euros en 2019 par la Cour des comptes.

Pas mal, mais peut-être pas assez. En effet, Jean-Sébastien Belle n'est pas seulement président de l'IMBC, il en est également l'un des actionnaires. Or le Montois a fait passer sa part de 3,5 à 13%. Une manière de contourner le plafond des rémunérations imposé depuis 2018 par les décrets gouvernance à la suite de l'affaire Publifin? Déjà en 2018, alors que sa rémunération passait de 390 000 à

245 000 euros, Jean-Sébastien Belle devait toucher une forme de rattrapage d'épargne-pension selon nos confrères du *Soir*. La somme était évaluée à 450 000 euros. Mais, pour éviter de polluer le débat, le président de l'IMBC y avait finalement renoncé.

Il faut souligner que la situation de Jean-Sébastien Belle, à la fois président exécutif et actionnaire de l'IMBC, est unique dans le paysage des invest wallons. Plus troublante encore est la manière dont le Montois a fait monter sa part dans l'actionariat. Il y a quelques années encore, la Région wallonne détenait 45,45% du gâteau. Le reste des parts - comprises entre 5,68 et 0,68% - reposait entre les mains de petits actionnaires privés. Mais en 2018, selon les récentes révélations du site d'info I-Post, Jean-Sébas-

tien Belle créait la Holding financière du Ponant (HFDP) et coalisait les actionnaires privés de l'IMBC pour en devenir actionnaire majoritaire avec 54,55%.

Un rapport attendu

De quoi soulever des questions dans les rangs du Parlement wallon. Mardi, les députés Emmanuel Disabato (Ecolo), François Desquesne (CDH) et Germain Mugemangango (PIB) ont interpellé le ministre Borsus sur cette situation inédite et le possible conflit d'intérêts. "Pour l'heure, sans remettre en cause la qualité de l'outil, on se pose beaucoup de questions", nous précise Emmanuel Disabato. "Cette situation inédite pourrait en outre avoir un impact sur le bon fonctionnement de l'IMBC. Normalement, un invest wallon peut parfois prendre des risques pour aider les PME à se développer. Mais, avec sa casquette d'actionnaire majoritaire, le président de l'IMBC pourrait être tenté de viser la rentabilité des investissements plutôt que de jouer ce rôle de levier économique."

Le ministre wallon de l'Économie a commandé un rapport pour éclaircir cette situation. Mais il a déjà pu apporter quelques éléments de réponse en commission parlementaire mardi. "La création de la SA HFDP n'avait pas pour objectif de contourner le décret wallon. L'opération n'a d'ailleurs pas d'incidence sur le ratio public/privé entre les différents types d'actionnaires", a expliqué Willy Borsus. "Si une holding a été créée, c'est, m'indique-t-on, dans l'objectif de déprémétrisation de la société sur base du modèle d'autres invests en consolidant l'ensemble des actionnaires privés au sein d'une même structure. La constitution de la SA HFDP n'exonère en rien l'IMBC de ses obligations vis-à-vis du décret. L'IMBC et Monsieur Belle n'ont jamais considéré ne pas devoir y être soumis."

Le ministre Borsus a par ailleurs précisé que les rémunérations étaient conformes au décret. Il a enfin ajouté que les relations entre la Région wallonne et les invests sont régies via des conventions qui sont en cours de révision. Son objectif est d'accroître encore la transparence et les principes de gouvernance. De son côté, le député François Desquesne retient que les rémunérations sont bien dans les clous. Mais il reste dubitatif sur la manière dont la HFDP est devenue actionnaire majoritaire de l'Invest Mons-Borinage-Centre. "Nous introduirons une motion au Parlement à la rentrée pour tirer les choses au clair", a conclu le député CDH.

Grégoire Lallou

Jean-Sébastien Belle est à la fois président et actionnaire de l'invest.

© ELSH/MEP/LEN/INFER/ACQUODANT



Le "masterplan" des rives de Charleroi: la nouvelle vie du quartier de la gare



Les autorités locales mènent, en partenariat avec la SNCB, un ambitieux plan d'aménagement mêlant logements, commerces et bureaux, autour du centre technologique A6K. La première phase représente un investissement de 130 millions d'euros.

"Dans toutes les villes du monde/Le quartier le plus immonde/C'est toujours celui d'la gare/Où l'on n'ose pas sortir le soir", chantait le groupe liégeois Eté 67, qui avait obtenu un joli succès avec ce titre il y a une quinzaine d'années. La gare de Charleroi-Sud n'échappe pas à la règle, avec une accumulation de voiries, de vestiges industriels, de parkings et de sites de stockage dans son environnement immédiat. "Il y a là une concentration d'infrastructures avec un désordre incroyable, sans aucun aménagement urbain, lâche le bourgmestre et par ailleurs président du PS Paul Magnette. Utiliser les abords d'une gare comme site de stockage, c'est une véritable absurdité, c'est du gaspillage d'un foncier stratégique."

Utiliser les abords d'une gare comme site de stockage, c'est du gaspillage d'un foncier stratégique."

La ville et l'intercommunale Igretec tentent de remettre de l'ordre dans cette anarchie urbanistique. Elles sont en passe de conclure un accord avec la SNCB, en vue de l'aménagement de 50.000 m² jouxtant la gare de Charleroi-Sud, dans un ensemble mêlant espaces d'innovation industrielle, bureaux et logements, réunis sous le label "Les rives de Charleroi", en raison de la proximité de la Sambre. Cela représente un investissement immobilier estimé à plus de 130 millions, dont 86 seront financés par le plan de relance européen.

La direction de la SNCB, accompagnée du ministre fédéral de la Mobilité Georges Gilkinet (Ecolo), a rencontré fin mai les autorités locales, en vue de finaliser les modalités financières et administratives du projet. Les partenaires créeront ensemble un SPV (special purpose vehicle), dont le champ d'action intégrera aussi les 30.000 m² du site dit de la Villette, situé de l'autre côté de la gare et qui sera reconditionné dans un second temps. Pour l'heure, la priorité, ce sont les espaces dont la réhabilitation sera financée par l'Europe car celle-ci exige que les moyens du plan de relance soient engagés avant la fin 2026. "Nous avons donc anticipé et lancé les études sans attendre que la structure juridique soit pleinement opérationnelle", précise le directeur d'Igretec Renaud Moens.

Un démarrage en mode start-up

Le coeur de ce projet d'aménagement, c'est l'installation d'A6k-E6K dans l'ancien tri postal, juste à côté de la gare. Cette idée a émergé à travers le plan Catch, destiné à organiser le rebond carolo après le départ de Caterpillar et perpétuée à travers Sambrinvest, actionnaire unique de la structure. Le pari émis alors par toutes les forces vives était celui-ci: créons une plateforme d'échanges autour des sciences de l'ingénieur, grâce à laquelle les acteurs industriels, petits et grands, collaboreront, partageront leurs ressources d'innovation et développeront des prototypes. Le site servira aussi de centre de formation aux compétences numériques de haut niveau, en mutualisant les ateliers de différents acteurs (Ifapme, Technofutur, etc.) et en y associant directement les entreprises.

"Nous avons commencé en mode 'start-up' sur 4.000 m², raconte Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K. Maintenant, je pense que nous avons réussi notre période de proof of concept et que nous pouvons passer à l'étape supérieure." Des grandes entreprises comme Alstom, AGC, Thales ou I-Care sont impliqués dans l'aventure depuis le début, de même que plusieurs centres de recherche (Materia Nova, Cetic, Multitel, Sirris, etc.) et plusieurs pôles de compétitivité. Des universités les ont rejoints depuis, à savoir l'ULB, l'UCLouvain, l'Umons et l'UNamur. "Les premières start-up commencent à naître au sein d'A6K, se réjouit Abd-Samad Habbachi. En alliant l'innovation, l'incubation et l'éducation, nous créons l'écosystème qui permettra à Charleroi de redevenir un phare de la technologie."

Nous créons l'écosystème qui permettra à Charleroi de redevenir un phare de la technologie."

Les moyens du plan de relance européen permettront de porter A6K-E6K de 4 à 30.000 m² et d'y installer plus de 200 chercheurs. Ces seuils sont, nous dit-on, nécessaires pour inscrire un lieu sur la carte économique européenne. "Une concentration des moyens et une collaboration des acteurs est indispensable pour atteindre une taille critique et réussir le redéploiement de notre économie, affirme Thomas Dermine, secrétaire d'Etat à la Relance (PS). C'est une vision politique que nous devons garder à l'esprit, par rapport à l'avenir des structures de formation et de recherche en Wallonie."

C'est ici que les ambitions économiques et urbanistiques se rejoignent : la croissance d'A6K-E6K amorcera l'aménagement de l'ensemble de la rive droite de la Sambre, dans le quartier de la gare. Le masterplan prévoit en effet plus de 20.000 m² supplémentaires affectés au logement, aux bureaux et aux commerces. "Nous tenons à cette mixité de fonctions, insiste Nathalie Czerniatynski, directrice du développement économique, immobilier et territorial chez Igretec. Nous voulons redonner de la vie à ce quartier, il ne faut pas que ce soit un ensemble de bureaux où tout est fermé à 17 heures."

Lire aussi: Un immeuble du digital à Charleroi

La SNCB dans la danse...

Encore fallait-il convaincre la SNCB de s'inscrire dans ce schéma. Au départ, la demande des Carolos a surpris mais, très vite, l'entreprise y a vu aussi son intérêt. "Cela reste un site ferroviaire, adossé à la gare, explique Patrice Couchard, directeur général Gares et Immeubles à la SNCB. Il est important pour nous de déterminer les fonctions de ces espaces, de veiller à ce que leur développement soit en ligne avec notre stratégie. La qualité des aménagements urbains autour des gares est cruciale

L'exemple, c'est le succès de Be Central, le campus dédié au numérique aménagé à la gare de Bruxelles-Central et qui est, selon Patrice Couchard, "une formidable réaffectation d'espaces utilisés par les services techniques de la SNCB". Le contre-exemple est aussi bruxellois, en l'occurrence le quartier d'affaires très monolithique autour de la gare du Nord. "Nous voulons une vraie diversité, avec des logements et des commerces, assure le responsable des gares. Mais, bien entendu, nous surveillons aussi le retour sur investissement pour la SNCB." C'est pour cette raison qu'elle souhaite vendre l'hôtel des chemins de fer, un immeuble de 6.000 m² en forme de paquebot situé au bout de l'îlot en bord de Sambre, et dont le prix est estimé à 1,6 million d'euros. Le bâtiment, qui affiche un réel cachet architectural mais n'était plus occupé, sera affecté au logement. Les aménagements devront respecter les lignes directrices fixées dans le masterplan, dans un souci de cohérence de l'ensemble. Infrabel devrait, par ailleurs, continuer à occuper l'immeuble voisin de cet hôtel des chemins de fer, à nouveau en veillant à bien l'intégrer dans le schéma d'ensemble. Le reste de l'espace autour d'A6K-E6K fera, lui, l'objet d'un bail emphytéotique géré par le SPV.

Partenariat prolongé

La SNCB prévoit également la refonte de la gare et de son couloir sous voies (37 millions), de la gare des bus et des espaces actuellement dévolus au parking, situés à droite de la gare (A6K-E6K est, lui, sur la gauche). Ce site de la Villette s'étend sur 30.000 m² et les aménagements devraient suivre le même esprit d'attractivité du quartier de la gare et de diversité des fonctions, avec la construction de logements et d'espaces commerciaux. En conséquence, le nombre de places de parking (1.600 actuellement) sera revu à la baisse, d'autant que l'intention est également d'étendre les espaces dévolus aux vélos. Ce projet n'en est toutefois qu'à la phase des études préalables et ne devrait pas se concrétiser avant quelques années. Mais une chose semble acquise: la conception se fera en partenariat avec la ville et l'intercommunale Igretec, afin que ce vaste espace s'intègre dans les priorités urbanistiques du développement de Charleroi. C'est pour cela, rappelle Renaud Moens (Igretec), que "le SPV aura un cadre d'action plus large qu'A6K et le plan de relance".

La gare de Charleroi-Sud est actuellement la 4^e de Wallonie et la 13^e de Belgique en nombre de voyageurs. Les projections prévoient une montée de la fréquentation moyenne qui passerait de 70 à 93.000 voyageurs par semaine d'ici 2030 et l'aménagement des "Rives de Charleroi" contribuera bien entendu à l'attractivité de cette gare. "Il est clair que nous pouvons faire bien mieux comme aménagement que l'aspect parking actuel, dit Pauline Cabrit, urbaniste à la SNCB. L'ambition générale est de bien ancrer nos 550 gares dans leur environnement

En face de la gare, une partie des quais de la Sambre a déjà été joliment restaurée (et le privé embraie en rénovant les maisons de maître donnant sur la rivière). Ce développement sera à l'avenir prolongé - sur la gauche en sortant de la gare - par une marina, ouvrant sur un nouveau parc d'affaires (Left Side Business Park) pour lequel on prévoit la construction de plusieurs tours, pour un total de plus de 100.000 m².

Une gare, c'est le coeur d'un quartier, résume Paul Magnette. C'est vrai pour une grande ville mais aussi pour des petites gares. A Marchienne, à Fleurus, à Châtelet ou ailleurs, il y a plein de très beaux chantiers potentiels pour la SNCB et Infrabel. En région parisienne, des 'délaissés urbains' de la SNCF ont été réaffectés en parcs, cela améliore la qualité de vie de ces quartiers. Des chancres, des espaces de stockage retrouvent de la valeur. Nous pouvons nous en inspirer pour le futur de nos propres délaissés urbains."

Les futurs occupants d'A6K sont déjà connus

Mais revenons au coeur du développement actuel, à savoir A6K-E6K. D'ici 2026, les bureaux et ateliers dédiés à l'innovation et à l'incubation passeront de 1.800 à 12.350 m², tandis que les espaces dévolus à la formation passeront de 1.600 à 20.000 m². Ceux-ci déborderont désormais de l'ancien tri postal, vers de nouvelles constructions sur la dalle des parkings (côté voies). Sur cette même dalle, mais côté Sambre, le masterplan prévoit l'érection d'immeubles mixtes avec des commerces et bureaux aux premiers étages (avec notamment des classes pour BeCode), et des logements, probablement sur un mode "co-living", aux étages supérieurs avec des terrasses donnant sur la rivière.

Nous voulons redonner de la vie à ce quartier, il ne faut pas que ce soit un ensemble de bureaux où tout est fermé à 17 heures."

La structure de l'ancien tri postal (qui héberge A6K) sera préservée mais une percée sera réalisée au milieu pour fluidifier la circulation et casser le côté très imposant de l'édifice. "Nous savons déjà quelles sociétés, quels centres de recherche, quels opérateurs de formation occuperont tous ces espaces", assure Abd-Samad Habbachi. Dans le courant de l'année, plusieurs infrastructures de test et de prototypage seront installées au sein du bâtiment. Il s'agit notamment du "supercalculateur" développé par le centre de recherche Cenaero ou du 5G Lab initié par Proximus. "Il faut continuer à instiller la même dose de rêve dans ce beau projet", conclut Thomas Dermine, qui était à l'origine de toute cette réflexion dans le plan Catch.

En savoir plus à ce sujet:

LE "MASTERPLAN" DES RIVES DE CHARLEROI

La nouvelle vie du quartier de la gare

Les autorités locales mènent, en partenariat avec la SNCB, un ambitieux plan d'aménagement mêlant logements, commerces et bureaux, autour du centre technologique A6K. La première phase représente un investissement de 130 millions d'euros. CHRISTOPHE DE CAEVEL

“ Dans toutes les villes du monde/ Le quartier le plus immonde/ C'est toujours celui d'la gare/ Où l'on n'ose pas sortir le soir”, chantait le groupe liégeois Eté 67, qui avait obtenu un joli succès avec ce titre il y a une quinzaine d'années. La gare de Charleroi-Sud n'échappe pas à la règle, avec une accumulation de voiries, de vestiges industriels, de parkings et de sites de stockage dans son environnement immédiat. “Il y a là une concentration d'infrastructures avec un désordre incroyable, sans aucun aménagement urbain, lâche le bourgmestre et par ailleurs président du PS Paul Magnette. Utiliser les abords d'une gare comme site de stockage, c'est une véritable absurdité, c'est du gaspillage d'un foncier stratégique.” La ville et l'intercommunale Igretec tentent de remettre de l'ordre dans cette anarchie urbanistique. Elles sont en passe de



“

Utiliser les abords d'une gare comme site de stockage, c'est du gaspillage d'un foncier stratégique.”

PAUL MAGNETTE, BOURGMESTRE DE CHARLEROI

conclure un accord avec la SNCB, en vue de l'aménagement de 50.000 m² jouxtant la gare de Charleroi-Sud, dans un ensemble mêlant espaces d'innovation industrielle, bureaux et logements, réunis sous le label “Les rives de Charleroi”, en raison de la proximité de la Sambre. Cela représente un investissement immobilier estimé à plus de 130 millions, dont 86 seront financés par le plan de relance européen. La direction de la SNCB, accompagnée du ministre fédéral de la Mobilité Georges Gilkinet (Ecolo), a rencontré fin mai les autorités locales, en vue de finaliser les modalités financières et administratives du projet. Les partenaires créeront ensemble un SPV (*special purpose vehicle*), dont le champ d'action intégrera aussi les 30.000 m² du site dit de la Villette, situé de l'autre côté de la gare et qui sera reconconditionné

dans un second temps. Pour l'heure, la priorité, ce sont les espaces dont la réhabilitation sera financée par l'Europe car celle-ci exige que les moyens du plan de relance soient engagés avant la fin 2026. “Nous avons donc anticipé et lancé les études sans attendre que la structure juridique soit pleinement opérationnelle”, précise le directeur d'Igretec Renaud Moens.

Un démarrage en mode start-up

Le cœur de ce projet d'aménagement, c'est l'installation d'A6K-E6K dans l'ancien tri postal, juste à côté de la gare. Cette idée a émergé à travers le plan Catch, destiné à organiser le rebond carolo après le départ de Caterpillar et perpétuée à travers Sambrinvest, actionnaire unique de la structure. Le pari émis alors par toutes les forces vives était celui-ci: créons une plateforme d'échanges autour des sciences de l'ingénieur, grâce à laquelle les acteurs industriels, petits et grands, collaboreront, partageront leurs ressources d'innovation et développeront des prototypes. Le site servira aussi de centre de formation aux compétences numériques de haut niveau, en mutualisant les ateliers de différents acteurs (Ifapme, Technofutur, etc.) et en y associant directement les entreprises.

“Nous avons commencé en mode 'start-up' sur 4.000 m²”, raconte Abd-Samad Habbachi, directeur d'A6K. Maintenant, je pense que nous avons réussi notre période de *proof of concept* et que nous pouvons passer à l'étape supérieure.” Des grandes entreprises comme Alstom, AGC, Thales ou I-Care sont impliqués dans l'aventure depuis le début, de même que plusieurs centres de recherche (Materia Nova, Cetic, Multitel, Sirris, etc.) et plusieurs pôles de compétitivité. Des universités les ont rejoints depuis, à savoir l'ULB, l'UCLouvain, l'Umons et



l'UNamur. "Les premières start-up commencent à naître au sein d'A6K, se réjouit Abd-Samad Habbachi. En alliant l'innovation, l'incubation et l'éducation, nous créons l'écosystème qui permettra à Charleroi de redevenir un phare de la technologie."

Les moyens du plan de relance européen permettront de porter A6K-E6K de 4 à 30.000 m² et d'y installer plus de 200 chercheurs. Ces seuils sont, nous dit-on, nécessaires pour inscrire un lieu sur la carte économique européenne. "Une concentration des moyens et une collaboration des acteurs est indispensable pour atteindre une taille critique et réussir le redéploiement de notre économie, affirme Thomas Dermine, secrétaire d'Etat à la Relance (PS).

C'est une vision politique que nous devons garder à l'esprit, par rapport à l'avenir des structures de formation et de recherche en Wallonie." C'est ici que les ambitions économiques et urbanistiques se rejoignent: la croissance d'A6K-E6K amorcera l'aménagement de l'ensemble de la rive droite de la Sambre, dans le quartier de la gare. Le *masterplan* prévoit en effet plus de 20.000 m² supplémentaires affectés au logement, aux bureaux

LES RIVES DE CHARLEROI
Le projet prévoit l'aménagement de 50.000 m² jouxtant la gare. On y retrouvera des espaces d'innovation industrielle, des bureaux et des logements.



Nous créons l'écosystème qui permettra à Charleroi de redevenir un phare de la technologie."

ABD-SAMAD HABBACHI (A6K)

et aux commerces. " Nous tenons à cette mixité de fonctions, insiste Nathalie Czerniatynski, directrice du développement économique, immobilier et territorial chez Igretec. Nous voulons redonner de la vie à ce quartier, il ne faut pas que ce soit un ensemble de bureaux où tout est fermé à 17 heures."

La SNCB dans la danse...

Encore fallait-il convaincre la SNCB de s'inscrire dans ce schéma. Au départ, la demande des Carolos a surpris mais, très vite, l'entreprise y a vu aussi son intérêt. " Cela reste un site ferroviaire, adossé à la gare, explique Patrice Couchard, directeur général Gares et Immeubles à la SNCB. Il est important pour nous de déterminer les fonctions

L'exemple, c'est le succès de Be Central, le campus dédié au numérique aménagé à la gare de Bruxelles-Central et qui est, selon Patrice Couchard, " une formidable réaffectation d'espaces utilisés par les services techniques de la SNCB". Le contre-exemple est aussi bruxellois, en l'occurrence le quartier d'affaires très monolithique autour de la gare du Nord. " Nous voulons une vraie diversité, avec des logements et des commerces, assure le responsable des gares. Mais, bien entendu, nous surveillons aussi le retour sur investissement pour la SNCB." C'est pour cette raison qu'elle souhaite vendre l'hôtel des chemins de fer, un immeuble de 6.000 m² en forme de paquebot situé au bout de l'ilot en bord de

de ces espaces, de veiller à ce que leur développement soit en ligne avec notre stratégie. La qualité des aménagements urbains autour des gares est cruciale."

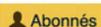
Sambre, et dont le prix est estimé à 1,6 million d'euros. Le bâtiment, qui affiche un réel cachet architectural mais n'était plus occupé, sera affecté au logement. Les aménagements devront respecter

La DH, 19 mai 2021

<https://www.dhnet.be/archive/les-entreprises-ont-le-vent-en-poupe-de-mons-borinage-60a4a4187b50a6717071884d>

Les entreprises ont le vent en poupe de Mons-Borinage

Stagiaire

 Abonnés Publié le 19-05-21 à 07h37



Depuis plusieurs années, de nombreuses entreprises s'implantent dans la région de Mons-Borinage afin de s'y développer. I-Care, le Chant d'Eole et Drag On Slide font partie de ces firmes innovantes basées dans la région qui ont su, au fil du temps, accroître leur notoriété pour devenir de véritables leaders dans leur domaine. Elles permettent également de faire vivre la région et les artisans qui s'y trouvent.

L'entreprise I-care recrute d'ailleurs régulièrement du personnel afin de mener à bien ses objectifs. *"Nous recrutons une personne toutes les semaines"*, confie Fabrice Brion, directeur général d'I-care. *"Ils nous aident par la suite à mener à bien notre mission principale qui consiste à collecter, organiser et analyser les informations fournies par l'intelligence artificielle afin de prévenir les éventuelles pannes de machines électriques."*

Le développement constant des outils de monitoring industriel d'I-care a permis à l'entreprise de gravir rapidement les échelons. Elle a ainsi pu mettre en place sa première filiale européenne, basée en Italie, quatre ans seulement après sa création. D'autres ont par la suite vu le jour en Pologne, France, Suisse et Allemagne. L'Europe n'est d'ailleurs pas la seule zone d'expansion de la firme puisqu'elle est désormais présente également aux Etats-Unis, en Corée et en Australie. Elle a aussi eu le luxe de signer le premier contrat corporate mondial.

Implanter son entreprise dans la région de Mons a toujours été une évidence pour Fabrice Brion. *"J'ai fait mes études à Mons et suis originaire de Jemappes, j'ai donc tout naturellement décidé de baser mon entreprise à Mons"*, ajoute-t-il. *"La région dispose, en plus, de nombreux avantages comme disposer de deux universités permettant de former des ingénieurs civils et industriels compétents chaque année. Elle possédait également la place nécessaire pour construire les bâtiments d'I-care tout en proposant un accès facile à ceux-ci."*

I-care figure désormais comme le véritable leader du marché de maintenance préventive industrielle. D'autres projets permettront encore à l'entreprise montoise de se développer. *"Nous allons bientôt installer une éolienne sur le site de Mons. Nous avons également acquis un nouveau terrain, il y a deux ans maintenant, destiné à développer davantage nos activités à Mons. Malheureusement, la crise du covid ralentit les démarches administratives"*, conclut Fabrice Brion.

I-care n'est pas la seule entreprise montoise à engranger de la notoriété au fil des années. C'est aussi le cas de Drag On Slide qui a notamment reçu de nombreux prix de la Ville de Mons pour ses *serious games*. *"Nous développons des jeux à destination des entreprises qui ont pour but de sensibiliser le personnel aux risques d'accident de travail qu'ils encourent quotidiennement"*, explique Loïc Dehon, l'un des fondateurs de Drag On Slide. *"Ces jeux pour professionnels permettent aux entreprises de confronter leurs employés aux éventuels dangers de manière plus ludique et efficace."*

L'amour que portent l'ensemble des fondateurs pour leur région natale les a poussés à y implanter leur entreprise. *"Tous les fondateurs de Drag On Slide sont originaires de la région de Mons ou des environs. Nous ne nous sommes donc pas posé trop de questions sur le lieu d'implantation de notre entreprise"*, poursuit Loïc Dehon. *"La région est assez accessible notamment grâce à la proximité d'autoroutes ce qui constitue un avantage non-négligeable. Pas mal d'opportunités nous y ont été offertes depuis notre rencontre, il y a dix ans, à la Technocité, ce qui a consolidé notre choix de départ."*

Le Chant d'Eole, situé à Quévy, n'a rien à envier à ces deux entreprises. De ferme familiale, le domaine est devenu, au fil des années, une véritable terre viticole de renom. Attaché à sa région et à ses terres, Hubert Ewbank, directeur général du Chant d'Eole, ne changerait pour rien au monde la localisation de son domaine. *"La région dispose d'une terre idéale pour l'implantation d'un domaine viticole"*, explique-t-il. *"Il y a également de nombreux sous-traitants de qualité à qui je n'hésite pas à faire appel en cas de besoin. Je ne pouvais donc pas rêver mieux pour mon entreprise."*

Compte tenu du palmarès du Chant d'Eole, difficile de contredire son directeur. Médaillé d'or au concours du meilleur Chardonnay du monde, au concours mondial de Bruxelles, à la révélation vin mousseux mais également au Frankfurt international Trophy, les produits du domaine viticole ne cessent de séduire. Ils ont également permis au Chant d'Eole de remporter le titre de Best Sparkling Wine à Londres et la médaille d'argent au Sakura Awards au Japon.

Les projets du directeur du Chant d'Eole sont à la hauteur de son palmarès. *"Un plan d'investissement de 10 millions d'euros permettra notamment la construction d'une grande cave"*, annonce Hubert Ewbank. *"Des salles permettant d'accueillir des séances de dégustation, des événements ou encore des marches gourmandes seront également bâties. On prévoit également de produire notre propre apéritif maison à base de Gin, en collaboration avec la distillerie de Biercée."*

Mais la région de Mons-Borinage ne se limite pas à ces trois *success stories*. Bien d'autres entreprises connaissent un succès grandissant et permettent à la région de vivre et de faire vivre l'ensemble des artisans qui y sont présents.

MONS

« La Ville est fière d'avoir autant de bijoux ! »

Les talents montois ont été récompensés

La Ville de Mons a voulu mettre à l'honneur des talents montois et leur témoigner leur fierté. Le bourgmestre Nicolas Martin les a reçus dans le magnifique cadre du cabinet d'apparat de l'hôtel de ville ce mercredi soir. Les lauréats ont reçu leurs prix : un dragon en céramique d'un artiste local, ainsi qu'un livre photos sur Mons, de Marie-Françoise Plissart et Caroline Lamarche.

Le bourgmestre leur a ensuite expliqué pourquoi ils étaient invités à cette cérémonie : « Vous vous êtes distingués dans votre discipline et à votre façon, vous avez contribué et continuez à contribuer à la renommée de notre cité. La Ville de Mons est fière d'avoir sur son territoire autant de bijoux. Aujourd'hui, nous les reconnaissons à leur juste valeur »

VOICI LES LAURÉATS

Fabrice Brion et Arnaud Stievenart (I-Care), une entreprise fondée en 2005 et qui est devenue le « Docteur House » des machines. Les capteurs qu'ils développent à Mons permettent de mesurer la distance l'état de santé des machines industrielles, sur base des vibrations, d'ultrasons, de dégagements de chaleur pour déterminer à quel moment une défaillance pourrait survenir. Présente dans 12 pays, I-Care emploie 500 personnes de par le monde.

Christophe Quévy (Peps Interim), directeur gérant dans une agence qui est devenue un véritable acteur de l'insertion sur le marché de l'emploi. Plus de 300 collaborateurs. Il s'agit du plus grand employeur privé de l'intramuros.

Maxime Wery et Sullivan Pischetola, du restaurant Masu situé à la rue d'Havré. Un restau-

rant qui n'a qu'une seule préention : vous faire passer un bon moment autour de produits de saison. Cette année, le guide Michelin leur a attribué le titre de Bib Gourmand, saluant ainsi l'excellent rapport entre prix, qualité et plaisir.

Louis Balcon et Alexis Devillers qui ont lancé leur propre marque de vêtements « Albadtroze ». Leur première collection composée de t-shirts et un sweat à logo représentant un arbre, un oiseau et un sablier. Le succès a immédiatement été au rendez-vous pour cet entrepreneuriat étudiant.

Medhi Semoulin, de Magicowl, une société de production spécialisée dans la communication audiovisuelle pour ce jeune infographiste qui a l'habitude de magnifier la région dans ses clips et productions qui rayonnent même outre-Atlantique.

Riccardo, Simon et César Na-



Les talents montois récompensés par le bourgmestre Nicolas Martin. © M.C.

taie, et leur projet Grappamaro. Père et fils, de Saint-Symphorien, produisent une grappa améliorée et doucement amère, aux arômes de cacao, réalisée selon la recette de leurs ancêtres siliens.

Louis et Alexis, d'Albadtroze, étaient aux anges : « Nous sommes vraiment très heureux d'avoir été récompensés aussi rapidement. Franchement, on ne s'attendait pas à que ce soit aussi rapide et que nous soyons au-

tant soutenus par la Ville, nos clients et nos familles. Un bon départ en espérant que notre avenir sera aussi bon ». C'est tout le mal qu'on peut leur souhaiter !

MARCELLO CODA

GHLIN

Eau détournée : les gens du voyage réagissent



© Archives E.G.

Ce lundi, de nombreux Ghlinois ont été privés d'eau durant la matinée. La cause : les gens du voyage ont détourné les raccordements. Cela a beaucoup fait réagir. Du coup, le centre de médiation des Roms et des gens du voyage lance un coup de gueule.

Une matinée sans eau courante : voilà la conséquence du détournement des raccordements d'eau. Pour le centre de médiation des Roms et des gens du voyage, le véritable souci est ailleurs. « Cette situation invite à réfléchir, pour éviter qu'ils ne soient contraints de procéder de la sorte ad vitam. Les alternatives officielles qui leur sont offertes en Belgique pour couvrir leurs besoins élémentaires, notamment en eau, sont largement insuffisantes », déplore le centre.

Selon lui, la situation met en évidence le manque cruel de terrains accessibles (notamment par le biais d'un revêtement de sol adapté) et équipés (en termes d'accès à l'eau et à l'électricité) en Région wallonne mais aussi en Région bruxelloise.

QUELQUES CHIFFRES

Sur les 262 communes que compte la Wallonie, 10 d'entre elles disposent d'une aire d'accueil dévolue aux gens du voyage. Et seulement quelques-unes parmi celles-ci ont répondu à l'appel à projet lancé par la Région wallonne en vue de financer l'acquisition, l'aménagement, l'exten-

sion et l'équipement de terrains d'accueil à destination des gens du voyage.

« En 2012, la Belgique a d'ailleurs été condamnée par le Comité européen des droits sociaux pour violation du droit des familles à une protection sociale et économique tandis qu'elle n'assurait pas sans discrimination la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale des gens du voyage. La Cour européenne des droits de l'homme s'est également prononcée à deux reprises pour condamner le sort réservé aux gens du voyage », rappelle le centre de médiation.

LES LOCAUX PÉNALISÉS AUSSI

Pour le collectif, les nuisances vécues par les Ghlinois sont la conséquence d'un manque de terrain adapté. « C'est l'absence de structures d'accueil adéquates qui favorise les installations spontanées et la survenance d'incidents comme celui de Ghlin. Cette pénurie pénalise nécessairement les gens du voyage mais également en seconde ligne, les habitants locaux », déclare-t-il. C'est pourquoi le centre de médiation des gens du voyage appelle l'ensemble des communes à se lancer dans un processus d'organisation de l'accueil des gens du voyage. À noter tout de même que l'IDEA, propriétaire du zoning Initialisé de Ghlin, propose un terrain adapté pour les gens du voyage. Il se situe à Baudour et est accessible depuis deux ans.

HAVAY

Le domaine du Mont des Anges s'agrandit de 4 hectares de vigne

Ce jeudi d'Ascension ainsi que ce vendredi durant toute la journée, les responsables du Domaine Mont des Anges, qui produit des vins effervescents, ont procédé à une nouvelle plantation. Au menu, quelque 4 hectares sur de nouveaux cépages et ceci avec une machine à planter venue de France. La parcelle concernée se situe au lieu-dit « Le Ry au Coq » au bout d'un chemin au départ du cimetière de Havay. Nous y avons rencontré les deux associés à ce magnifique projet « pétillant ». Vincent De Busscher et la jeune Champenoise Laurianne Lejour qui a fait le déplacement tout spécialement de Reims pour cette grande occasion.

TROIS CÉPAGES DIFFÉRENTS

Ils nous ont expliqué en quoi consiste cette opération de plantation avec machine : « Ces 4 hectares viennent compléter le 1,6 hectare déjà planté en 2020 sur Havay. En plus des terroirs situés à

Nouvelles et Spiennes. Ici, la mission consistera à planter 18.000 plants à une densité de 5.000 plants par hectare. Trois cépages différents : le Chardonnay, le Pinot Meunier et aussi pour cette année le Volitive. Un planteur de Bordeaux est à la machine dont l'avantage est qu'elle arrose en même temps de l'eau. Le tracteur est quant à lui guidé par GPS. Par conséquent plus besoin de câbles.

On prend les points GPS et le tracteur avance tout seul tandis que le chauffeur peut ainsi aider le reste de l'équipe de planteurs. Nous avons débuté ce mercredi par un repérage.

Ce jeudi, nous plantons 9.000 plants et ce sera la même chose demain. Nous sommes ici sur une altitude de 80 mètres sur le chevet et à 70 m dans la cuvette. Ce cépage est hybride, une nouveauté qui résiste à la maladie ».

RAISINS RÉCOLTÉS DANS DEUX ANS

Ce beau projet franco-belge qui

prend une véritable ampleur sera concrétisé dans deux ans durant la récolte des premiers raisins et la grosse vendange aura lieu en 2024. Ce travail a également été confié à un pépiniériste depuis 2 ans pour réserver ces plants venus directement de l'Hexagone. Tous les produits utilisés sont homologués en agriculture biologique. Un système de pulvérisation est muni de panneaux qui enlèvent la vigne et récupère les pulvérisations excédentaires pour les réutiliser et éviter leur diffusion dans l'environnement.

A présent, il ne reste plus qu'à attendre les résultats et laisser faire la nature avant de pouvoir goûter ce breuvage pétillant qui, une chose est sûre, aura bénéficié de tous les soins d'un passionné et d'une jeune Champenoise compétente et remplie de bonnes intentions. Encore un peu de patience avant que les bouchons sautent !



Laurianne et Vincent. © M.C.

HELHa

Haute Ecole Louvain en Wallonie

Construis ton avenir !

VISITES GUIDÉES

Mercredis 19 et 26 mai, de 14h à 17h.

Inscription obligatoire

PLUS D'INFOS SUR helha.be

f i n



200081499702

MONS

I-Care : désormais 500 employés et Jean-Jacques Cloquet dans le staff

L'entreprise engage une personne par semaine

L'ancien patron de l'aéroport de Charleroi conseille, depuis le mois dernier, l'entreprise montoise I-Care, spécialiste de la maintenance prédictive. Celle-ci poursuit sa croissance au rythme de 25 % par an et ses engagements à raison d'une personne par semaine. Ce lundi, c'est une jeune ingénieure qui a rejoint l'équipe d'I-care. Qui compte à présent 500 salariés.

500, le chiffre est symbolique et inspire le respect. Un demi-millier de personnes travaillent désormais pour la société montoise spécialisée dans la détection de problèmes techniques sur des machines industrielles de manière préventive. Que de chemin parcouru depuis la naissance d'I-Care en 2004 dans le grenier d'une habitation à Quaregnon ! Son fondateur, Fabrice Brion, nous annonce la nouvelle en pri-

meur, avec enthousiasme et modestie comme à son habitude. « C'est une jeune femme ingénieure qui rejoint notre équipe de programmeurs à Mons », déclare-t-il avec le sourire.

QUASI ZÉRO DÉPART

En 2020, l'entreprise avait embauché 70 personnes. Désormais, elle s'est fixée pour objectif d'en engager une par semaine. Pas trop à la fois, mieux vaut bien gérer la croissance des équipes. « C'est un véritable challenge », poursuit le patron tout en précisant que le taux de départ de salariés chez I-care est proche de zéro.

Pour maintenir le cap vers de nouveaux marchés à l'échelle mondiale, l'entreprise montoise a également recruté Jean-Jacques Cloquet en tant que conseiller stratégique. L'ancien directeur de l'aéroport de Charleroi, avant de rejoindre Pairi Daiza (jusqu'à

fin 2020), à présent à la tête de sa propre société de consultance, prend part aux grandes décisions pour le développement d'I-Care. « M. Cloquet n'est pas chez nous en permanence », explique Fabrice Brion. « Comme nous sommes dans une phase de croissance importante, il faut s'entourer de gens qui ont une vision stratégique. Pour nous, une des clés est de pouvoir embaucher des talents et de les retenir chez nous. Le retour sur l'humain est important... »

RENCONTRE AU CENTRE DES CONGRÈS

C'est lors du discours inaugural du Centre des Congrès de Mons, après sa reprise par Van der Valk, prononcé par Jean-Jacques Cloquet, que le patron d'I-Care s'est rendu compte d'un intérêt commun. « Je trouvais sa vision des choses et son approche tout à fait en ligne avec les valeurs que



I-Care avait été désignée entreprise de l'année, fin 2020. © E.G.

nous défendons chez I-Care. Nous nous sommes seulement rencontrés en juillet dernier. »

Les deux hommes travaillent désormais ensemble pour une durée indéterminée sur les prochains défis.

I-Care ambitionne en effet de devenir le leader mondial de la maintenance prédictive. L'entreprise montoise a enregistré une croissance de 27 % pour ce pre-

mier trimestre, et son objectif est de maintenir cette progression à 25 % par an.

UN BUREAU OUVERT EN ALLEMAGNE

La semaine dernière, I-Care, déjà présente dans plusieurs pays, a étendu son champ d'action à Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat), berceau des grandes entreprises chimiques allemandes, où

elle a ouvert un nouveau bureau. « Nous avons un rôle à jouer dans ce secteur d'activité où les risques humains et environnementaux sont réels », justifie Fabrice Brion. Dans les cinq prochaines années, ce nouveau bureau devrait fonctionner avec une équipe de 20 personnes. Des engagements en perspective... ●

CLAUDE WIDART



Fabrice Brion

Les équipes : à la recherche de sens et de valeurs

La grande force d'une entreprise, ce sont ses équipes. En tant que CEO de la compagnie que j'ai fondée, j'ai conscience du travail et de la valeur des talents humains qui composent I-Care. Et pour les attirer, les motiver, nos valeurs sont essentielles !

I-care est né de mon mémoire de fin d'études. À une époque (2000) où l'Intelligence Artificielle était encore très largement réservée aux films de science-fiction, mon idée était d'appliquer l'IA à la maintenance prédictive industrielle. Et aujourd'hui, nos équipes et notre savoir-faire se déploient partout dans le monde.

Pour atteindre de tels objectifs, une technologie à la pointe ne suffit pas : c'est surtout de talents dont l'entreprise a besoin. I-care a aujourd'hui ouvert des bureaux un peu partout dans le monde et dépassé la barre des 450 personnes. Et leur épanouissement fait partie de nos priorités. Je suis convaincu qu'un employé heureux fait du meilleur travail.

Dans cette optique, la direction a la responsabilité d'instaurer un climat de confiance, une atmosphère de travail positive qui donne à chacun la possibilité de se développer. Mission d'autant plus importante lorsque le groupe et les distances grandissent. Nous avons développé dans ce but l'I-care Spirit afin que toutes les équipes, même séparées par des milliers de kilomètres, soient connectées. Travailler avec de vrais partenaires qui partagent une vision et des valeurs communes apporte indéniablement une plus-value au travail.

“ La direction a la responsabilité d'instaurer une atmosphère de travail positive qui donne à chacun la possibilité de se développer. ”

« La meilleure raison de lancer une entreprise est de créer un produit ou un service qui contribue à améliorer le monde », a déclaré l'un des premiers responsables marketing chez Apple. Une source d'inspiration pour moi. Diriger

une entreprise en étant déconnectés de la réalité n'a pas de sens pour les chefs d'entreprise, et encore moins pour leurs employés. Cet état d'esprit est indispensable à la réussite d'un projet entrepreneurial. Développer les meilleures technologies est inutile si l'entreprise n'est pas tournée vers le monde qui l'entoure. Grâce à des valeurs communes partagées, elle a vocation à mettre l'environnement et l'humain au cœur de ses développements.

C'est ainsi que l'entreprise I-care s'est dotée d'un département R&D particulièrement ambitieux, composé de 25 personnes, et dépose des brevets chaque année. Parce que l'innovation et la créativité sont les pivots de l'entrepreneuriat. Parce que, pour se développer, il faut innover. Non pas dans une logique d'enrichissement des actionnaires (chez I-care, tout employé peut avoir des parts dans l'entreprise et les bénéfices sont systématiquement réinvestis dans l'entreprise), mais bien pour faire bouger les lignes et avoir un véritable impact sur la société.

Par Fabrice Brion, CEO d'I-care, Entreprise de l'année

Découvrez-en plus sur
Fokus-online.be
 #FOKUSCARRIERE

F

L'entreprise I-Care va s'équiper d'une éolienne



La future éolienne (image de synthèse) sur le site. © I-Care SRL

Lors de la journée de la Terre la semaine dernière, l'entreprise montoise I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive, a signé un contrat de projet concernant l'installation d'une éolienne.

Un pas supplémentaire dans leur engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Depuis le mois de septembre, l'entreprise I-Care étudiait la possibilité d'installer une éolienne sur son site, situé au parc Initialis à Mons. Le

contrat de projet est désormais signé et n'attend plus que le permis.

« C'était nécessaire dans nos besoins. Certes, depuis le 1^{er} janvier notre consommation électrique a fortement diminué à cause du télétravail. Mais cette éolienne est une prévision sur la demande croissante de véhicules hybrides rechargeables ou électriques dans notre entreprise. Nous pourrons dès lors économiser du carburant et lorsque nous reviendrons travailler au

bureau, elle nous sera aussi très utile », explique Fabrice Brion, le patron de la société I-Care.

A noter que l'éolienne à mât vertical « Fairwind » sera identique à celle qui se situe à la station d'épuration de l'IDEA à Wasmuel.

« Elle proviendra de Charleroi, nous restons donc dans le local ! Nous financerons ce projet avec l'IMBC (Invest Mons Borinage Centre) », conclut Fabrice Brion. ●

CHARLY MERCIER



Fabrice Brion. I-Care a été entreprise de l'année 2020. © E.G.

Plus de 100 patrons en faveur de la 5G

Agoria et l'Union wallonne des entreprises (UWE) appellent les décideurs politiques du sud du pays à s'engager résolument sur la voie du déploiement de la 5G.

Plus de 62,5 milliards d'euros en 2025 pour l'Union européenne et un peu plus de 3 milliards de revenus additionnels par an pour la Belgique, ce qui se traduirait par la création de plus de 36.000 emplois.

Ces chiffres impressionnants, ce sont ceux identifiés par la Commission européenne au travers d'une étude menée par plus de 150 experts sur les avantages socio-économiques de la 5G. Conscients de ce qui est en train de se jouer, 24 pays européens ont déjà commencé à lancer les premiers essais et offres commerciales, sans compter toutes les initiatives qui sont prises au niveau mondial.

Enjeux économiques et climatiques
À côté des préoccupations économiques, la 5G est également un élément clé du maintien de la qualité de services pour les citoyens. En effet, la 5G, c'est aussi l'avènement de la smart city, un concept qui ne date pas d'hier, mais que la 5G va pouvoir amplifier. La 5G est aussi une des technologies qui permettra de répondre à l'enjeu climatique. La 5G est effectivement une technologie pertinente pour économiser l'énergie, comme l'a récemment rappelé Gilles Brégnat, Directeur général de l'Agence française des Fréquences (ANFR) [1]. Et des études récentes, comme celle menée notamment par l'Université de Zurich, indiquent que la 5G pourra renforcer nos efforts vers la neutralité carbone grâce à de nouveaux usages qui n'apparaîtront qu'avec l'expansion des réseaux 5G.

Dans ce contexte de mise en marche générale, où en est la Wallonie? Nulle part.

Pourtant l'enjeu est de taille pour notre petite économie ouverte sur le monde qui peine à se redynamiser. Au-delà de tout ce qu'elle représente dans l'imaginaire collectif, la 5G c'est aussi, et peut-être surtout, des applications très concrètes à court terme, qui vont accélérer les pratiques de production de l'industrie 4.0: IoT, réalité augmentée et virtuelle, monitoring en temps réel ou encore renforcement de la maintenance prédictive... autant d'applications attendues par les entreprises afin de garantir leur compétitivité. En ce sens, les discours de certains observateurs éloignés des réalités de l'entreprise laissent pantois.

Il y a donc urgence, car déployer la 5G ne se fait pas en quelques semaines. Déployer la 5G, c'est une politique d'équipement du territoire

qui s'inscrit inévitablement dans le temps. C'est aussi le passage inévitable par une rehausse des normes exceptionnellement basses en Belgique. Sur ce volet, les demandes des entreprises sont claires: un alignement sur les recommandations internationales qui permettrait de rencontrer le principe de précaution puisque celles-ci tiennent déjà compte d'un facteur de précaution.

Isolement progressif de la Wallonie

Dans ce contexte, les hésitations autour de la 5G isolent progressivement la Wallonie, ce y compris au sein même de notre pays puisque la Flandre a déjà des projets pilotes sur son territoire et que Bruxelles a adopté une feuille de route sur la 5G. Mais nous sommes conscients que la concrétisation du potentiel de la 5G ne peut se faire qu'en se basant sur une compréhension et une légitimité forte de la technologie de la part des entreprises, mais aussi et surtout de l'ensemble des citoyens. En ce sens, nous sommes convaincus qu'objectiver et informer sont les clés de voûte du succès de cette technologie.

Face à ces enjeux, ce que nous attendons en tant que moteurs de la région et du pays, ce n'est pas un sième report du dossier, mais bien du courage et un consensus politique afin de proposer un cadre facilitateur susceptible d'encourager tous les acteurs socio-économiques wallons à emboîter le pas de cette révolution.

Cela implique notamment pour les pouvoirs publics:

» D'aligner tous les acteurs de l'action publique afin de mettre en place un contexte favorable à l'adoption et à l'innovation de la 5G dans les pratiques des entreprises.

» De soutenir le développement d'innovations et de solutions digitales basées sur la 5G, afin d'ancrer en Wallonie de nouvelles filières et de nouvelles activités.

» De développer des lieux d'expérimentation basés sur les principes d'innovation ouverte, où tous les acteurs de l'écosystème économique régional peuvent mettre au point et tester des applications exploitant la 5G.

» D'adapter les programmes de formation afin d'accompagner les travailleurs dans leurs compétences digitales.

Le temps des hésitations est révolu. Il est grand temps que toutes les actions soient envisagées afin de faire bénéficier la Wallonie de la plus-value de la 5G. En ce sens, nous sommes disponibles pour créer les bases de ce partenariat stratégique dont nous avons tous besoin. Concertation, dialogue et innovation sont sans aucun doute les leitmotivs des prochains mois afin de véritablement tourner la Wallonie vers sa nécessaire digitalisation.

Cette carte blanche, à l'initiative d'Agoria et l'UWE, est soutenue par un collectif d'entreprises et d'organisations professionnelles dont notamment Fabrice Brion (I-Care), Bernard Debeaux (SONAGA), Theobald Jongen (SARCA), Jean-François Heris (AGC), Pascal Laffineur (NRB), Jean Martin (Supristic-Bilion), Manuel Pallage (NSI), Gregory Reichling (Citius Engineering), Alain Quevrin (Thales). La liste complète est disponible en ligne sur les sites d'Agoria (www.agoria.be) et de l'UWE (www.uwe.be).

[1] <https://twitter.com/anfr/status/1372107604283671073>

Le temps des hésitations est révolu. Il est grand temps que toutes les actions soient envisagées afin de faire bénéficier la Wallonie de la plus-value de la 5G.

Revue de presse



Comment Joe Biden règlera la facture budgétaire?

FINANCIAL TIMES

Il arrivera un moment où Joe Biden devra commencer à régler ses dettes. Le plan de relance américain de 1,900 milliards de dollars a été financé par l'emprunt, comme l'ont été les mesures de soutien de l'économie pour un total de 3,000 milliards. Le déficit budgétaire américain devrait ainsi grimper à 15% du produit intérieur brut (PIB), un gouffre qui n'aurait été observé jusqu'ici qu'en période de guerre. Il c'est sans compter sur le prochain grand plan «Build Back Better» destiné à financer de grands travaux d'infrastructures. Il devrait lui aussi coûter plus de 3,000 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années.

Joe Biden est ainsi confronté à deux défis. Il devra tout d'abord décider comment financer ces plans gigantesques: augmenter les taxes, comme la secrétaire au Trésor Janet Yellen l'a indiqué récemment, ou réduire les dépenses publiques? Ensuite, il devra imaginer la stratégie pour faire passer ses plans au Sénat où des parlementaires démocrates pourraient rejoindre les 50 sénateurs républicains opposés à tout nouvel impôt.

Le plan «Build Back Better» n'est pourtant pas du luxe. L'état des infrastructures américaines ne cesse de se détériorer. Les États-Unis doivent accomplir leur transition vers les énergies vertes et les réseaux nationaux à haut débit. Un plan bien pensé serait de nature à booster la productivité et à dopper la tendance haussière du PIB.

Reste à financer ces investissements colossaux. L'administration Biden pourrait déjà s'emparer à mieux faire appliquer la législation fiscale. Les agents du fisc, dont le nombre a fondu de 20% ces dix dernières années, ont toujours moins de moyens pour contrôler les déclarations fiscales des super riches. Or, un dollar dépensé dans le financement du fisc en rapporte plusieurs.

Le Trésor américain pourrait aussi augmenter les impôts sur les entreprises qui ne représentent que 1% du PIB, contre une moyenne de 3% pour les pays de l'OCDE. Faire passer le taux d'imposition de 21% à 28% pour les entreprises serait amplement justifié. Joe Biden pourrait aussi revenir sur sa promesse électorale de ne pas taxer davantage les personnes dont les revenus ne dépassent pas 400.000 dollars par an.

Reste à faire voter ces mesures au Sénat où les Républicains ne veulent pas en entendre parler.

L'expert

Denis-Emmanuel Philippe Avocat associé (Bloom Law) et Maître de conférences ULiège

Promoteurs immobiliers et TVA: une liaison dangereuse

Les promoteurs immobiliers entretiennent une relation dangereuse avec la TVA. Le régime spécifique auquel ils sont soumis a fait l'objet d'un arrêt de la Cour de cassation.

Les promoteurs immobiliers sont soumis à un régime TVA spécifique, présentant certes des avantages indéniables (droit à déduction immédiate de la TVA), mais aussi de sérieux inconvénients (obligation de payer la TVA sur la valeur de l'immeuble dans certains cas).

Commençons par un petit rappel pour les non-initiés. En règle générale, la cession d'immeubles est exonérée de la TVA et est soumise aux droits d'enregistrement (au taux de 12,5% à Bruxelles et en Région wallonne). Ce principe souffre d'une exception notable: la cession d'un bâtiment neuf et du sol y attaché peut, moyennant le respect de certaines conditions, être soumise à la TVA.

Pour les «constructeurs professionnels» (également dénommés «promoteurs immobiliers»), toute cession portant sur un bâtiment neuf est obligatoirement soumise à la TVA. Ils ont par ailleurs la faculté de déduire immédiatement la TVA en amont.

Aucun préfinancement de la TVA sur les travaux

Voici un promoteur qui achète un terrain et y érige un bâtiment neuf, en vue de revendre l'immeuble avec TVA. Tout au long du projet, les entrepreneurs adressent leurs factures au promoteur hors TVA, avec application du régime de report de perception. Ceci implique que le promoteur doit lui-même déclarer la TVA sur les

travaux immobiliers au Trésor (au lieu de la verser aux entrepreneurs). Le promoteur ne doit pas toutefois pas effectivement payer cette TVA, grâce à son droit immédiat à déduction: la TVA due au Trésor en vertu du régime de report de perception est mentionnée dans les déclarations TVA périodiques comme «due» et «déductible».

Résultat des courses: le promoteur ne doit pas préfinancer la TVA sur les travaux immobiliers!

Quelles sont les personnes qui tombent dans cette catégorie de «constructeur professionnel»? Toute personne (physique ou morale) qui exerce une activité économique habituelle consistant à construire ou acquérir des bâtiments (et terrains attenants) avec TVA, pour les céder ensuite avec application de la TVA, est visé.

Critères pris en considération

En pratique, l'administration fiscale a généralement égard aux éléments suivants: les statuts (description de l'objet social), l'inscription au registre de commerce, la déclaration de

commencement d'activité, l'intention de céder l'immeuble avec TVA dès l'entame du projet, etc.

Suivant des décisions antérieures, la réalisation d'un projet immobilier d'une certaine envergure (enjeu financier important, étalement du projet sur plusieurs années...) pourrait même suffire à conférer la qualité de constructeur professionnel.

Risques sérieux

Ce régime fait toutefois aussi courir des risques sérieux.

Il en va particulièrement ainsi (i) lorsque les immeubles ne sont pas cédés avec application de la TVA - mais des droits d'enregistrement - en raison de l'expiration du délai de deux ans endéans lequel le bâtiment est encore «neuf» ou (ii) lorsque l'immeuble est utilisé comme bien d'investissement (par exemple, en cas de mise en location du bien).

Dans ces hypothèses, le promoteur est tenu d'opérer un «prélèvement», ce qui signifie qu'il doit verser la TVA au Trésor sur la valeur de l'immeuble à ce moment.

Dans de nombreux cas, cette TVA sur le prélèvement n'est pas

déductible, ce qui peut entraîner une charge financière considérable pour le promoteur et grever la rentabilité de son projet.

À suivre un arrêt récent de la Cour de cassation du 14 mai 2020, l'acquisition de ce statut de constructeur professionnel peut s'opérer bien plus vite que l'on ne croit.

Constructeur professionnel avant toute opération

En l'espèce, le contribuable considérait qu'il ne pouvait être considéré comme un constructeur professionnel (afin d'éviter les effets d'un prélèvement), au motif qu'il n'avait pas encore réalisé d'opérations immobilières.

Suivant la Cour, une personne physique ou morale peut toutefois être qualifiée de constructeur professionnel dès lors qu'elle a, par des actes clairs, émis la volonté de vendre régulièrement des immeubles avec TVA.

Aux yeux des magistrats, un contribuable à la qualité de constructeur professionnel même si, au moment de la cession, il n'a pas effectué des actes liés de construction ou de vente de bâtiment

Une personne physique ou morale peut être qualifiée de constructeur professionnel dès lors qu'elle a, par des actes clairs, émis la volonté de vendre régulièrement des immeubles avec TVA.

Plus de 100 patrons en faveur de la 5G

Agoria et l'Union wallonne des entreprises (UWE) appellent les décideurs politiques du sud du pays à s'engager résolument sur la voie du déploiement de la 5G.

Près de 62,5 milliards d'euros en 2025 pour l'Union européenne et un peu plus de 3 milliards de revenus additionnels par an pour la Belgique, ce qui se traduirait par la création de plus de 36.000 emplois.

Ces chiffres impressionnants, ce sont ceux identifiés par la Commission européenne au travers d'une étude menée par plus de 150 experts sur les avantages socio-économiques de la 5G. Conscients de ce qui est en train de se jouer, 24 pays européens ont déjà commencé à lancer les premiers essais et offres commerciales, sans compter toutes les initiatives qui sont prises au niveau mondial.

Enjeux économiques et climatiques

À côté des préoccupations économiques, la 5G est également un élément clé du maintien de la qualité de services pour les citoyens. En effet, la 5G, c'est aussi l'avènement de la smart city, un concept qui ne date pas d'hier, mais que la 5G va pouvoir amplifier. La 5G est aussi une des technologies qui permettra de répondre à l'enjeu climatique. La 5G est effectivement une technologie pertinente pour économiser l'énergie, comme l'a récemment rappelé Gilles Brégant, Directeur général de l'Agence française des Fréquences (ANFR)[1]. Et des études récentes, comme celle menée notamment par l'Université de Zurich, indiquent que la 5G pourra renforcer nos efforts vers la neutralité carbone grâce à de nouveaux usages qui n'apparaîtront qu'avec l'expansion des réseaux 5G.

Dans ce contexte de mise en marche générale, où en est la Wallonie? Nulle part.

Pourtant l'enjeu est de taille pour notre petite économie ouverte sur le monde qui peine à se redynamiser. Au-delà de tout ce qu'elle représente dans l'imaginaire collectif, la 5G c'est aussi, et peut-être surtout, des applications très concrètes à court terme, qui vont accélérer les pratiques de production de l'industrie 4.0: IoT, réalité augmentée et virtuelle, monitoring en temps réel ou encore renforcement de la maintenance prédictive... autant d'applications attendues par les entreprises afin de garantir leur compétitivité. En ce sens, les discours de certains observateurs éloignés des réalités de l'entreprise laissent pantois.

Le temps des hésitations est révolu. Il est grand temps que toutes les actions soient envisagées afin de faire bénéficier la Wallonie de la plus-value de la 5G. En ce sens, nous sommes disponibles pour créer les bases de ce partenariat stratégique dont nous avons tous besoin. Concertation, dialogue et innovation sont sans aucun doute les leitmotivs des prochains mois afin de véritablement tourner la Wallonie vers sa nécessaire digitalisation.

Cette carte blanche, à l'initiative d'Agoria et l'UWE, est soutenue par un collectif d'entreprises et d'organisations professionnelles dont notamment Fabrice Brion (I-Care), Bernard Delvaux (SONACA), Thibauld Jongen (SABCA), Jean-François Heris (AGC), Pascal Laffineur (NRB), Jean Martin (Sapristic-Biion), Manuel Pallage (NSI), Grégory Reichling (Citius Engineering), Alain Quevrin (Thales). La liste complète est disponible en ligne sur les sites d'Agoria (www.agoria.be) et de l'UWE (www.uwe.be).

[1]<https://twitter.com/anfr/status/1372107604248367107?s=20>

DIRECT

5G : INDISPENSABLE À NOS ENTREPRISES ?

L'ONTARIO, PROVINCE LA PLUS PEUPLÉE DU CANADA, DEVRAIT ANNONCER UN RECONFINEMENT



La Question de la Matinale: "La 5G est-elle indispensable à nos entreprises?"

Pourquoi se poser la question aujourd'hui? Parce que 100 CEO wallons se sont réunis pour signaler l'urgence de lancer la 5G pour rester compétitifs. Or, un groupe d'experts a remis un rapport au gouvernement wallon pour évaluer à quel point la 5G pourrait impacter notre environnement. Nous en parlons avec l'un des CEO signataires de cette carte blanche publiée dans l'Echo ce matin: Fabrice Brion, CEO de I-Care.



01.04
10:06

Une centaine de patrons demandent à la Wallonie de prendre position en faveur de la 5G



Pour ces entreprises, la 5G "ce sont des applications très concrètes à court terme. - © PHILIPPE LOPEZ - AFP

Alors que les discussions sur la 5G patinent au sud du pays, plus d'une centaine de patrons ont décidé de mettre la pression sur les autorités régionales en leur demandant de prendre clairement et rapidement position en faveur de cette technologie.

A l'initiative de l'Union wallonne des Entreprises (UWE) et de la fédération sectorielle Agoria, **ils publient ce jeudi une carte blanche dans L'Echo.**

Ils y réclament notamment une révision des normes d'émission et un alignement sur les recommandations internationales. Ils demandent aussi à la Région "de soutenir les innovations et les solutions numériques où tous les acteurs de l'écosystème économique régional pourront mettre au point et tester des applications exploitant la 5G".

"La Wallonie doit être un acteur volontaire et ambitieux plutôt qu'une région en situation de dépendance structurelle vis-à-vis de régions plus audacieuses qu'elle", écrivent-ils notamment en rappelant que la 5G pourrait représenter, selon une étude de la Commission européenne, 3 milliards de revenus additionnels par an pour la Belgique et plus de 36.000 emplois directs et indirects.

"Vingt-quatre pays européens ont commencé à lancer les premières offres commerciales en la matière. Dans ce contexte de mise en marche générale, que fait la Wallonie ? Elle hésite. Pourtant, l'enjeu est de taille pour notre petite économie wallonne, ouverte sur le monde", regrettent encore les patrons.

Pour eux, la 5G "ce sont des applications très concrètes à court terme, qui vont accélérer les pratiques de production de l'industrie. C'est aussi un élément clé du maintien et de l'amélioration de la qualité de services pour les citoyens ainsi qu'une des technologies qui permettra de répondre à l'enjeu climatique".

"La 5G est en marche. Il revient maintenant à la Wallonie de prendre son destin en main et de définir quel rôle elle entend faire jouer à son économie dans le monde de demain", concluent les signataires.

Une centaine de patrons demandent à la Wallonie de prendre position en faveur de la 5G

Alors que les discussions sur la 5G patinent au sud du pays, plus d'une centaine de patrons ont décidé de mettre la pression sur les autorités régionales en leur demandant de prendre clairement et rapidement position en faveur de cette technologie. A l'initiative de l'Union wallonne des Entreprises (UWE) et de la fédération sectorielle Agoria, ils publient ce jeudi une carte blanche dans L'Echo.

Ils y réclament notamment une révision des normes d'émission et un alignement sur les recommandations internationales. Ils demandent aussi à la Région "de soutenir les innovations et les solutions numériques où tous les acteurs de l'écosystème économique régional pourront mettre au point et tester des applications exploitant la 5G".

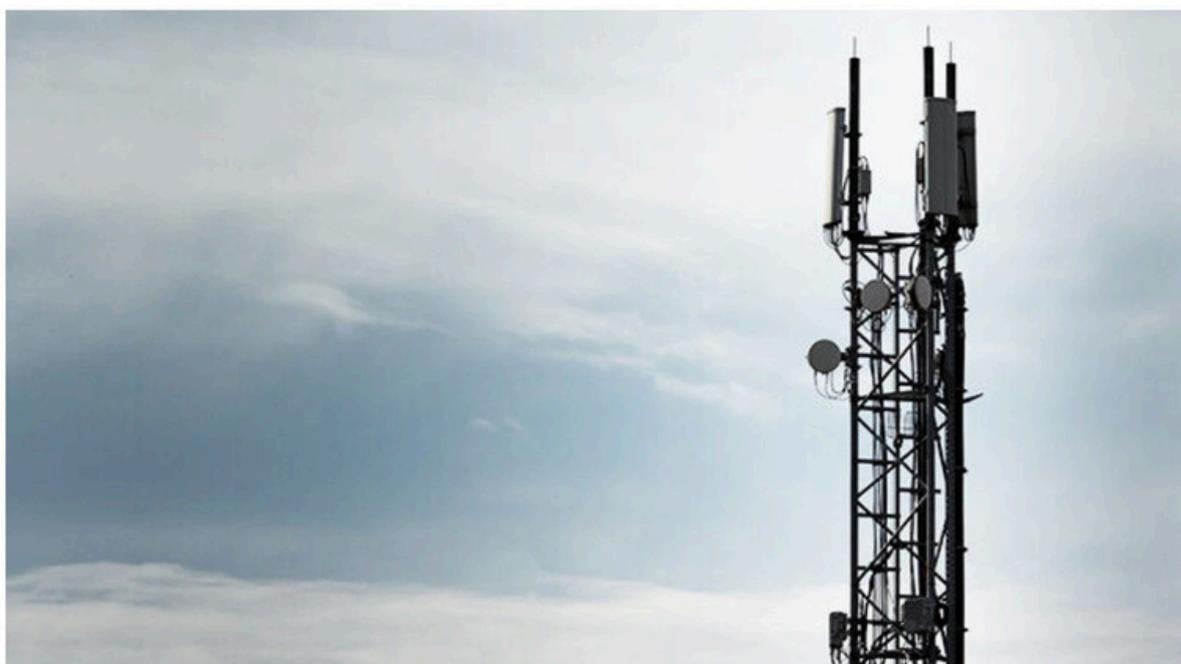
"La Wallonie doit être un acteur volontaire et ambitieux plutôt qu'une région en situation de dépendance structurelle vis-à-vis de régions plus audacieuses qu'elle", écrivent-ils notamment en rappelant que la 5G pourrait représenter, selon une étude de la Commission européenne, 3 milliards de revenus additionnels par an pour la Belgique et plus de 36.000 emplois directs et indirects.

"Vingt-quatre pays européens ont commencé à lancer les premières offres commerciales en la matière. Dans ce contexte de mise en marche générale, que fait la Wallonie ? Elle hésite. Pourtant, l'enjeu est de taille pour notre petite économie wallonne, ouverte sur le monde", regrettent encore les patrons.

Pour eux, la 5G "ce sont des applications très concrètes à court terme, qui vont accélérer les pratiques de production de l'industrie. C'est aussi un élément clé du maintien et de l'amélioration de la qualité de services pour les citoyens ainsi qu'une des technologies qui permettra de répondre à l'enjeu climatique". "La 5G est en marche. Il revient maintenant à la Wallonie de prendre son destin en main et de définir quel rôle elle entend faire jouer à son économie dans le monde de demain", concluent les signataires.

Une centaine de patrons demandent à la Wallonie de prendre position en faveur de la 5G: "3 milliards par an"

Agence Belga , publié le 01 avril 2021 à 05h10



Alors que les discussions sur la 5G patinent au sud du pays, plus d'une centaine de patrons ont décidé de mettre la pression sur les autorités régionales en leur demandant de prendre clairement et rapidement position en faveur de cette technologie.

A l'initiative de l'Union wallonne des Entreprises (UWE) et de la fédération sectorielle Agoria, ils publient ce jeudi une carte blanche dans L'Echo. Ils y réclament notamment une révision des normes d'émission et un alignement sur les recommandations internationales.

Ils demandent aussi à la Région *"de soutenir les innovations et les solutions numériques où tous les acteurs de l'écosystème économique régional pourront mettre au point et tester des applications exploitant la 5G"*.

"La Wallonie doit être un acteur volontaire et ambitieux plutôt qu'une région en situation de dépendance structurelle vis-à-vis de régions plus audacieuses qu'elle ", écrivent-ils notamment en rappelant que la 5G pourrait représenter, selon une étude de la Commission européenne, 3 milliards de revenus additionnels par an pour la Belgique et plus de 36.000 emplois directs et indirects.

"Vingt-quatre pays européens ont commencé à lancer les premières offres commerciales en la matière. Dans ce contexte de mise en marche générale, que fait la Wallonie ? Elle hésite. Pourtant, l'enjeu est de taille pour notre petite économie wallonne, ouverte sur le monde", regrettent encore les patrons.

Pour eux, la 5G *"ce sont des applications très concrètes à court terme, qui vont accélérer les pratiques de production de l'industrie. C'est aussi un élément clé du maintien et de l'amélioration de la qualité de services pour les citoyens ainsi qu'une des technologies qui permettra de répondre à l'enjeu climatique"*.

"La 5G est en marche. Il revient maintenant à la Wallonie de prendre son destin en main et de définir quel rôle elle entend faire jouer à son économie dans le monde de demain", concluent les signataires.

Les acteurs wallons de la blockchain se fédèrent



Les 10 doigts de la main suffiront pour les compter. Baptisé WalChain, le réseau émergent de la blockchain wallonne totalise pour le moment huit start-up.

Huit jeunes pousses qui doivent servir de poissons-pilotes pour les nouvelles initiatives dans un secteur technologique en pleine expansion... et au coeur de l'actualité.

La blockchain est la technologie sur laquelle repose le bitcoin, cette cryptomonnaie dont le cours s'est récemment envolé jusqu'à 60.000 dollars. Le blockchain, ou chaîne de blocs, est une sorte de registre en ligne décentralisé, transparent et consultable par tous. Dans le cas du bitcoin, la blockchain regroupe l'ensemble des transactions effectuées par ses utilisateurs ; celles-ci sont gravées dans le marbre numérique, ce qui garantit la sécurité du réseau.

Mais de nombreux autres cas d'usage sont en train de se développer. La blockchain peut assurer la traçabilité des produits alimentaires. Le groupe Carrefour l'utilise pour tracer la filière du poulet en France. La blockchain peut garantir l'exécution automatique des contrats. L'assureur Axa l'a expérimentée pour automatiser le versement d'indemnités dues à des retards d'avion.

La volonté du nouveau réseau WalChain est d'accompagner le développement de nouveaux cas d'usage. Les start-up identifiées sont mises en contact avec des centres de recherche (Le Cetic est membre du réseau), des universités (UNamur, UMon, UCLouvain), des fonds (W.IN.G, Tioga Capital) et des entreprises wallonnes. On y retrouve notamment I-Care, société spécialisée en maintenance prédictive, qui a récemment annoncé qu'elle accepterait... les paiements en bitcoin.

Les initiateurs de WalChain, un réseau impulsé par Digital Wallonia, se défendent d'être des promoteurs des cryptomonnaies. Ils souhaitent stimuler l'émergence de projets plus technologiques que spéculatifs.

4,3 milliards

En dollars, le marché mondial de la blockchain en 2020, d'après une étude du consultant IDC.

Les 10 doigts de la main suffiront pour les compter. Baptisé WalChain, le réseau émergent de la blockchain wallonne totalise pour le moment huit start-up. Huit jeunes pousses qui doivent servir de poissons-pilotes pour les nouvelles initiatives dans un secteur technologique en pleine expansion... et au coeur de l'actualité. La blockchain est la technologie sur laquelle repose le bitcoin, cette cryptomonnaie dont le cours s'est récemment envolé jusqu'à 60.000 dollars. Le blockchain, ou chaîne de blocs, est une sorte de registre en ligne décentralisé, transparent et consultable par tous. Dans le cas du bitcoin, la blockchain regroupe l'ensemble des transactions effectuées par ses utilisateurs ; celles-ci sont gravées dans le marbre numérique, ce qui garantit la sécurité du réseau. Mais de nombreux autres cas d'usage sont en train de se développer. La blockchain peut assurer la traçabilité des produits alimentaires. Le groupe Carrefour l'utilise pour tracer la filière du poulet en France. La blockchain peut garantir l'exécution automatique des contrats. L'assureur Axa l'a expérimentée pour automatiser le versement d'indemnités dues à des retards d'avion. La volonté du nouveau réseau WalChain est d'accompagner le développement de nouveaux cas d'usage. Les start-up identifiées sont mises en contact avec des centres de recherche (Le Cetic est membre du réseau), des universités (UNamur, UMon, UCLouvain), des fonds (W.IN.G, Tioga Capital) et des entreprises wallonnes. On y retrouve notamment I-Care, société spécialisée en maintenance prédictive, qui a récemment annoncé qu'elle accepterait... les paiements en bitcoin. Les initiateurs de WalChain, un réseau impulsé par Digital Wallonia, se défendent d'être des promoteurs des cryptomonnaies. Ils souhaitent stimuler l'émergence de projets plus technologiques que spéculatifs.

Actu



GETTY IMAGES

LE RÉSEAU WALCHAIN EST NÉ

Les acteurs wallons de la blockchain se fédèrent

Les 10 doigts de la main suffiront pour les compter. Baptisé WalChain, le réseau émergent de la blockchain wallonne totalise pour le moment huit start-up. Huit jeunes pousses qui doivent servir de poissons-pilotes pour les nouvelles initiatives dans un secteur technologique en pleine expansion... et au cœur de l'actualité. La blockchain est la technologie sur laquelle repose le bitcoin, cette cryptomonnaie dont le cours s'est récemment envolé jusqu'à 60.000 dollars. Le blockchain, ou chaîne de blocs, est une sorte de registre en ligne décentralisé, transparent et consultable par tous. Dans le cas du bitcoin, la blockchain regroupe l'ensemble des transactions

effectuées par ses utilisateurs; celles-ci sont gravées dans le marbre numérique, ce qui garantit la sécurité du réseau.

Mais de nombreux autres cas d'usage sont en train de se développer. La blockchain peut assurer la traçabilité des produits alimentaires. Le groupe Carrefour l'utilise pour tracer la filière du poulet en France. La blockchain peut garantir l'exécution automatique des contrats.

L'assureur Axa l'a expérimentée pour automatiser le versement d'indemnités, évitant ainsi des retards d'avion.

La volonté du nouveau réseau WalChain est d'accompagner le développement de nouveaux cas d'usage. Les start-up identifiées sont

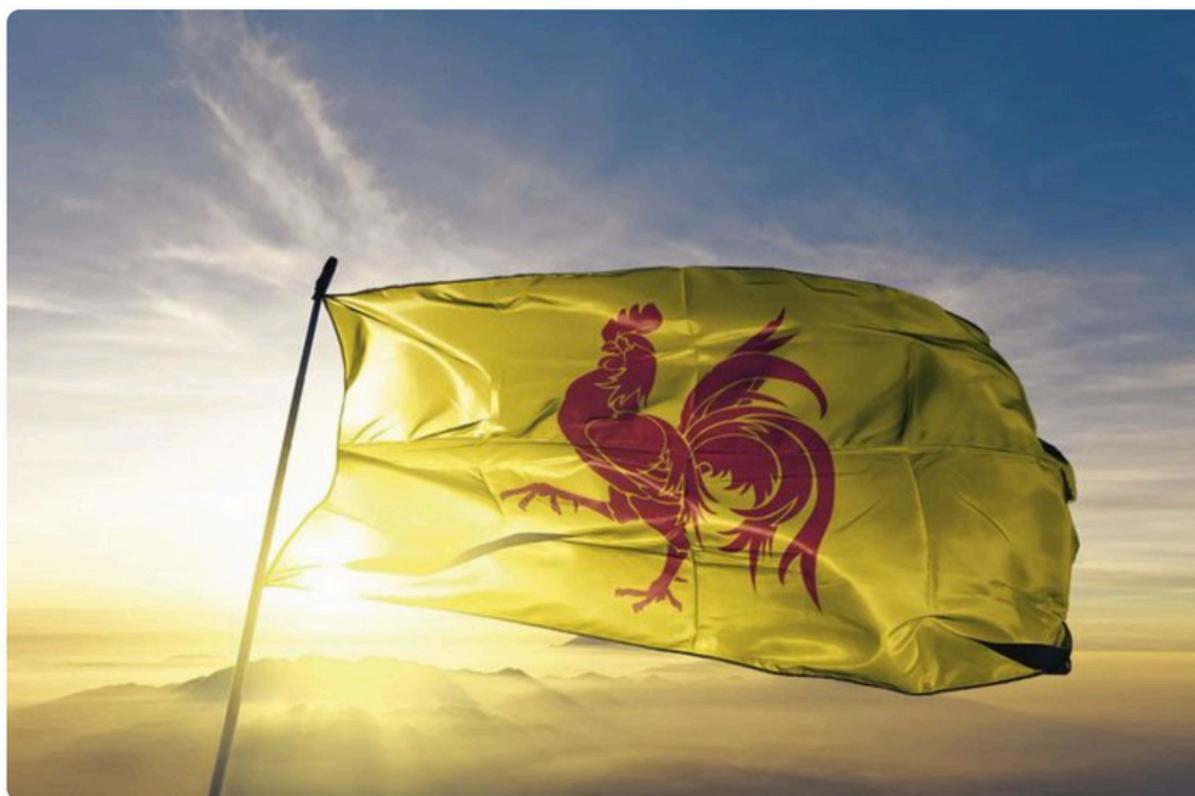
4,3
MILLIARDS

En dollars, le marché mondial de la blockchain en 2020, d'après une étude du consultant IDC.

mises en contact avec des centres de recherche (Le Cetic est membre du réseau), des universités (UNamur, UMon, UCLouvain), des fonds (WING, Tioga Capital) et des entreprises wallonnes. On y retrouve notamment I-Care, société spécialisée en maintenance prédictive, qui a récemment annoncé qu'elle accepterait... les paiements en bitcoin. Les initiateurs de WalChain, un réseau impulsé par Digital Wallonia, se défendent d'être des promoteurs des cryptomonnaies. Ils souhaitent stimuler l'émergence de projets plus technologiques que spéculatifs.

● GILLES QUOISTIAUX

Get Up Wallonia: à quand le réveil ?



Cela fait pratiquement un an qu'Elio Di Rupo est arrivé avec ce slogan: "Get Up Wallonia". Depuis, des dizaines et des dizaines de projets ont été élaborés. Il est plus que temps d'opérer le tri et de lancer la machine si l'on veut effectivement remettre la Wallonie debout.

Nous étions le 22 avril 2020 et tout devait aller vite. Il fallait initier "une dynamique intense et cohérente" pour propulser les Wallons dans l'avenir et éviter qu'ils ne restent englués dans la crise du Covid-19. La stratégie Get Up Wallonia était née et on allait voir ce que l'on allait voir. Sans tarder. "La rapidité de la prise de décision et de la mise en oeuvre des mesures est de nature à favoriser grandement la relance. Aussi, les mesures devront être décidées avec célérité", affirmait solennellement le gouvernement dans le petit "échéancier" qui ponctuait l'annonce officielle du démarrage de Get Up Wallonia. La vitesse est toutefois une notion relative. Elle ne signifie pas la même chose sur les autoroutes allemandes ou dans les zones 30 bruxelloises. Or, il semble bien que le gouvernement wallon ait opté pour la seconde option: 11 mois après la déclaration initiale, on attend toujours ces mesures qui devaient être décidées "avec célérité".

Si nous arrivons plus tard mais avec des propositions vraiment disruptives, nous serons sur la bonne voie."

Près de 200 projets

"Les intentions de départ étaient bonnes mais le gouvernement wallon s'est auto-confiné d'avril à juillet, analyse François Desquesnes, chef du groupe cdH au Parlement wallon. Il a alors choisi de solliciter un consultant. Le temps d'élaborer le cahier des charges et de passer le marché, nous étions en octobre. Six mois pour commencer à concrétiser une intention, c'est quand même surprenant." D'où un sentiment d'assoupissement bien plus que de get up

Depuis octobre, la machine s'est toutefois mise en marche . Les citoyens ont pu formuler directement des propositions (on en recense 6.152) et trois task forces , regroupant au total une centaine de personnes, ont permis de dégager 58 projets en économie, 79 dans le social et 69 dans l'environnement. Un conseil stratégique, composé de neuf professeurs d'université, tente maintenant de définir une cohérence d'ensemble autour d'un nombre réduit de propositions. Un tel processus - initié dans l'espoir de faire germer des propositions "basculantes", insiste le ministre-président Elio Di Rupo - implique effectivement un certain temps.

Lire aussi: Get Up Wallonia: l'Elysette sous influence

"Le timing n'est, en soi, pas un problème, estime Fabrice Brion, CEO d'I-Care et membre de la task force économie. Si nous arrivons plus tard mais avec des propositions vraiment disruptives, alors nous serons sur la bonne voie. On me jugera peut-être naïf mais j'ai senti une implication forte du gouvernement, une incitation à ce que nous réfléchissions vraiment sans tabou. J'étais un peu sceptique au départ, je le suis beaucoup moins depuis que j'ai participé aux réunions de Get Up Wallonia."

L'une des explications à cette lenteur pourrait être la recherche d'une articulation efficace avec la Facilité européenne pour la reprise et la résilience , pour laquelle les projets (1,5 milliard pour la Wallonie) sont en cours de validation par la Commission. Des ambitions comme structurer une filière hydrogène, accélérer la rénovation énergétique du bâti ou doper la formation aux métiers de la biotechnologie se retrouvent en effet de part et d'autre. L'Europe avançant plus vite, il est judicieux d'attendre les contours définitifs des projets retenus à ce niveau (a priori en avril) afin que Get Up Wallonia puisse les compléter ou les intensifier mais certainement pas les doubler.

"L'intégration de ces deux plans, c'est justement cela qui me fait peur pour l'avenir, objecte François Desquesnes. J'ai la douloureuse impression que le gouvernement enfile les plans comme les perles sur un collier sans une réelle vision cohérente. Le plan européen a été annoncé en juillet, c'est incroyable que le gouvernement wallon, qui a pourtant musardé en chemin, ne semble pas en avoir tenu compte pour Get Up Wallonia." Le CEO de l'Union wallonne des entreprises, Olivier de Wasseige, pense exactement... l'inverse: " La Facilité européenne, les fonds Feder et Get Up Wallonia, c'est un seul et même plan mais avec différentes sources de financement, assure-t-il. Je m'en réjouis d'ailleurs car on recense déjà pas moins de 120 plans en Wallonie!"

Lire aussi: Wallonie de demain, future réforme de l'Etat, stratégie monétaire européenne: le citoyen doit-il être consulté ? (débat)

Les fiches rédigées par les consultants (EY, PwC, BDO et Ecores) sur base des réunions des trois task forces s'aventurent dans de nombreuses directions. Elles sont tantôt au stade de la déclaration d'intention (réformer la formation en alternance), tantôt très précises (construction de trois unités de recyclage du béton, tantôt techniques (revoir les réglementations sur les produits qui bloquent l'économie circulaire), tantôt financières (primes STEMulantes pour les métiers en pénurie), tantôt assez chimériques (un "Amazon régional" pour soutenir les circuits courts), tantôt bien ancrées dans l'existant (multiplier par six le budget du dispositif Industrie du Futur de Digital Wallonia pour le faire "changer d'échelle).

J'espère que le secteur privé aura sa place dans la phase opérationnelle. Les acteurs publics ne doivent pas nécessairement être à la manœuvre."

manifestement, les participants ont apprécié cette liberté de réflexion. Le message était vraiment de recenser les besoins, à ce qui pourrait aider le redéploiement de la Région, dit ainsi Fabrice Brion. Est-ce faisable? Est-ce politiquement correct? Le politique nous a clairement dit de ne pas nous préoccuper de ces questions pour venir avec des idées innovantes. Et je vous assure, nous avons amené des propositions disruptives." "Je redoutais un peu l'usine à gaz, renchérit Olivier de Wasseige. Finalement, des pistes très intéressantes et avec un effet réellement structurant ont émergé de ce travail participatif."

Réflexions en silos

Le processus participatif fait cependant l'objet de critiques. A commencer par son découpage en silos: le social, l'économie, l'environnement , comme pour coller aux couleurs d'une coalition wallonne, dont les trois composantes gèrent chacune les matières correspondant à leur silo. "La transversalité, qui devrait prévaloir dans une telle démarche, est totalement absente", regrette François Desquesnes. Le gouvernement et les experts du conseil stratégique pourront-ils apporter, maintenant, cette transversalité sans dénaturer ou complexifier les projets? C'est l'un des gros enjeux du round décisif qui se joue actuellement.

La composition des différents silos interpelle aussi le mandataire cdH: on consulte tous azimuts mais pourquoi laisse-t-on la Fédération Wallonie-Bruxelles sur la touche alors que les enjeux de formation sont au coeur de plus d'une dizaine de projets? C'est d'autant plus étonnant que la consultation citoyenne effectuée dans le cadre de Get Up Wallonia a placé la formation des jeunes comme la priorité n°1 pour la Wallonie. Mais peut-être y avait-il déjà suffisamment de monde autour de la table. Peut-être, surtout, y avait-il déjà suffisamment de représentants des cabinets ministériels, de l'administration et des organisations institutionnelles, au regard des quelques acteurs de terrain. "Depuis le Contrat d'avenir et dans les plans Marshall successifs, c'est toujours la même mécanique, se désole l'essayiste Jean-Yves Huwart, auteur du livre Pourquoi la Wallonie ne se redresse pas? (2009). On ne cherche pas à s'enrichir de regards neufs, de nouvelles façons de faire. Il y a un cruel manque de renouvellement et de diversité dans tous ces panels. Combien, parmi tous ces représentants d'organismes divers, sont aussi d'anciens membres de cabinets ministériels? C'est un vrai moteur à amateurisme. Le fiasco des plans de vaccination répond d'ailleurs de la même logique de culte du diplôme et de manque d'ouverture."

Lire aussi: Le problème de la Wallonie, c'est sa culture politique (analyse)

Cette logique inquiète d'autant plus Jean-Yves Huwart, qu'il la revoit à l'oeuvre dans l'étape actuelle d'élagage et d'harmonisation de l'ensemble, opérée par sept académiques, qui enseignent tous dans des universités belges francophones. "On réfléchit toujours comme dans les années 1980 ou 1990. Où est la volonté de tenter d'autres modes de fonctionnement, poursuit-il. Enseigner l'économie dans une université ne vous rend pas spécialiste des nouvelles filières d'avenir. Tout cela manque vraiment cruellement d'ouverture, d'agilité et de transparence

De 19 centres à... 1 seul

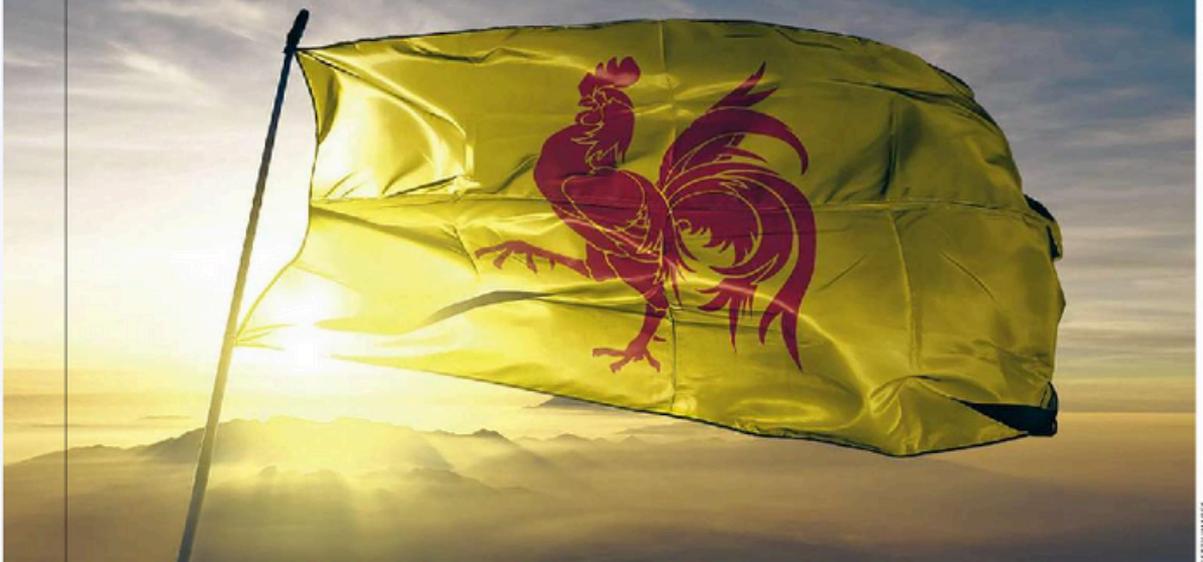
Ces sept professeurs d'université forment le conseil stratégique. Il finalise actuellement ses recommandations, sur lesquelles le gouvernement s'appuiera pour décider en dernier ressort. La tâche de cette instance n'est pas simple. On attend de lui une grande sélectivité - ce qui fut rarement une vertu des politiques wallonnes - dans l'analyse des projets. Il devra a priori rejeter bien plus de propositions qu'il n'en retient, du moins s'il veut répondre aux souhaits d'Elio Di Rupo. "Je ne crois pas à ces anciens bottins de téléphone où l'on liste une kyrielle de mesures et où tout finit par se perdre comme de l'eau dans le sable, a en effet déclaré le ministre-président au Parlement wallon. Je préfère ramasser un certain nombre de dispositifs, avoir des mesures marquantes, avec une gouvernance et un suivi pour chacune d'elles."

Lire aussi: "Les autorités wallonnes ont choisi d'être mitterrandiennes"

La fin de la phrase est importante : la gouvernance et le suivi pèsent sans doute autant que les mesures en elles-mêmes dans la réussite de l'opération. Prenons l'exemple des centres de recherche. La Wallonie en compte 19, pour couvrir une expertise allant du bois aux télécoms, en passant par la chimie, la métallurgie ou les matériaux. L'idée est de faire émerger un ou deux grands centres qui disposeraient alors d'une taille suffisante pour s'imposer au niveau européen, comme le fait l'Imec flamand. Cette perspective, indispensable pour doper l'innovation industrielle, a souvent été évoquée par le passé mais elle s'est systématiquement heurtée aux barrières sous-régionalistes. En ira-t-il autrement cette fois?

Le gouvernement enfile les plans comme les perles sur un collier sans une réelle vision cohérente."

Les task forces en sont prudemment restés aux généralités, le politique devra trancher. "C'est logique, estime Olivier de Wasseige. On ne passera à la phase opérationnelle que pour les fiches qui seront effectivement retenues. Mais cela ne nous empêche pas de nous préparer et de plancher sur la restructuration du paysage des centres de recherche, comme nous le faisons pour la formation en alternance ou les politiques d'insertion. J'espère d'ailleurs que le secteur privé aura sa place dans cette phase opérationnelle. Les acteurs publics ne doivent pas nécessairement être à la manoeuvre." "De telles réformes, il faut non seulement les faire mûrir dans des contacts préalables mais aussi prévoir, dès à présent, le pilotage de la mise en oeuvre, ajoute Philippe Destatte, directeur général de l'Institut Destrée, spécialiste à la fois du tissu institutionnel wallon et de la prospective. Il faut travailler avec les fonctionnaires et avec les entreprises, pour que le plan soit porté sur le terrain. C'est cet accompagnement qui fera la différence."



GETTY IMAGES

LA RELANCE WALLONNE SE FAIT ATTENDRE

Get Up Wallonia: à quand le réveil?

Cela fait pratiquement un an qu'Elio Di Rupo est arrivé avec ce slogan: "Get Up Wallonia". Depuis, des dizaines et des dizaines de projets ont été élaborés. Il est plus que temps d'opérer le tri et de lancer la machine si l'on veut effectivement remettre la Wallonie debout. CHRISTOPHE DE CAEVEL

Nous étions le 22 avril 2020 et tout devait aller vite. Il fallait initier "une dynamique intense et cohérente" pour propulser les Wallons dans l'avenir et éviter qu'ils ne restent englués dans la crise du Covid-19. La stratégie Get Up Wallonia était née et on allait voir ce que l'on allait voir. Sans tarder. "La rapidité de la prise de décision et de la mise en œuvre des mesures est de nature à favoriser grandement la relance. Aussi, les mesures devront être décidées avec célérité", affirmait solennellement le gouvernement dans le petit "échancier" qui ponctuait

l'annonce officielle du démarrage de Get Up Wallonia. La vitesse est toutefois une notion relative. Elle ne signifie pas la même chose sur les autoroutes allemandes ou dans les zones 30 bruxelloises. Or, il semble bien que le gouvernement wallon ait opté pour la seconde option: 11 mois après la déclaration initiale, on attend toujours ces mesures qui devaient être décidées "avec célérité".

Près de 200 projets

"Les intentions de départ étaient bonnes mais le gouvernement wallon s'est auto-confiné d'avril à juil-

let, analyse François Desquesnes, chef du groupe cdH au Parlement wallon. Il a alors choisi de solliciter un consultant. Le temps d'élaborer le cahier des charges et de passer le marché, nous étions en octobre. Six mois pour commencer à concrétiser une intention, c'est quand même surprenant." D'où un sentiment d'assoupissement bien plus que de *get up*... Depuis octobre, la machine s'est toutefois mise en marche. Les citoyens ont pu formuler directement des propositions (on en recense 6.152) et trois *task forces*, regroupant au total une centaine de personnes, ont permis de dégager 58 projets en écono-

mie, 79 dans le social et 69 dans l'environnement. Un conseil stratégique, composé de neuf professeurs d'université, tente maintenant de définir une cohérence d'ensemble autour d'un nombre réduit de propositions. Un tel processus – initié dans l'espoir de faire germer des propositions “basculantes”, insiste le ministre-président Elio Di Rupo – implique effectivement un certain temps. “Le timing n'est, en soi, pas un problème, estime Fabrice Brion, CEO d'I-Care et membre de la *task force* économie. Si nous arrivons plus tard mais avec des propositions vraiment disruptives, alors nous serons sur la bonne voie. On me jugera peut-être naïf mais j'ai senti une implication forte du gouvernement, une incitation à ce que nous réfléchissions vraiment sans tabou. J'étais un peu sceptique au départ, je le suis beaucoup moins depuis que j'ai participé aux réunions de Get Up Wallonia.” L'une des explications à cette lenteur pourrait être la recherche d'une articulation efficace avec la Facilité européenne pour la reprise et la résilience, pour laquelle les projets (1,5 milliard pour la Wallonie) sont en cours de validation par la Commission. Des ambitions comme structurer une filière hydrogène, accélérer la rénovation énergétique du bâti ou doper la formation aux métiers de la biotechnologie se retrouvent en effet de part et d'autre. L'Europe avançant plus vite, il est judicieux d'attendre les contours définitifs des projets retenus à ce niveau (a priori en avril) afin que Get Up Wallonia puisse les compléter ou les intensifier mais certainement pas les doubler.

Usine à gaz?

“L'intégration de ces deux plans, c'est justement cela qui me fait peur pour l'avenir, objecte François Desquesnes. J'ai la douloureuse impression que le gouvernement enfile les plans comme les perles sur un collier sans une réelle vision cohérente. Le plan européen a été annoncé en juillet, c'est incroyable que le gouvernement wallon, qui a pourtant

musardé en chemin, ne semble pas en avoir tenu compte pour Get Up Wallonia.” Le CEO de l'Union wallonne des entreprises, Olivier de Wasseige, pense exactement... l'inverse: “La Facilité européenne, les fonds Feder et Get Up Wallonia, c'est un seul et même plan mais avec différentes sources de financement, assure-t-il. Je m'en réjouis d'ailleurs car on recense déjà pas moins de 120 plans en Wallonie!” Les fiches rédigées par les consultants (EY, PwC, BDO et Ecores) sur base des réunions des trois *task forces* s'aventurent dans de nombreuses directions. Elles sont tantôt au stade de la déclaration d'intention (réformer la formation en alternance), tantôt très précises (construction de trois unités de recyclage du béton, tantôt techniques (revoir les réglementations sur les produits qui bloquent l'économie circulaire), tantôt financières (primes STEMulantes pour les métiers en pénurie), tantôt assez chi-

tives.” “Je redoutais un peu l'usine à gaz, renchérit Olivier de Wasseige. Finalement, des pistes très intéressantes et avec un effet réellement structurant ont émergé de ce travail participatif.”

Réflexions en silos

Le processus participatif fait cependant l'objet de critiques. A commencer par son découpage en silos: le social, l'économie, l'environnement, comme pour coller aux couleurs d'une coalition wallonne, dont les trois composantes gèrent chacune les matières correspondant à leur silo. “La transversalité, qui devrait prévaloir dans une telle démarche, est totalement absente”, regrette François Desquesnes. Le gouvernement et les experts du conseil stratégique pourront-ils apporter, maintenant, cette transversalité sans dénaturer ou complexifier les projets? C'est l'un des gros enjeux du round décisif qui se joue actuellement.



Si nous arrivons plus tard mais avec des propositions vraiment disruptives, nous serons sur la bonne voie.”

FABRICE BRION, CEO D'I-CARE

mériques (un “Amazon régional” pour soutenir les circuits courts), tantôt bien ancrées dans l'existant (multiplier par six le budget du dispositif Industrie du Futur de Digital Wallonia pour le faire “changer d'échelle”). Manifestement, les participants ont apprécié cette liberté de réflexion. “Le message était vraiment de réfléchir aux besoins, à ce qui pourrait aider le redéploiement de la Région, dit ainsi Fabrice Brion. Est-ce faisable? Est-ce politiquement correct? Le politique nous a clairement dit de ne pas nous préoccuper de ces questions pour venir avec des idées innovantes. Et je vous assure, nous avons amené des propositions disruptives.”

La composition des différents silos interpelle aussi le mandataire cdH: on consulte tous azimuts mais pourquoi laisse-t-on la Fédération Wallonie-Bruxelles sur la touche alors que les enjeux de formation sont au cœur de plus d'une dizaine de projets? C'est d'autant plus étonnant que la consultation citoyenne effectuée dans le cadre de Get Up Wallonia a placé la formation des jeunes comme la priorité n°1 pour la Wallonie. Mais peut-être y avait-il déjà suffisamment de monde autour de la table. Peut-être, surtout, y avait-il déjà suffisamment de représentants des cabinets ministériels, de l'administration et des organisations

Olivier Vanderijst: "La SRIW a investi un montant record, dont 90 millions liés à la crise" Olivier Vanderijst: "La SRIW a investi un montant record, dont 90 millions liés à la crise"



Le moteur du holding public wallon a tourné à plein régime l'an dernier, avec un record de 271,5 millions d'euros investis. Le Covid est loin d'être seul en cause. Le moteur du holding public wallon a tourné à plein régime l'an dernier, avec un record de 271,5 millions d'euros investis. Le Covid est loin d'être seul en cause.

Malgré ou à cause de la crise, 2020 a été une année intense pour la Société Régionale d'Investissement de Wallonie (SRIW). Le holding public dédié aux moyennes et grandes entreprises a investi, en capital ou en prêt, un montant record de 271,5 millions d'euros dans 114 sociétés, dont 29 nouvelles dans son portefeuille. C'est 31,7% de plus qu'en 2019 (206 millions dans 104 entreprises). Les dossiers liés à la crise représentent un tiers du total, tandis que les autres témoignent de la résilience du tissu économique wallon, nous explique en interview Olivier Vanderijst, qui préside son comité de direction.

La SRIW a accru ses investissements dans les entreprises en 2020: le signe que celles-ci se développent ou qu'elles sont fragilisées par la crise?

Une des caractéristiques de la crise actuelle est qu'elle est très dissymétrique selon les secteurs et parfois même à l'intérieur des entreprises: les unes sont fort touchées, les autres voient des opportunités. Un tiers de nos investissements ont répondu l'an dernier à des besoins spécifiques liés à la crise Covid, soit environ 90 millions d'euros pour une vingtaine d'entreprises. Il s'agit notamment de Sonaca, dont on a participé à la recapitalisation aux côtés de la SFPI et qui opère dans un secteur clairement touché (l'aéronautique), de Pairi Daiza (le tourisme étant également fort impacté), d'Exki (horeca), de Trafic (retail), de Maniet

(chaussures) ou encore de John Martin's Hotels (horeca). On est toujours intervenu en respectant un équilibre avec les banques et les actionnaires.

Parmi les secteurs les plus atteints, on identifie beaucoup de petites entreprises, qui ont donc fait appel à d'autres outils publics de financement comme la Sowalfin ou les invests, puisque la SRIW se concentre sur les grandes. Pour répondre à la crise toujours, nous avons aussi pris des mesures générales de report d'échéances de prêts. Et nous avons activé pour la première fois notre filiale Geligar, qui octroie des garanties à des crédits bancaires aux entreprises: dans le cadre de l'assouplissement du régime des garanties décidé à titre temporaire par l'Europe, Geligar a octroyé pour 40 millions d'euros de garantie, pour couvrir 95 millions d'euros de prêts au bénéfice de 33 entreprises.

Où sont allés vos investissements sans lien avec le Covid?

Un de nos plus gros investissements s'est avéré atypique, l'objectif étant d'ancrer un gros acteur de la finance en Belgique: aux côtés de la SFPI et d'autres institutionnels belges, on a investi 25 millions dans Euroclear, qui est important pour notre écosystème financier. On a consacré quelque 40 millions, comme d'habitude en quelque sorte, aux sciences de la vie : on a consolidé IBA et continué d'irriguer un écosystème de start-ups biotech relativement épargnées par la crise, sauf concernant les essais cliniques, qui ont été ralentis. On est entré dans Univercells à hauteur de 5 millions, un investissement dont on est fier, car nous n'étions pas encore présents dans cet écosystème-là...

Et quels autres secteurs?

On a injecté 25 millions dans l'agroalimentaire (Avieta, Scam-Alia2...), dans les technologies (Aerospacelab, Lazer, Lasea), on est entré dans AMB Ecosteryl (recyclage des déchets hospitaliers) par rachat d'actions...

Le secteur biotech ne pèse-t-il pas trop lourd dans votre portefeuille aujourd'hui?

Ce qui pèse lourd, ce sont les grandes participations. La biotech représente 250 à 300 millions d'euros dans notre portefeuille. Et paradoxalement, c'est la diversification dans la biotech qui nous permet de mitiger les risques. Si l'on n'avait que 5 biotech, ce serait fort risqué. Quand on en a 30, la possibilité que l'une d'elles performe très bien et compense deux ou trois faillites est beaucoup plus grande. C'est ce qu'on a fait par exemple avec Ogeda, rachetée pour 800 millions par le japonais Astellas. Maintenant, si on avait 30 agences de voyages en portefeuille, ce serait problématique.

Que pourrait-on faire, selon vous, pour mieux aider les entreprises en difficulté face à la crise?

Beaucoup d'entre elles sont confrontées à un gros problème de coûts fixes, qui restent dus même quand elles sont à l'arrêt. Leur octroyer une aide sous forme de prêt ne me semble pas la bonne solution, car cela ne fait que retarder le problème. Il faudrait les aider en capital.

Lire aussi | La Wallonie va lancer une filière de protéines végétales

Pas moins de 4 entreprises détenues en partie par la SRIW sont entrées en bourse en 2020. Un record paradoxal pour vous, puisqu'il a été atteint en pleine crise...

Trois des 4 IPO (Iteos, Nyxoah et Hyloris, NDLR) ont été le fait de sociétés biotech que ne sont pas encore sur le marché. Quant à Inclusio, la quatrième, elle opère dans l'immobilier résidentiel. Ce sont donc deux secteurs épargnés par la crise. Et une introduction en bourse est un processus de longue haleine...

I-care et Odoo ont décroché les titres d'Entreprise de l'année et de Manager de l'année 2020, or [la SRIW](#) est actionnaire des deux: est-il impossible de créer une belle entreprise dans [la](#) Région sans soutien public?

C'est le signe du dynamisme de notre politique de financement et [la](#) preuve qu'on apporte du "smart money"! On est entré il y [a](#) plusieurs années dans Odoo, on [a](#) peut-être accéléré son développement, mais elle aurait été une réussite sans nous aussi. Cela montre aussi qu'au-delà du financement, on apporte [un](#) réseau et une expertise. Et quand vous regardez ce qu'il se passe dans les pays voisins, vous verrez que ce n'est pas différent. En France, les levées de fonds sans [la](#) Banque Publique d'Investissement (BPI) sont rares. Ce n'est pas propre [à la](#) Wallonie.

Malgré ou [à](#) cause de [la](#) crise, 2020 [a](#) été une année intense pour [la](#) Société Régionale d'Investissement de Wallonie (SRIW). Le holding public dédié aux moyennes et grandes entreprises [a](#) investi, en capital ou en prêt, [un](#) montant record de 271,5 millions d'euros dans 114 sociétés, dont 29 nouvelles dans son portefeuille. C'est 31,7% de plus qu'en 2019 (206 millions dans 104 entreprises). Les dossiers liés à la crise représentent [un](#) tiers du total, tandis que les autres témoignent de [la](#) résilience du tissu économique wallon, nous explique en interview [Olivier Vanderijst](#), qui préside son comité de direction.

[La SRIW](#) [a](#) accru ses investissements dans les entreprises en 2020: le signe que celles-ci se développent ou qu'elles sont fragilisées par [la](#) crise?

Une des caractéristiques de [la](#) crise actuelle est qu'elle est très dissymétrique selon les secteurs et parfois même [à](#) l'intérieur des entreprises: les unes sont fort touchées, les autres voient des opportunités. [Un](#) tiers de nos investissements ont répondu l'an dernier [à](#) des besoins spécifiques liés à la crise Covid, soit environ 90 millions d'euros pour une vingtaine d'entreprises. Il s'agit notamment de Sonaca, dont on [a](#) participé [à la](#) recapitalisation aux côtés de [la](#) SFPI et qui opère dans [un](#) secteur clairement touché (l'aéronautique), de Pairi Daiza (le tourisme étant également fort impacté), d' Exki (horeca), de Trafic (retail), de Maniet

(chaussures) ou encore de John Martin's Hotels (horeca). On est toujours intervenu en respectant [un](#) équilibre avec les banques et les actionnaires.

Parmi les secteurs les plus atteints, on identifie beaucoup de petites entreprises, qui ont donc fait appel [à](#) d'autres outils publics de financement comme [la](#) Sowalfin ou les invests, puisque [la](#) SRIW se concentre sur les grandes. Pour répondre [à la](#) crise toujours, nous avons aussi pris des mesures générales de report d'échéances de prêts. Et nous avons activé pour [la](#) première fois notre filiale Geligar, qui octroie des garanties [à](#) des crédits bancaires aux entreprises: dans le cadre de l'assouplissement du régime des garanties décidé [à](#) titre temporaire par l'Europe, Geligar [a](#) octroyé pour 40 millions d'euros de garantie, pour couvrir 95 millions d'euros de prêts au bénéfice de 33 entreprises.

Où sont allés vos investissements sans lien avec le Covid?

Un de nos plus gros investissements s'est avéré atypique, l'objectif étant d'ancrer un gros acteur de la finance en Belgique: aux côtés de la SFPI et d'autres institutionnels belges, on a investi 25 millions dans Euroclear, qui est important pour notre écosystème financier. On a consacré quelque 40 millions, comme d'habitude en quelque sorte, aux sciences de la vie : on a consolidé IBA et continué d'irriguer un écosystème de start-ups biotech relativement épargnées par la crise, sauf concernant les essais cliniques, qui ont été ralentis. On est entré dans Univercells à hauteur de 5 millions, un investissement dont on est fier, car nous n'étions pas encore présents dans cet écosystème-là...

Et quels autres secteurs?

On a injecté 25 millions dans l'agroalimentaire (Avieta, Scam-Alia2...), dans les technologies (Aerospacelab, Lazer, Lasea), on est entré dans AMB Ecosteryl (recyclage des déchets hospitaliers) par rachat d'actions...

Le secteur biotech ne pèse-t-il pas trop lourd dans votre portefeuille aujourd'hui?

Ce qui pèse lourd, ce sont les grandes participations. La biotech représente 250 à 300 millions d'euros dans notre portefeuille. Et paradoxalement, c'est la diversification dans la biotech qui nous permet de mitiger les risques. Si l'on n'avait que 5 biotech, ce serait fort risqué. Quand on en a 30, la possibilité que l'une d'elles performe très bien et compense deux ou trois faillites est beaucoup plus grande. C'est ce qu'on a fait par exemple avec Ogeda, rachetée pour 800 millions par le japonais Astellas. Maintenant, si on avait 30 agences de voyages en portefeuille, ce serait problématique.

Que pourrait-on faire, selon vous, pour mieux aider les entreprises en difficulté face à la crise?

Beaucoup d'entre elles sont confrontées à un gros problème de coûts fixes, qui restent dus même quand elles sont à l'arrêt. Leur octroyer une aide sous forme de prêt ne me semble pas la bonne solution, car cela ne fait que retarder le problème. Il faudrait les aider en capital.

Lire aussi | La Wallonie va lancer une filière de protéines végétales

Pas moins de 4 entreprises détenues en partie par la SRIW sont entrées en bourse en 2020. Un record paradoxal pour vous, puisqu'il a été atteint en pleine crise...

Trois des 4 IPO (Iteos, Nyxoah et Hyloris, NDLR) ont été le fait de sociétés biotech que ne sont pas encore sur le marché. Quant à Inclusio, la quatrième, elle opère dans l'immobilier résidentiel. Ce sont donc deux secteurs épargnés par la crise. Et une introduction en bourse est un processus de longue haleine...

I-care et Odoon ont décroché les titres d'Entreprise de l'année et de Manager de l'année 2020, or la SRIW est actionnaire des deux: est-il impossible de créer une belle entreprise dans la Région sans soutien public?

C'est le signe du dynamisme de notre politique de financement et la preuve qu'on apporte du "smart money"! On est entré il y a plusieurs années dans Odoon, on a peut-être accéléré son développement, mais elle aurait été une réussite sans nous aussi. Cela montre aussi qu'au-delà du financement, on apporte un réseau et une expertise. Et quand vous regardez ce qu'il se passe dans les pays voisins, vous verrez que ce n'est pas différent. En France, les levées de fonds sans la Banque Publique d'Investissement (BPI) sont rares. Ce n'est pas propre à la Wallonie.



Olivier Vanderijst, président du comité de direction de la SRIW, estime que les entreprises fort touchées par la crise n'ont pas été assez aidées au niveau de leurs coûts fixes. © SASKIA VANDERSTICHEL

Olivier Vanderijst

«La SRIW a investi un montant record, dont 90 millions liés à la crise»

MICHEL LAUWERS

Malgré ou à cause de la crise, 2020 a été une année intense pour la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW), le holding public dédié aux moyennes et grandes entreprises investies en capital ou en prêt, un montant record de 271,5 millions d'euros dans 114 sociétés, dont 29 nouvelles dans son portefeuille. C'est 31,7% de plus qu'en 2019 (206 millions dans 104 entreprises). Les dossiers liés à la crise représentent un tiers du total, tandis que les autres témoignent de la résilience du tissu économique wallon, nous explique Olivier Vanderijst, qui préside son comité de direction.

La SRIW a accru ses investissements dans les entreprises en 2020: le signe que celles-ci se développent ou qu'elles sont fragilisées par la crise?

Une des caractéristiques de la crise actuelle est qu'elle est très dissymétrique selon les secteurs et parfois même à l'intérieur des entreprises: les unes sont fort touchées, les autres voient des opportunités. Un tiers de nos investissements ont répondu l'an dernier à des besoins spécifiques liés à la crise Covid, soit environ 90 millions d'euros pour une vingtaine d'entreprises. Il s'agit notamment de Sonaca, dont on a participé à la recapitalisation aux côtés de la SIFI et qui opère dans un secteur clairement touché (l'aéronautique), de Fairi Daiza (le tourisme étant également fort impacté), d'Exki (horeca), de Trafic (retail), de Maniet (chaussures) ou encore de John Martin's Hotels (horeca). On est toujours intervenu en respectant un équilibre avec les banques et les actionnaires.

Parmi les secteurs les plus atteints, on identifie beaucoup de petites entreprises, qui ont donc fait appel à d'autres outils publics de financement comme la Sowalfin ou les investis, puisque la SRIW se concentre sur les grandes. Pour répondre à la crise toujours, nous avons aussi pris des mesures générales de report d'échéances de prêts. Et nous avons activé pour la première fois notre filiale Geligar, qui octroie des garanties à des crédits bancaires aux entreprises: dans le cadre de l'assouplissement du régime des garanties décidé à titre temporaire par l'Europe, Geligar a octroyé pour 40 millions d'euros de garantie, pour couvrir 95 millions

d'euros de prêts au bénéfice de 31 entreprises.

Où sont allés vos investissements sans lien avec le Covid?

Un de nos plus gros investissements s'est avéré atypique, l'objectif étant d'ancre un gros acteur de la finance en Belgique: aux côtés de la SIFI et d'autres institutionnels belges, on a investi 25 millions dans Eurodear, qui est important pour notre écosystème financier. On a consacré quelque 40 millions, comme d'habitude en quelque sorte, aux sciences de la vie, on a consolidé IBA et continué d'investir un écosystème de start-ups biotech relativement épargnées par la crise, sauf concernant les essais cliniques, qui ont été ralentis. On est entré dans Univervels à hauteur de 5 millions, un investissement dont on est fier, car nous n'en avons pas encore présents dans cet écosystème-là...

Et quels autres secteurs?

On a injecté 25 millions dans l'agroalimentaire (Ardita, Scam-Allia...), dans les technologies (Aerospacelab, Lazer, Lasez), on est entré dans AMB Ecosterel (recyclage des déchets hospitaliers) par rachat d'actions...

Le secteur biotech ne pèse-t-il pas trop lourd dans votre portefeuille aujourd'hui?

Ce qui pèse lourd, ce sont les grandes participations. Le biotech représente 290 à 300 millions d'euros dans notre portefeuille. Et paradoxalement, c'est la diversification dans la biotech qui nous permet de mitiger les risques. Si l'on n'avait que 5 biotechs, ce serait risqué. Quand on en a 30, la possibilité que l'une d'elles performe très bien et compense deux ou trois faillites ne pèse pas grand. C'est ce qu'on a fait par exemple avec Ogeda, rachetée pour 800 millions par le japonais Astellas. Maintenant, il y avait 30 agences de voyages en portefeuille, ce serait problématique.

Que pourrait-on faire, selon vous, pour mieux aider les entreprises en difficulté face à la crise?

Beaucoup d'entre elles sont confrontées à un gros problème de coûts fixes, qui restent là même quand elles sont à l'arrêt. Leur octroyer une aide sous forme de prêt ne me semble pas la bonne solution, car cela ne fait que retarder le problème. Il faudrait les aider en capital.

EMPLOIS LES BIOTECHS À L'AVANT-PLAN

Un sujet qui irrite Olivier Vanderijst est la question de l'emploi dans les biotechs. «On dit souvent qu'en Wallonie, il y a deux grands acteurs mondiaux de la pharma, puis une série de petites jeunes pousses biotech qui créent beaucoup de fonds, mais créent peu d'emplois», note-t-il. Une vision qu'il estime réductrice. «Il y a dans ce secteur de plus en plus d'entreprises de type CDMO (Contract Development and Manufacturing Organization, sociétés qui font de la production en sous-traitance pour la pharma, la biotech et la medtech, NDLR), qui sont intensives en emplois. L'ex-Eurogentec (acquis par le groupe japonais Kaneka) occupe 500 personnes en Wallonie. Novaseq Belgium (ex-Herogen, rachetée par Novaseq France) en emploie 400. Masthercol, 200. Univercells, 150, la filiale CDMO de Mithra, une centaine... Toutes des entreprises où le volume d'emploi croît en parallèle avec la taille et qui sont difficilement délocalisables.»

Ce qui nous amène au débat actuel sur la relocalisation de l'industrie: «Un de nos faits d'armes de 2020 est qu'on a relancé en Wallonie une production de masques avec entre autres la société Deltrian à Fleurus», répond-il. Un

«Paradoxalement, c'est la diversification dans la biotech qui nous permet de mitiger les risques.»

OLIVIER VANDERIJST
PRÉSIDENT DU COMITÉ
DE DIRECTION DE LA SRIW

exemple un peu maigre... «Mais relocaliser résulte de la combinaison d'une série de facteurs. Et il est difficile de relocaliser quand le marché est en contraction.» En revanche, ajoute-t-il, «au plus une chaîne de valeur est complète sur un territoire donné, au moins elle sera délocalisable». À méditer.

Et quid de l'avenir de la SRIW elle-même? Le gouvernement wallon planche toujours sur une éventuelle fusion des outils économiques régionaux. SRIW, Sowalfin, Sogepa, voire aussi les investis. Ce dossier lui inspire deux réflexions: «Un, la France l'a fait en regroupant ses outils au sein de la BPI. Cela améliore sa visibilité et son accessibilité. La marque unique est donc un avantage. Deux, il y a de plus en plus de fonds qui gèrent plusieurs plateformes avec des services de support communs, mais aussi avec des équipes transversales composées par thématique, qui agissent dans les entreprises à travers toutes les plateformes. En fusionnant les outils wallons, on aurait l'effet de masse nécessaire pour ce faire.» Accueil positif, donc. «Mais il faudrait aller vers davantage de décentralisation à l'intérieur du groupe.» M. LW.

Pas moins de quatre entreprises détenues en partie par la SRIW sont entrées en bourse en 2020. Un record paradoxal, puisqu'il a été atteint en pleine crise...

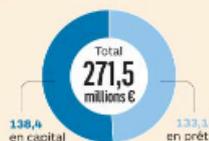
Trois des quatre IPO (Iteus, Nyssoah et Hyloris, NDLR) ont été le fait de sociétés biotech que ne sont pas encore sur le marché. Quant à Inclusion, la quatrième, elle opère dans l'immobilier résidentiel. Ce sont donc deux secteurs épargnés par la crise. Et une introduction en bourse est un processus de longue haleine...

Lucare et Odoo ont décroché les titres d'Entreprise de l'année et de Manager de l'année 2020, or la SRIW est actionnaire des

deux: est-il impossible de créer une belle entreprise dans la Région sans soutien public?

C'est le signe du dynamisme de notre politique de financement et la preuve qu'on apporte du smart money! On est entré il y a plusieurs années dans Odoo, on a peut-être accéléré son développement, mais elle aurait été une réussite sans nous aussi. Cela montre aussi qu'au-delà du financement, on apporte un réseau et une expertise. Et quand vous regardez ce qu'il se passe dans les pays voisins, vous voyez que ce n'est pas différent. En France, les levées de fonds dans la Banque Publique d'Investissement (BPI) sont rares. Ce n'est pas propre à la Wallonie.

Montant investi en 2020 dans 114 entreprises



Investissements de ...	Nombre
10 millions € ou supérieur	5
5 à 10 millions €	7
1 à 4 millions €	40
1 million € ou moins	52

Garanties octroyées par la filiale Geligar	Montant
Nombre	40 millions
Entreprises concernées	33

Décisions d'investissements dans des fonds	Montant
en montant	11,6 millions €

Exits	Montant
en montant	19,2 millions €

Remboursement de prêts	Montant
en total	73 millions €

Dividendes	Montant
en total	22,2 millions €

Source: SRIW, L'Echo

Une startup belge qui prend soin des machines industrielles



Basée à Mons, cette startup est spécialisée dans la gestion de durée de vie des machines industrielles. Fabrice Brion a créé I-Care en 2004. Basée à Mons, cette startup est spécialisée dans la gestion de durée de vie des machines industrielles. Fabrice Brion a créé I-Care en 2004.

Il explique comment l'entreprise prend soin des machines industrielles avec de la maintenance prédictive et la fiabilisation de machine. " Dis plus simplement, la maintenance prédictive c'est de savoir déterminer quand les machines vont casser tandis que la fiabilité c'est de faire en sorte qu'elles cassent le moins souvent possible ", explique le fondateur.

I-Care s'appuie sur des capteurs. " Cela peut être nos propres capteurs, mais on peut aussi sur des capteurs déjà présents sur la machine ", explique l'entrepreneur. Ils récoltent une série de données sur le fonctionnement des machines. Des algorithmes traitent ensuite ces données pour faire de la prédiction. " Nous savons prédire la durée de vie restante d'une machine ainsi que ce qui va casser, et donc ce qu'il faut faire comme intervention, et quand, pour éviter que ça casse ", explique Fabrice Brion.

Il ajoute que " c'est un peu comme une voiture ". Un compteur de voiture peut prévenir son propriétaire lorsqu'il doit faire un entretien. " Ça c'est déjà le cas en industrie, c'est ce qu'on appelle la maintenance préventive ", explique Fabrice Brion. " On dit par exemple, il faut remplacer telle pièce tous les ans, ou telle machine tous les X cycles de fonctionnement ", précise-t-il. Mais lorsqu'un compteur indique à un propriétaire de voiture qu'il doit faire un entretien, " elle pourrait peut-être faire beaucoup plus parce que vous êtes très respectueux de votre voiture, et peut être qu'elle pourrait faire beaucoup moins parce qu'il y a un problème sur une des pièces par exemple ". C'est la même chose pour une ligne de production industrielle, " ce n'est pas parce qu'on indique qu'il faut remplacer quelque chose dans six mois, de manière fixe qu'on ne pourrait pas aller plus loin, mais aussi que ça ne va pas casser avant, notre but c'est de mesurer en continue ".

L'entrepreneur rappelle tout de même qu'I-Care ne répare pas les machines : “ Nous, nous restons sur la prestation intellectuelle, sur le diagnostic “.

Rallonger la durée de vie des machines

Lorsqu'on parle d'obsolescence programmée à Fabrice Brion, il revient sur la conception des machines industrielles. En tant qu'ingénieur mécanicien à la base, il explique que dans un cahier des charges de conception d'une machine, il faut se demander quelle est la durée de vie que l'on souhaite. “ Donc par définition, pour concevoir une machine, il faut définir la durée de vie visée. Ce n'est pas programmé, c'est intrinsèque à chaque conception de machine, qu'elle va casser un jour “.

Le but d'I-Care est donc d'atteindre cette durée de vie de la machine, voire de la dépasser. “ Aujourd'hui, il y a moins de 5% des machines industrielles qui atteignent leur durée de vie de conception “, selon Fabrice Brion.

Une startup née d'un mémoire de fin d'étude

L'entrepreneur a réalisé son mémoire de fin d'étude sur la maintenance prédictive par la mesure des vibrations. “ Quand nous avons lancé l'entreprise, nous rêvions d'être cinq ou six personnes au bout de dix ans, mais on ne s'attendait pas à tout ça “. Aujourd'hui l'entreprise travaille un peu partout en Europe. Et “ en dehors de l'Europe : en Australie, en Corée du sud et aux États-Unis “. Elle a également été élue Entreprise de l'année 2020 par EY, en collaboration avec l'Echo et BNP Paribas Fortis.

Concernant la suite, le responsable d'I-Care parle d'objectifs “ de croissance qui sont de 25% par an en organique “. Mais également d'un “ nouveau tour de table de levée de fonds “.

Il explique comment l'entreprise prend soin des machines industrielles avec de la maintenance prédictive et la fiabilisation de machine. “ Dis plus simplement, la maintenance prédictive c'est de savoir déterminer quand les machines vont casser tandis que la fiabilité c'est de faire en sorte qu'elles cassent le moins souvent possible “, explique le fondateur.

I-Care s'appuie sur des capteurs. “ Cela peut être nos propres capteurs, mais on peut aussi sur des capteurs déjà présents sur la machine “, explique l'entrepreneur. Ils récoltent une série de données sur le fonctionnement des machines. Des algorithmes traitent ensuite ces données pour faire de la prédiction. “ Nous savons prédire la durée de vie restante d'une machine ainsi que ce qui va casser, et donc ce qu'il faut faire comme intervention, et quand, pour éviter que ça casse “, explique Fabrice Brion.

Il ajoute que “ c'est un peu comme une voiture “. Un compteur de voiture peut prévenir son propriétaire lorsqu'il doit faire un entretien. “ Ça c'est déjà le cas en industrie, c'est ce qu'on appelle la maintenance préventive “, explique Fabrice Brion. “ On dit par exemple, il faut remplacer telle pièce tous les ans, ou telle machine tous les X cycles de fonctionnement “, précise-t-il. Mais lorsqu'un compteur indique à un propriétaire de voiture qu'il doit faire un entretien, “ elle pourrait peut-être faire beaucoup plus parce que vous êtes très respectueux de votre voiture, et peut être qu'elle pourrait faire beaucoup moins parce qu'il y a un problème sur une des pièces par exemple “. C'est la même chose pour une ligne de production industrielle, “ ce n'est pas parce qu'on indique qu'il faut remplacer quelque chose dans six mois, de manière fixe qu'on ne pourrait pas aller plus loin, mais aussi que ça ne va pas casser avant, notre but c'est de mesurer en continue “.

L'entrepreneur rappelle tout de même qu'I-Care ne répare pas les machines : “ Nous, nous restons sur la prestation intellectuelle, sur le diagnostic “.

Rallonger la durée de vie des machines

Lorsqu'on parle d'obsolescence programmée à Fabrice Brion, il revient sur la conception des machines industrielles. En tant qu'ingénieur mécanicien à la base, il explique que dans un cahier des charges de conception d'une machine, il faut se demander quelle est la durée de vie que l'on souhaite. " Donc par définition, pour concevoir une machine, il faut définir la durée de vie visée. Ce n'est pas programmé, c'est intrinsèque à chaque conception de machine, qu'elle va casser un jour ".

Le but d'I-Care est donc d'atteindre cette durée de vie de la machine, voire de la dépasser. " Aujourd'hui, il y a moins de 5% des machines industrielles qui atteignent leur durée de vie de conception ", selon Fabrice Brion.

Une startup née d'un mémoire de fin d'étude

L'entrepreneur a réalisé son mémoire de fin d'étude sur la maintenance prédictive par la mesure des vibrations. " Quand nous avons lancé l'entreprise, nous rêvions d'être cinq ou six personnes au bout de dix ans, mais on ne s'attendait pas à tout ça ". Aujourd'hui l'entreprise travaille un peu partout en Europe. Et " en dehors de l'Europe : en Australie, en Corée du sud et aux États-Unis ". Elle a également été élue Entreprise de l'année 2020 par EY, en collaboration avec l'Echo et BNP Paribas Fortis.

Concernant la suite, le responsable d'I-Care parle d'objectifs " de croissance qui sont de 25% par an en organique ". Mais également d'un " nouveau tour de table de levée de fonds ".

Exclu: I-Care va accepter les paiements en bitcoin

[C. Charlot](#)

Son CEO Fabrice Brion est convaincu que les cryptomonnaies ont de l'avenir en tant que moyen de paiement dans le monde digital.



Fabrice Brion © belgaimage Les clients d'I-Care pourront bientôt régler leurs factures en bitcoin.

L'entreprise wallonne

active dans la maintenance prédictive veut avoir "une longueur d'avance", explique son CEO Fabrice Brion. Il pense être prêt à accepter les paiements en bitcoin dans quatre à six semaines. "Je crois au potentiel des cryptomonnaies sur le long terme. Elles peuvent représenter des solutions intéressantes dans un monde digital et globalisé."

Active dans une cinquantaine de pays, I-Care est confrontée à des risques de change.

Certaines monnaies étatiques, notamment en Amérique du Sud, sont plus instables que d'autres. Le bitcoin, malgré sa volatilité, pourrait permettre de réduire cette exposition au risque de change lors de transferts de cash à l'intérieur du groupe I-Care. "Notre activité se développe bien aux Etats-Unis et notre filiale américaine dispose de confortables liquidités, explique Fabrice Brion. Nous ne remontons pas cet argent vers l'Europe et la maison mère à cause de taux de change défavorables. Avec le bitcoin, nous pourrions le rapatrier et irriguer

notre économie, exactement comme le font les entreprises étrangères actives chez nous. Nous voulons simplement nous battre avec les mêmes armes."

Si mes clients souhaitent utiliser des bitcoins plutôt que des dollars, des yens ou des euros, c'est parce qu'ils trouvent cela plus facile." - Fabrice Brion

Le bitcoin est actuellement porté par une véritable frénésie. Son cours vole de records en records. Il a récemment dépassé les 60.000 dollars. Au-delà de l'attrait spéculatif de cet actif numérique, le bitcoin progresse aussi dans les usages. La star des cryptomonnaies est une alternative de plus en plus crédible aux monnaies traditionnelles. PayPal a annoncé que des millions de commerçants pourront bientôt accepter les paiements en bitcoin sur son application. Des entreprises mondialement connues comme Tesla permettront prochainement à leurs clients de régler leurs achats en bitcoin.

Jusqu'à 10% des paiements

Pour Fabrice Brion, c'est une évolution logique et parfaitement encadrée. "Notre service compliance met tout en place pour être en ordre au niveau comptable et juridique", souligne le CEO. Ses clients sont de grands groupes industriels qui ont pignon sur rue. C'est aussi ce qui l'a convaincu de mettre en place cette option de paiement décriée par le secteur bancaire et les régulateurs, qui évoquent des problèmes de traçabilité des fonds. "Si mes clients souhaitent utiliser des bitcoins plutôt que des dollars, des yens ou des euros, c'est parce qu'ils trouvent cela plus facile. Je n'ai aucune raison de suspecter de la fraude ou du blanchiment d'argent de leur part", pointe le CEO d'I-Care. Fabrice Brion estime que les transactions en bitcoin pourraient représenter 5% à 10% des paiements effectués par ses clients dans les trois années qui viennent.

Le problème, c'est que les banques s'avèrent encore frileuses sur le sujet. Il leur arrive de refuser le rapatriement d'argent venant de plateformes d'échange de cryptomonnaies. Un paiement en bitcoin n'est cependant pas en soi interdit. Il doit d'ailleurs être inscrit dans la comptabilité. Mais il doit obligatoirement être libellé en euros, explique Olivier Willez, avocat associé chez DKW. "Si le cours du bitcoin décroche, une correction de valeur doit être actée", précise l'avocat. Si le cours du bitcoin s'envole, la plus-value doit également être mentionnée. Elle sera taxée au taux classique de l'impôt des sociétés, soit 25%, détaille Olivier Willez.

Après les pandas, Jean-Jacques Cloquet se porte au chevet des machines chez I-Care

C'est un retour aux premières amours pour Jean-Jacques Cloquet, ingénieur civil de formation. ©BELGAIMAGE

[Simon Souris](#)

18 mars 2021 07:00

Il lâchait les rênes de Pairi Daiza en décembre. Désormais, Jean-Jacques Cloquet va conseiller le Dr. House des machines industrielles. Objectif? Accompagner la croissance. [Spécialiste de la maintenance prédictive, le montois I-Care grandit vite](#). Et embauche de l'ordre d'une personne par semaine. Mais si c'est pour voir le même nombre de collaborateurs partir dans la foulée, "ce serait un jeu à somme nulle", indique Fabrice Brion, CEO et cofondateur du Dr. House des machines industrielles.

Comme toute société en croissance, le nerf de la guerre est aujourd'hui la rétention des talents pour la pépite montoise. Ce sera l'un des défis auxquels va s'atteler Jean-Jacques Cloquet, qui rejoint l'entreprise au rang de conseiller stratégique, apprend-on. [L'homme était libre puisqu'il lâchait en décembre dernier le poste de co-CEO de Pairi Daiza](#), où il siège toutefois au conseil d'administration.

"Jean-Jacques Cloquet pourra nous apporter son expertise technique ainsi qu'un vaste réseau."

Fabrice Brion

CEO et co-fondateur d'I-Care

La rencontre avec l'ex-homme fort de l'aéroport de Charleroi s'est faite à la suite d'une série de conférences, évoque [le patron de la toute fraîche entreprise de l'année 2020](#). "J'ai

constaté que Jean-Jacques portait les mêmes
l'humain dans le monde de l'entreprise

Lire aussi | [Fabrice Brion, CEO de I-Care: "Ce prix est la preuve même que l'ascenseur social fonctionne"](#)

Le Montois a donc décidé de tenter de sa chance et de faire appel au service de l'ingénieur civil de formation. Qui a dit oui. "À notre grand plaisir puisqu'il pourra nous apporter aussi bien son expertise technique qu'un vaste réseau."

Premières retombées

Officiellement, la mission de Jean-Jacques Cloquet doit commencer en avril. Mais officieusement, l'intéressé est déjà à pied d'œuvre. Il a ainsi déjà susurré l'idée de lancer un mini-JT interne, histoire de préserver le lien qui se doit d'unir les 450 collaborateurs d'I-Care répartis dans 12 pays. Un carton.

Makro gonfle ses revenus et réduit sa perte d'un tiers

La crise sanitaire pèse de manière contrastée sur les magasins belges du groupe allemand Metro. Makro a progressé, mais Metro paie l'arrêt de l'horeca.

LUC VAN DRIESSCHE

Une amélioration significative du résultat, toujours teinté de rouge: ainsi peut-on résumer l'exercice 2020 (clôturé le 30 septembre) des enseignes belges de Metro. La filiale belge du groupe allemand est en effet parvenue à ramener sa perte de 66 millions d'euros en 2019 à 44 millions d'euros l'an dernier. Celle-ci est imputable aux six Makro. Les onze magasins Metro, réservés aux professionnels de l'horeca, sont en effet bénéficiaires. Vincent Nolf, le CEO de Makro et de Metro Belgium, pose un diagnostic sans fard. «Même pendant les mois de forte croissance (+15%) durant le premier confinement, Makro n'est pas revenu dans le vert, ce qui prouve qu'il y a un problème structurel», dit-il.

Depuis 2019, le chiffre d'affaires de Makro est stabilisé. Comme les autres enseignes du pays, celle-ci a bouclé l'exercice 2020 avec un chiffre d'affaires en hausse de 5,4% à 444,4 millions d'euros.

Différenciation

Le chiffre d'affaires des 17 magasins belges (1.900 équivalents temps plein) recule de 4,3% à 706,4 millions d'euros. Pour Metro, la fermeture de l'horeca a pesé lourd. «Entre octobre 2019 et février 2020, les revenus ont progressé de 3 ou 4%, raconte Vincent Nolf. Puis il y a eu le premier confinement. Le chiffre d'affaires a alors plongé de 50%, avant de remonter. Au final, il ne baisse que de 13% à 262 millions d'euros. Mais Metro a gagné en part

de marché, passant de 10 à 15%».

Pour son CEO, la stabilisation à la hausse du chiffre d'affaires de Makro est le résultat de la nouvelle stratégie commerciale mise en place fin 2018. «Nos six magasins sont toujours plus éloignés de la clientèle que les concurrents. Il fallait donc valancer une différenciation que Makro avait perdue», dit-il. Makro est donc revenu à son ADN, en créant notamment un

«Il n'y a donc aucune garantie de pouvoir obtenir de nouvelles augmentations de capital dans le futur.»

VINCENT NOLF
CEO DE MAKRO ET DE METRO
BELGIUM

concept de «work center» combinant bricolage, jardin et construction et lui donnant une touche plus professionnelle, en visant les collectivités et en visant sur l'entraîné pour appâter les amateurs de cuisine.

Si la stratégie commerciale s'avère payante, il reste un problème structurel. Selon Vincent Nolf, les mesures prises dans le cadre de la restructuration de l'été 2020 (non-renouvellement de contrats temporaires, plus grande polyvalence du personnel, écrémage de l'offre...) commencent à porter leurs fruits.

L'artisan allemand vient de réinjecter 23 millions d'euros de capitaux frais. «Mais la crise du Covid affecte fortement tout le groupe Metro. Il n'y a donc aucune garantie de pouvoir obtenir de nouvelles augmentations de capital dans le futur», prévient Vincent Nolf.

Jean-Jacques Cloquet au chevet des machines chez I-Care

Spécialiste de la maintenance prédictive, le Montois I-Care grandit vite. Et embauche de l'ordre d'une personne par semaine. Mais si c'est pour voir le même nombre de collaborateurs partir dans la foulée, ce serait un jeu à somme nulle, indique Fabrice Brion, CEO et cofondateur du Dr. House des machines industrielles.

Guerre des talents

Comme toute société en croissance, le nerf de la guerre est aujourd'hui la rétention des talents pour la pépite montoise. Ce sera l'un des défis auxquels va s'atteler Jean-Jacques Cloquet, qui rejoint l'entreprise au rang de conseiller stratégique, apprend-on. L'homme était libre puisqu'il lâchait en décembre dernier le poste de co-CEO de Pairi Daiza, où il siège toutefois au conseil d'administration.

La rencontre avec l'ex-homme fort de l'aéroport de Charleroi s'est

faite à la suite d'une série de conférences, évoque le patron de la toute fraîche entreprise de l'année 2020. «J'ai constaté que Jean-Jacques portait les mêmes valeurs que nous, à savoir la place de l'humain dans le monde de l'entreprise».

Le Montois a donc décidé de tenter de sa chance et de faire appel aux services de l'ingénieur civil de formation. Qui a dit oui. «A notre grand plaisir puisqu'il pourra nous apporter aussi bien son expertise technique qu'un vaste réseau».

Premières retombées en interne

Officiellement, la mission de Jean-Jacques Cloquet doit commencer en avril. Mais officieusement, l'intéressé est déjà à pied d'œuvre. Il a ainsi déjà surréalisé l'idée de lancer un mini-JT interne, histoire de préserver le lien qui se doit d'unir les 450 collaborateurs d'I-Care répartis dans 12 pays. Un carton.

SIMON SOURIS



L'instrument Placebell vient de démontrer sa pertinence dans le cadre d'une étude clinique pour l'arthrose. © BELGA

Tools4Patient réduit la réponse placebo dans les essais cliniques

Après sept ans de développement, la société de Mont-Saint-Guibert a réussi à mettre au point un instrument permettant d'atténuer l'impact de la réponse placebo dans les essais cliniques. Une première.

OLIVIER GOSSET

Beaucoup mieux cerné aujourd'hui par la médecine que par le passé, l'effet placebo continue en revanche à compliquer la tâche de l'industrie pharmaceutique. À tel point que cet effet, qui induit une amélioration clinique avec un produit totalement inactif, peut entraîner l'échec d'études cliniques en phase III, et donc l'arrêt du développement de certains médicaments.

Des études académiques

Une petite société de Mont-Saint-Guibert, Tools4Patient, s'est attaquée il y a sept ans au défi de la caractérisation de l'effet placebo dans les essais cliniques. Avec succès: elle a réussi à mettre au point une technologie permettant d'atténuer cet impact et de déterminer la mesure la plus réelle de l'effet du médicament. Appelé Placebell, cet instrument comprend un questionnaire de personnalité pour le patient et un logiciel doté d'un algorithme qui va utiliser ces informations et calculer un score placebo.

«Nous avons apporté quelque chose qui n'existait pas. On a prouvé

«On a prouvé dans des études randomisées que cela fonctionnait bien et que l'on peut prédire la réponse placebo.»

DOMINIQUE DEMOLLE
CEO DE TOOLS4PATIENT

dans des études randomisées que cela fonctionnait bien et que l'on peut prédire la réponse placebo. Personne d'autre ne fait cela sur le marché. Notre outil peut améliorer de façon très sensible le développement des médicaments» explique Dominique Demolle, le CEO de Tools4Patient. «Il y a eu beaucoup d'études académiques, mais elles n'étaient pas applicables au niveau industriel. Il existe également des tactiques pour réduire la réponse placebo, mais elles font gagner 5% de la variance tronquée. Pour notre part, nous pouvons expliquer jusqu'à 30% de variance», poursuit Dominique Demolle. Cela signifie donc qu'une étude réalisée avec Placebell permet d'obtenir les mêmes résultats qu'une étude menée avec 30% de patients supplémentaires. Un gain de temps et d'argent appréciable pour les laboratoires, mais aussi pour les malades, qui peuvent disposer de certains traitements plus rapidement.

Placebell a d'abord été testé dans les pathologies comme la douleur. Il vient encore de démontrer sa pertinence dans le cadre d'une étude clinique randomisée pour l'arthrose, en partenariat avec une biotech américaine. «Mais nous avons une multitude d'indications à différents stades, certaines validées, d'autres pratiquement validées ou encore au stade de la preuve de concepts», souligne la CEO, en citant Parkinson, l'ophtalmologie ou la psychiatrie.

L'outil a déjà été amélioré. La technologie autorise même, dans certains cas, une analyse rétrospective et une réinterprétation d'une partie des données. De plus, au questionnaire de départ ont été ajoutés d'autres éléments pouvant influencer la réponse à un traitement, comme le site où se déroule l'essai clinique. Ces facteurs sont en cours de validation et pourront être pris en compte dans l'optimisation de la conduite de l'étude.

Un déploiement aux USA

Créée en 2013, Tools4Patient, qui compte une vingtaine de collaborateurs, s'était installée dans le Biopark de Gosselies, avant de rejoindre le Brabant wallon. En 2018, elle a procédé à une levée de 4 millions d'euros, qui avait vu Sambrinvest et Innovation Fund (le fonds belge dédié aux start-ups innovantes dans la chimie et les sciences de la vie) s'ajouter aux investisseurs initiaux, dont Jean Stéphane et Jean-Pierre Delwart. Un nouveau tour est en préparation. Il doit permettre à la société, qui est en train de prendre son envol commercial, de poursuivre ses développements et surtout, de se déployer aux États-Unis. Selon Dominique Demolle, 90% des marchés visés se trouvent là-bas, l'Europe se montrant pour le moment plus frileuse vis-à-vis de la nouveauté apportée par la start-up brabançonne, bien que des contacts promoteurs soient engagés.

Devenue rentable, TopCompare va s'attaquer aux assurances

Arrivé à la tête de la plateforme comparative de produits bancaires il y a un an, Quentin Denis veut renforcer sa position de leader.

OLIVIER SAMOIS

Pour entamer ses fonctions de CEO chez TopCompare il y a un an, Quentin Denis aurait pu rêver d'un meilleur contexte. «J'avais pris une semaine de congé à la montagne avant de commencer à mon nouveau poste. C'est là que le confinement a été imposé. Ce fut un démarrage assez rude», concède-t-il.

Il est pourtant satisfait du chemin parcouru. En juin dernier, la plateforme de comparaison de produits financiers a enregistré le premier mois bénéficiaire de son histoire. «C'était le deal conclu lorsque j'ai commencé: pas de nouvelle levée de fonds, mais nous devions devenir rentables», explique-t-il.

Revenus tirés des commissions

Aujourd'hui, la fintech emploie 23 personnes et attire quelque 300.000 visiteurs uniques par mois, pour un chiffre d'affaires mensuel de 250.000 euros. Ses revenus sont

exclusivement tirés du commissionnement lors de la vente des produits via le site. «Nous avons lancé la comparaison des prêts hypothécaires fin 2019. C'est un produit important, mais la plupart des Belges ont besoin d'aide pour prendre une décision. Nous avons aussi un rôle d'éducateurs», estime Quentin Denis.

«Notre activité marketing pèse vraiment sur le marché et change les équilibres entre les banques.»

QUENTIN DENIS
CEO DE TOPCOMPARE

Faire bouger les lignes

Pour la suite du développement de la plateforme, Quentin Denis a défini trois priorités. «Nous voulons d'abord renforcer notre position de leader sur le marché belge.» C'est notamment pour cette raison que la

fintech a lancé une large campagne de publicité en télévision destinée à attirer en ligne les consommateurs qui ne comparent pas encore les produits financiers. «La TV permet aussi d'ouvrir les esprits d'une certaine manière», estime Quentin Denis.

Il ambitionne également d'améliorer le service client et la relation avec les banques.

Enfin, la fintech lancera prochainement un comparatif sur certains produits d'assurance. «C'est également un domaine assez opaque avec beaucoup de jargon. Nous pouvons contribuer à changer cela.»

En quelques années, la plateforme s'est fait un nom parmi les consommateurs belges, mais a-t-elle réussi à faire bouger les lignes sur le marché bancaire? «Je pense que oui», répond Quentin Denis. «Tout d'abord, notre activité marketing pèse vraiment sur le marché et change les équilibres entre les banques. Je pense aussi que nous avons fait évoluer le marché de l'intermédiation personnel.» De ce point de vue, les activités de TopCompare vont la rapprocher du terrain des courtiers, même si le CEO ne veut pas encore parler de concurrence.

Entreprendre, c'est embarquer les équipes dans un projet qui a du sens

Pour Fabrice Brion, CEO d'I-care, la principale force d'une entreprise, ce sont ses équipes. Le patron de l'Entreprise de l'Année souligne à quel point les valeurs sont essentielles pour attirer et motiver les talents au sein d'une entreprise.



"I-care est né de mon mémoire de fin d'études, raconte Fabrice Brion, CEO d'I-care. À une époque (2000) où l'Intelligence artificielle était encore très largement réservée aux films de sciences fiction, mon idée était d'appliquer l'IA à la maintenance prédictive industrielle."

Aujourd'hui, grâce à l'entreprise I-care, des milliers de machines industrielles du monde entier sont à la fois plus productives, plus sûres et moins polluantes.

Mais pour atteindre de tels objectifs, au-delà d'une technologie à la pointe, c'est surtout de talents dont l'entreprise a besoin, souligne l'entrepreneur. De deux, trois, dix, vingt employés, I-care est passée à plus de 450 personnes et a ouvert des bureaux un peu partout dans le monde. L'épanouissement de ses employés est une priorité.

"Nous sommes convaincus qu'un employé heureux fait du meilleur travail, souligne Fabrice Brion. Pour créer une atmosphère de travail positive, nous avons développé l'I-care Spirit afin que toutes les équipes, même celles qui travaillent à des milliers de kilomètres les unes des autres, soient connectées. Travailler avec de vrais

partenaires qui partagent une vision et des valeurs communes apporte indéniablement une plus-value au travail”.

Avoir un véritable impact sur la société

“La meilleure raison de lancer une entreprise est de créer un produit ou un service qui contribue à améliorer le monde” a déclaré un des premiers responsables marketing chez Apple. Une source d’inspiration pour I-care. Son CEO en est convaincu, diriger une entreprise en étant déconnecté de la réalité n’a pas de sens, ni pour les chefs d’entreprise, encore moins pour ses employés. Cet état d’esprit est indispensable à la réussite d’un projet entrepreneurial. Développer les meilleures technologies est inutile si l’entreprise n’est pas tournée vers le monde qui l’entoure. Grâce à des valeurs communes partagées, elle a vocation à mettre l’environnement et l’humain au cœur de ses développements.

C’est ainsi que l’entreprise I-care s’est dotée d’un département R&D particulièrement ambitieux, composé de 25 personnes, et dépose des brevets chaque année. Parce que l’innovation et la créativité sont les pivots de l’entrepreneuriat. Parce que, pour pouvoir se développer, il faut innover. Pas dans une logique d’enrichissement des actionnaires (chez I-care, tout employé peut avoir des parts dans l’entreprise et les bénéfices sont systématiquement réinvestis dans l’entreprise). Mais bien pour faire bouger les lignes et avoir un véritable impact sur la société.